

# Gazette officielle du Québec

2-198-15

Partie 1

Avis  
juridiques

122<sup>e</sup> année

10 mars

1990

No 10

Québec 



# Gazette officielle du Québec

## Partie 1 Avis juridiques

122<sup>e</sup> année  
10 mars 1990  
No 10

### Sommaire

Aménagement et l'urbanisme, Loi sur l'  
Avis divers  
Changement de nom et d'autres qualités de l'état civil, Loi sur le  
Compagnies, Loi sur les  
Déclarations des compagnies et sociétés, Loi sur les  
Ministères, Avis concernant les  
Office de la langue française  
Projet de loi d'intérêt privé, Avis de présentation d'un  
Qualité de l'environnement, Loi sur la  
Sociétés agricoles et laitières, Loi sur les  
Ventes par shérif  
Ventes pour taxes, avis de publication

## AVIS AUX ANNONCEURS

---

La *Gazette officielle du Québec* est le journal par lequel le Gouvernement du Québec rend officielles ses décisions. Elle est publiée en deux éditions distinctes. La première, intitulée « Avis juridiques », est publiée au moins à tous les samedis; la deuxième, intitulée « Lois et règlements », est publiée en français et en anglais au moins à tous les mercredis.

### Contenu:

La Partie 1 de la *Gazette officielle* contient les avis juridiques dont la publication est requise par des lois ou des règlements ou encore par le gouvernement. Elle est publiée en français seulement.

### Normes de recevabilité:

Les avis doivent contenir le minimum d'information requis par les lois et règlements qui régissent leur publication. On peut se référer à la *Gazette officielle* pour y retrouver des avis déjà publiés et les utiliser comme modèles. Les avis doivent être dactylographiés. Les annonceurs doivent fournir une lettre d'accompagnement indiquant clairement leurs nom et adresse, leur numéro de téléphone et le nombre de publications requises pour chaque avis.

### Conditions générales:

Les manuscrits doivent être reçus au bureau de la *Gazette officielle* au plus tard à 12 h, le jeudi précédant la semaine de publication. Les avis reçus après cette date seront reportés à l'édition subséquente. De plus, l'Éditeur officiel du Québec se réserve le droit de retarder ou de refuser la publication de certains documents, à cause de leur longueur, de leur mauvaise formulation ou pour toute autre raison d'ordre administratif.

Les frais de publication sont payables à l'avance et doivent être acquittés par mandat ou par chèque émis à l'ordre de: « Les publications du Québec ». Un exemplaire de la *Gazette officielle* est automatiquement expédié comme preuve de publication pour chaque avis publié.

Toute demande d'annulation doit être faite par écrit et être reçue avant l'heure de tombée. Les frais déjà encourus sont facturés à l'annonceur à qui l'on rembourse tout montant versé en trop.

Si une erreur typographique se glisse dans une première publication, les annonceurs sont priés d'en aviser le responsable de la *Gazette officielle* avant la seconde

publication. Les demandes de corrections au texte original doivent aussi être faites par écrit et être reçues avant l'heure de tombée.

### Tarif de publication

Le tarif de publication est de 0,70 \$ la ligne agate quel que soit le nombre de parutions.

### Tarif de traduction

Le tarif de traduction est de 20 \$ les 100 mots.

### Tarif pour les feuilles volantes

Le prix de vente pour les feuilles volantes est de 6 \$ la douzaine.

### Prix à l'exemplaire

Le prix d'un exemplaire de la *Gazette officielle du Québec* est de 4,40 \$.

**Les demandes de publication d'avis doivent être adressées comme suit:**

**Division de la Gazette officielle**  
1279, boul. Charest Ouest, 9<sup>e</sup> étage  
Québec G1N 4K7  
Téléphone: (418) 644-7795

### Abonnements

Tous les abonnements sont payables à l'avance. Faire parvenir votre chèque ou mandat-poste émis à l'ordre de « Les Publications du Québec ». Aucune réclamation après 90 jours.

### Tarif d'abonnements

Partie 1 « Avis juridiques »: 53 \$ pour 12 mois  
Partie 2 « Lois et règlements »: 77 \$ pour 12 mois  
Partie 2 « Laws and Regulations »: 77 \$ pour 12 mois.

Toute correspondance concernant les abonnements doit être adressée au:

Les Editions TransMo  
7, chemin Bates  
Outremont, QC  
H2V 1A6  
Téléphone: (514) 270-7172

Prière de faire part de tout changement d'adresse six semaines avant la date du déménagement et de retourner l'étiquette portant l'ancienne adresse.

---



Stéphan Langevin	1298	DORAL FINANCE CORP.	1326
Sylvie Gravel	1298	DORAL FINANCE CORP.	1326
Thi Hang Huynh	1298	DYNAMO 85 INC.	1326
Vladimir Panic	1299	ÉCURIE LE MONDE INC.	1326
<b>COMPAGNIES (PARTIE I) — LOI SUR LES</b>		ÉDITIONS DES 4 G INC.	1326
<b>LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES</b>	1300	ELOR INC.	1326
<b>COMPAGNIES (PARTIE IA) — LOI SUR LES</b>		GEORGES BLAIS ASSURANCES INC	1326
<b>DÉLIVRANCE D'UN CERTIFICAT DE</b>		GESTION H.G.S. INC.	1326
<b>CONSTITUTION</b>	1300	GESTION HYPOCAMPE INC.	1326
<b>DÉLIVRANCE D'UN CERTIFICAT DE</b>		GESTION JUVALIN INC.	1326
<b>CONTINUATION</b>	1321	GESTION LUSIGNAN INC.	1327
<b>DÉLIVRANCE D'UN CERTIFICAT DE FUSION</b>	1322	GESTION ROBIN INC.	1327
<b>DÉLIVRANCE D'UN CERTIFICAT DE</b>		GESTIONS PIERRE RACINE INC.	1327
<b>MODIFICATION</b>		GROUPE DE SOUTIEN À L'ENTREPRISE	
<b>GESTION NOËL LUSSIER INC. (Erratum)</b>	1353	JEUNESSE D'ABITIBI-OUEST INC.	1327
<b>COMPAGNIES (DIVERS) — LOI SUR LES</b>		GROUPE SANTÉ MITIS INC	1327
<b>DISSOLUTION — DEMANDES DE</b>		IMMEUBLES CÔTÉ SIMPSON INC.	1327
1470-2385 QUÉBEC INC.	1323	JACK LIEBMAN DRESSES LIMITED	1327
1861-6722 QUÉBEC INC.	1323	JACQUES ET MICHEL LEFEBVRE INC.	1327
2151-9129 QUÉBEC INC.	1323	JACQUES LUSSIER CONSEIL INC.	1327
2155-2476 QUÉBEC INC.	1323	JEDA PROMOTIONS INC.	1327
2158-1624 QUÉBEC INC.	1323	JURICO INC.	1327
2168-3768 QUÉBEC INC.	1323	LABERGE & FILS LTÉE	1327
2323-2762 QUÉBEC INC.	1323	LA BUTINERIE LTÉE	1328
2330-2953 QUÉBEC INC.	1323	LA CLINIQUE DES CITOYENS DE ST-JACQUES	1328
2417-9418 QUÉBEC INC.	1323	INC.	1328
2426-8666 QUÉBEC INC.	1323	LA MAISON LETTONNE INC.	1328
2431-2951 QUÉBEC INC.	1323	LE CLUB DE BALLON-BALAI «LES JOYEUSES	
2437-7590 QUÉBEC INC.	1323	VAGABONDES» DE RIVIÈRE-PENTECÔTE	1328
2439-7424 QUÉBEC INC.	1324	LÉO HÉNEAULT INC.	1328
2538-3480 QUÉBEC INC.	1324	LE PARC-ÉCOLE ARC-EN-CIEL	1328
2621-3447 QUÉBEC INC.	1324	LES DISTRIBUTIONS BENJAMIN LTÉE	1328
2628-0099 QUÉBEC INC.	1324	LES DISTRIBUTIONS PROULX ET DICAIRE INC	1328
2628-6468 QUÉBEC INC.	1324	LES ÉDITIONS MUSICALES PREMIER STAGE	
2632-6017 QUÉBEC INC.	1324	LTÉE (Erratum)	1353
2636-4232 QUÉBEC INC.	1324	LES ENTREPRISES DEGUIRE & DRAPEAU INC.	1328
2639-9071 QUÉBEC INC.	1324	LES ENTREPRISES MARTIAL LESSARD INC.	1328
ACTION JEUNESSE NOUVELLE BEAUCE	1324	LES ENTREPRISES MATABOIS LIMITÉE	1328
AGENCE DE SÉCURITÉ MAURICE INC.	1324	LES ENTREPRISES MULTI-DÉPÔT INC.	1328
ALAIN BÉDARD INC.	1324	LES ENTREPRISES R. APRIL INC.	1329
ALTA CONSTRUCTION (1964) LTÉE	1324	LES ENTREPRISES SYLVAIN BEAUMIER INC.	1329
ANSAM INDUSTRIES LTD.	1329	LES ENTREPRISES TRIDOR LTÉE	1329
ANTIROUILLE DELSON INC.	1325	LES GESTIONS CARI INC.	1329
AQUEM LTÉE (Erratum)	1353	LES IMMEUBLES C.L.D. INC.	1329
ARMAND LAROCHELLE INC.	1325	LES IMMEUBLES J.E.R. INC.	1329
ASSURANCE MARLEAU INC.	1325	LES INDUSTRIES ANSAM LTÉE	1329
ATELIER MÉCANIQUE INC.	1325	LES INVESTISSEMENTS HABA LTÉE	1329
AUSONIA SUPERMARCHÉ INC.	1325	LES PETITS SOLEILS DE TÊTREULTVILLE	1329
B-D'ART INC	1325	LES PLACEMENTS IMMOBILIERS NARVAL	
BENJAMIN DISTRIBUTION LTD.	1328	LTÉE	1329
CA-AN INC	1325	LES PRODUITS D'IMPORTATION R. BERRY	
CENTRE DOCUMENTAIRE DE RECHERCHES		INC.	1329
BIBLIQUE D'EAST-BROUGHTON	1325	LIZOTTE & VAILLANCOURT INC.	1329
CLUB ÂGE D'OR MEDICA VILLE INC	1325	MARCHAND FRÈRES LTÉE	1330
COM 3350 INC.	1325	MARCHÉ R. HURTUBISE LTÉE.	1330
COMMISSION DES LOISIRS DE STE-BLANDINE	1325	MILISY INC.	1330
CORPORATION DU PAVILLON DE L'EST	1325	NALCORP CORPORATION DE VOYAGES	
DISTRIBUTION B.R.S. LTÉE	1326	(QUÉBEC)	1330
DONAT CLOUTIER INC.	1326	NOMIS CORP.	1330
		PARLONS BÉBÉ	1330
		PAUL EGLI INC.	1330
		PAVILLON FAMILIAL DES BOIS-FRANCS INC.	1330

PAVILLON LE SURVENANT	1330	SOCIÉTÉ EN COMMANDITE SURPRISE SUR	
PLACEMENTS GULASO LTÉE	1330	PRISE III	1334
PRÉSENTATION VISUELLE MARIE AUDETTE		SOCIÉTÉ EN COMMANDITE THE GREAT	
INC.	1330	EXPERIMENT	1334
PRODUCTIONS ZOE INC.	1330	SOCIÉTÉ EN COMMANDITE TROPICS	1334
RADART. RADIODIFFUSION ARTS ET		SOCIÉTÉ EN COMMANDITE UN QUÉBÉCOIS À	
SPECTACLES QUÉBEC	1331	PARIS	1334
ROBES JACK LIEBMAN LTÉE	1327	THE HUNT CLUB AND COMPANY LIMITED	
ROBOMA INC.	1331	PARTNERSHIP	1333
SATELLITE MICRO SYSTÈMES S.M.S. INC.	1331	THE WINDSOR AND COMPANY LIMITED	
SERINCOM INC	1331	PARTNERSHIP	1333
SERVICE: LA GRANGE SAINT-VALÉRIEN INC.	1331	<b>CHANGEMENT DANS LA NATURE DE LEURS</b>	
SERVICE DES VOYAGEURS AÉRIENS		<b>AFFAIRES</b>	
TROPICAUX LTÉE	1331	SOCIÉTÉ EN COMMANDITE CYCLOPE	1334
SERVICES IMMOBILIERS RJP INC	1331	SOCIÉTÉ EN COMMANDITE ENFANTS DU	
SIMPSON HILL INC.	1327	MONDE I	1334
SJD COMMERCE INC.	1331	SOCIÉTÉ EN COMMANDITE SANTÉ II	1334
SOCAT INC.	1331	<b>CHANGEMENT DE L'ÉPOQUE OÙ LA SOCIÉTÉ</b>	
SOCIÉTÉ COMMERCIALE DE		<b>DOIT SE TERMINER</b>	
REPRÉSENTATIONS R.H. INC	1331	CLS AND COMPANY, LIMITED PARTNERSHIP	1335
SOCIÉTÉ DE PLACEMENT SAINT-JACQUES		SOCIÉTÉ EN COMMANDITE CLS	1335
LTÉE	1331	SOCIÉTÉ EN COMMANDITE HARMONIE ENRG.	1335
SOCIÉTÉ DE PLACEMENTS DANS		SOCIÉTÉ EN COMMANDITE TEMBOARD	1335
L'ENTREPRISE QUÉBÉCOISE DE CABANO		TEMBOARD AND COMPANY, LIMITED	
INC.	1331	PARTNERSHIP	1335
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE D'IMPORTATIONS DE		<b>CHANGEMENT DE LEUR ÉTABLISSEMENT</b>	
MONTREAL INC.	1332	<b>PRINCIPAL</b>	
SOCIÉTÉ TERVECO LTÉE	1332	ATLANTIS (1988) AND COMPANY, LIMITED	
SOUDURE M.J.P. INC.	1332	PARTNERSHIP NO. 3	1336
STATION SERVICE NÉRON INC.	1332	HABITATIONS TRACY 4000, SOCIÉTÉ EN	
ST-JAMES HOLDING LTD.	1331	COMMANDITE	1336
SYNDICAT INDUSTRIEL DE ST-LIN	1332	SOCIÉTÉ EN COMMANDITE 1010	
TRANSGRAIN (1981) INC.	1332	STE-CATHERIE EST	1336
TRANSPORT ANDRÉ TREMBLAY INC.	1332	SOCIÉTÉ EN COMMANDITE (1988) ATLANTIS	
TROPICAL AIR TRAVELLERS SERVICE LTD.	1331	NO. 3	1336
		SOCIÉTÉ EN COMMANDITE B.G.	1337
<b>DÉCLARATIONS DES COMPAGNIES ET</b>		SOCIÉTÉ EN COMMANDITE DEAD AIM	1337
<b>SOCIÉTÉS — LOI SUR LES</b>		SOCIÉTÉ EN COMMANDITE DIGGER	1336
		SOCIÉTÉ EN COMMANDITE FABRE ENR.	1336
<b>CHANGEMENT DE LA RAISON SOCIALE</b>		SOCIÉTÉ EN COMMANDITE J.L. FRUND	1336
<b>(Article 1879 du code civil)</b>		SOCIÉTÉ EN COMMANDITE KNOCK OFF	1336
FAIRWAY CAPITAL PARTNERS 1990 AND		SOCIÉTÉ EN COMMANDITE LA DISGRÂCE	1336
COMPANY, LIMITED PARTNERSHIP	1334	SOCIÉTÉ EN COMMANDITE MONEY	1336
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE 1010		SOCIÉTÉ EN COMMANDITE NORMANDIE	1336
STE-CATHERINE EST	1333	SOCIÉTÉ EN COMMANDITE OBSESSION	1336
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE B.G.	1333	SOCIÉTÉ EN COMMANDITE PSYCHIC	1336
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE DEAD AIM	1334	SOCIÉTÉ EN COMMANDITE SAMEDI P.M.	1335
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE DES ASSOCIÉS		SOCIÉTÉ EN COMMANDITE SCANNERS III	1335
FAIRWAY CAPITAL (1990)	1334	SOCIÉTÉ EN COMMANDITE TECHNIQUES	
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE DÉSIRS NOIRS	1334	ROUTIÈRES	1335
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE DIGGER	1333	SOCIÉTÉ EN COMMANDITE THE GREAT	
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE FILM-PRO	1333	EXPERIMENT	1336
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE HUNT CLUB	1333	SOCIÉTÉ EN COMMANDITE TROPICS	1335
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE J.L. FRUND	1333	SOCIÉTÉ EN COMMANDITE UN QUÉBÉCOIS À	
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE KNOCK OFF	1333	PARIS	1335
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE LA DISGRÂCE	1333	SOCIÉTÉ EN COMMANDITE UNE HISTOIRE I	1335
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE LE WINDSOR	1333	<b>DISSOLUTION</b>	
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE MONEY	1333	CANADIAN ENTERTAINMENT INVESTORS NO.	
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE OBSESSION	1333	4, AND COMPANY, LIMITED PARTNERSHIP	1337
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE PALME D'OR	1333	INVESTISSEURS EN DIVERTISSEMENT	
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE PSYCHIC	1333		
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE SCANNERS III	1333		

CANADIEN NO. 4 SOCIÉTÉ EN COMMANDITE	1337	UNION III MINING LIMITED PARTNERSHIP	1339
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE DU MANOIR		VSM 1990 MINERAL EXPLORATION AND	
ROUVILLE-CAMPBELL	1337	COMPANY LIMITED PARTNERSHIP	1338
<b>FORMATION</b>		<b>REMPLACEMENT D'UN COMMANDITÉ</b>	
CKL IN JAMAICA THE LIMITED PARTNERSHIP	1340	6965 DROLET, SOCIÉTÉ EN COMMANDITE	1340
GESTION KURBAN GEL, SOCIÉTÉ EN		SOCIÉTÉ EN COMMANDITE 1010	
COMMANDITE	1338	STE-CATHERINE EST	1340
IMMOBILIÈRE STE-ADELE-SUR-LAC, SOCIÉTÉ		SOCIÉTÉ EN COMMANDITE B.G.	1340
EN COMMANDITE	1338	SOCIÉTÉ EN COMMANDITE CINÉ-TÉLÉ XIX	1340
JOURNEY'S END BEAUPORT AND COMPANY,		SOCIÉTÉ EN COMMANDITE CINÉ-TÉLÉ XXI	1340
LIMITED PARTNERSHIP	1338	SOCIÉTÉ EN COMMANDITE C.V.P. VIDÉO	1340
JOURNEY'S END SAINT-HYACINTHE AND		SOCIÉTÉ EN COMMANDITE CYCLOPE	1340
COMPANY, LIMITED PARTNERSHIP	1338	SOCIÉTÉ EN COMMANDITE DEAD AIM	1341
LES TRENTE, FILMS SOCIÉTÉ EN		SOCIÉTÉ EN COMMANDITE DÉSIRS NOIRS	1341
COMMANDITE ENR.	1339	SOCIÉTÉ EN COMMANDITE DIGGER	1341
LES VINGT-CINQ, FILMS SOCIÉTÉ EN		SOCIÉTÉ EN COMMANDITE ENFANTS DU	
COMMANDITE ENR.	1339	MONDE I	1341
LES VINGT-DEUX, FILMS SOCIÉTÉ EN		SOCIÉTÉ EN COMMANDITE FILM-PRO	1341
COMMANDITE ENR.	1339	SOCIÉTÉ EN COMMANDITE J.L. FRUND	1341
LES VINGT-ET-UN, FILMS SOCIÉTÉ EN		SOCIÉTÉ EN COMMANDITE KNOCK OFF	1341
COMMANDITE ENR.	1339	SOCIÉTÉ EN COMMANDITE LA DISGRÂCE	1341
LES VINGT FILMS, SOCIÉTÉ EN COMMANDITE		SOCIÉTÉ EN COMMANDITE L'AMANTE	1341
ENR.	1339	SOCIÉTÉ EN COMMANDITE MONEY	1341
LES VINGT-HUIT, FILMS SOCIÉTÉ EN		SOCIÉTÉ EN COMMANDITE NORMANDIE	1341
COMMANDITE ENR.	1339	SOCIÉTÉ EN COMMANDITE OBSESSION	1341
LES VINGT-NEUF, FILMS SOCIÉTÉ EN		SOCIÉTÉ EN COMMANDITE PRODUCTION	
COMMANDITE ENR.	1339	PALME D'OR	1341
LES VINGT-QUATRE, FILMS SOCIÉTÉ EN		SOCIÉTÉ EN COMMANDITE PSYCHIC	1342
COMMANDITE ENR.	1339	SOCIÉTÉ EN COMMANDITE SAMEDI P.M.	1341
LES VINGT-SEPT, FILMS SOCIÉTÉ EN		SOCIÉTÉ EN COMMANDITE SANTÉ II	1341
COMMANDITE ENR.	1339	SOCIÉTÉ EN COMMANDITE SCANNERS III	1341
LES VINGT-SIX, FILMS SOCIÉTÉ EN		SOCIÉTÉ EN COMMANDITE SDA TÉLÉ	
COMMANDITE ENR.	1339	CINÉMA VI	1341
LES VINGT-TROIS, FILMS SOCIÉTÉ EN		SOCIÉTÉ EN COMMANDITE SURPRISE SUR	
COMMANDITE ENR.	1339	PRISE III	1341
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE 6930, AVENUE		SOCIÉTÉ EN COMMANDITE TECHNIQUES	
PAPINEAU A MONTRÉAL	1338	ROUTIÈRES	1341
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE CAMÉRA '90 - II	1338	SOCIÉTÉ EN COMMANDITE THE GREAT	
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE CAMÉRA '90 - III	1338	EXPERIMENT	1341
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE CHALLENGE		SOCIÉTÉ EN COMMANDITE TROPICS	1342
TRANS-AMERICAS 1492-1992	1338	SOCIÉTÉ EN COMMANDITE UN QUÉBÉCOIS À	
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE CKL EN		PARIS	1342
JAMAÏQUE	1340	SOCIÉTÉ EN COMMANDITE UNE HISTOIRE I	1342
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE D'EXPLORATION		<b>COMMANDITAIRES</b>	
MINIÈRE VSM 1990	1338	ARGONAL, SOCIÉTÉ EN COMMANDITE	1342
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE JOURNEY'S END,		DELAINE AND COMPANY, LIMITED	1343
BEAUPORT	1338	DELAINE ET COMPAGNIE, SOCIÉTÉ EN	
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE JOURNEY'S END,		COMMANDITE	1343
SAINT-HYACINTHE	1338	HYDROGÉNAL, SOCIÉTÉ EN COMMANDITE	1343
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE LE DEVIL EST DE		LE COLBERT, AND COMPANY, LIMITED	1343
RETOUR	1340	SOCIÉTÉ EN COMMANDITE 1010	
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE LE MOULIN DE LA		STE-CATHERINE EST	1344
TOURELLE	1338	SOCIÉTÉ EN COMMANDITE B.G.	1342
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE L'INSPECTEUR		SOCIÉTÉ EN COMMANDITE CINÉ-PRO II	1342
D'ATLANTICA	1340	SOCIÉTÉ EN COMMANDITE CINÉ-PRO III	1342
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE MINIÈRE UNION		SOCIÉTÉ EN COMMANDITE CINÉ-PRO IV	1342
III	1339	SOCIÉTÉ EN COMMANDITE CINÉ-PRO V	1342
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE VOLCAN - II	1339	SOCIÉTÉ EN COMMANDITE CINÉ-PRO VI	1342
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE VOLCAN - III	1339	SOCIÉTÉ EN COMMANDITE COLFOR	1342
THE DEVIL IS BACK THE LIMITED		SOCIÉTÉ EN COMMANDITE C.V.P. VIDÉO	1343
PARTNERSHIP	1340		

SOCIÉTÉ EN COMMANDITE C.V.P. VIDÉO	1343	<b>VENTES PAR SHÉRIF</b>	
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE DEAD AIM	1343	<b>ABITIBI</b>	
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE DIGGER	1343	TREMBLAY & FRÈRES (ÉVAIN) LTÉE c.	
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE FIORIN	1343	AUBUT	1347
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE J.L. FRUND	1343	<b>BEDFORD</b>	
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE KNOCK OFF	1343	LES PUISATIERS ST-ALPHONSE (1987) INC. c.	
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE LA DISGRÂCE	1343	TISSARI	1347
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE LE COLBERT	1343	<b>HULL</b>	
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE MONEY	1343	CANTON DE HULL c. VIAU	1347
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE OBSESSION	1343	THE BANK OF NOVA SCOTIA c. BELLAI	1348
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE PSYCHIC	1343	THE BANK OF NOVA SCOTIA c. BELLAI	1348
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE SCANNERS III	1344	<b>IBERVILLE</b>	
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE THE GREAT EXPERIMENT	1344	CAISSE POPULAIRE DE NOTRE-DAME DE STANBRIDGE c. BUFFE <i>ET AL.</i>	1348
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE TROPICS	1344	<b>JOLIETTE</b>	
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE UN QUÉBÉCOIS À PARIS	1344	MUNICIPALITÉ DE LAC-PARÉ c. DÉPANNEUR ANDRÉ LALONDE INC.	1349
<b>MINISTÈRES — AVIS CONCERNANT LES AFFAIRES MUNICIPALES</b>		MUNICIPALITÉ DE SAINT-ALPHONSE-DE-RODRIGUEZ c. DESAULTELS	1349
<b>DIVERS</b>		MUNICIPALITÉ DE SAINTE-JULIENNE c. VALADE <i>ET AL.</i>	1349
RÉGIE INTERMUNICIPALE DE L'EAU POTABLE VARENNES, SAINTE-JULIE, SAINT-AMABLE ( <i>Modification</i> )	1344	<b>LABELLE</b>	
RÉGIE INTERMUNICIPALE DES LOISIRS DE SAINTE-THÉCLE ( <i>Dissolution</i> )	1344	MUNICIPALITÉ DE LAC-NOMINGUE c. MEAD	1350
RÉMUNÉRATION ET ALLOCATION DE DÉPENSES DES ÉLUS MUNICIPAUX ( <i>Indexation</i> )	1344	<b>QUÉBEC</b>	
<b>MISE EN MARCHÉ DES PRODUITS AGRICOLES — LOI SUR LA</b>		CAISSE POPULAIRE DE SAINTE-CROIX c. BÉDARD	1350
COLLÈGE D'ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL ET PROFESSIONNEL BEUCE-APPALACHES ( <i>L.P.</i> )	1345	COMPAGNIE TRUST ROYAL c. 2413-9941 QUÉBEC INC. <i>ET AL.</i>	1351
<b>OFFICE DE LA LANGUE FRANÇAISE</b>		<b>ROUYN-NORANDA</b>	
<b>TERMES PARUS DANS LES AVIS DE NORMALISATION</b>		DROLET c. LESSARD	1352
AVIS DE NORMALISATION	1345	<b>LONGUEUIL</b>	
COMMISSION DE TOPONYMIE	1345	CAISSE POPULAIRE DESJARDINS DES EMPLOYÉS MUNICIPAUX DE MONTRÉAL c. LAVIGNE <i>ET AL.</i>	1352
TERMES RECOMMANDÉS ET EN INSTANCE DE NORMALISATION	1345	<b>VENTES POUR TAXES, AVIS DE PUBLICATION</b>	
<b>PROJET DE LOI D'INTÉRÊT PRIVÉ — AVIS DE PRÉSENTATION D'UN</b>		M.R.C. DE CENTRE-DE-LA-MAURICIE	1352
VILLE DE LONGUEUIL	1345	M.R.C. DE RIMOUSKI-NEIGETTE	1353
<b>QUALITÉ DE L'ENVIRONNEMENT — LOI SUR LA</b>		VILLE DE MARIEVILLE	1353
PROJET D'ÉLIMINATION D'UN PASSAGE À NIVEAU SUR LA ROUTE 132 À ESCUMINAC	1346	VILLE DE SAINT-JÉRÔME	1353
<b>SOCIÉTÉS AGRICOLES ET LAITIÈRES — LOI SUR LES</b>			
CERCLE D'AMÉLIORATION DU BÉTAIL DE DEUX-MONTAGNES ( <i>Formation</i> )	1346		
CERCLE D'AMÉLIORATION DU BÉTAIL DE TÉMISCAMINGUE ( <i>Formation</i> )	1346		
CERCLE D'AMÉLIORATION DU BÉTAIL D'ABITIBI-EST ( <i>Formation</i> )	1346		
CERCLE D'AMÉLIORATION DU BÉTAIL D'ABITIBI-OUEST ( <i>Formation</i> )	1346		



## AVIS JURIDIQUES

**Aménagement et l'urbanisme —  
Loi sur l'****Communauté urbaine de Montréal**

En vertu de l'article 239 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1), je prolonge jusqu'au 1<sup>er</sup> mai 1990, le délai prescrit à la Communauté urbaine de Montréal pour examiner le plan d'urbanisme de la ville de Dollard-des-Ormeaux et l'approuver s'il est conforme aux objectifs du schéma d'aménagement et aux dispositions du document complémentaire.

Québec, le 23 février 1990

*Le ministre des Affaires municipales,*  
YVON PICOTTE

1109

**Communauté urbaine de Montréal**

En vertu de l'article 239 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1), je prolonge jusqu'au 1<sup>er</sup> mai 1990, le délai prescrit à la Communauté urbaine de Montréal pour examiner le plan d'urbanisme de la ville de Pointe-Claire et l'approuver s'il est conforme aux objectifs du schéma d'aménagement et aux dispositions du document complémentaire.

Québec, le 23 février 1990

*Le ministre des Affaires municipales,*  
YVON PICOTTE

1109

**Communauté urbaine de Montréal**

En vertu de l'article 239 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1), je prolonge jusqu'au 1<sup>er</sup> mai 1990, le délai prescrit à la Communauté urbaine de Montréal pour examiner le plan d'urbanisme de la ville de Roxboro et l'approuver s'il est conforme aux objectifs du schéma d'aménagement et aux dispositions du document complémentaire.

Québec, le 23 février 1990

*Le ministre des Affaires municipales,*  
YVON PICOTTE

1109

**Communauté urbaine de Montréal**

En vertu de l'article 239 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1), je prolonge jusqu'au 1<sup>er</sup> mai 1990, le délai prescrit à la Communauté urbaine de Montréal pour examiner le plan d'urbanisme de la ville de Sainte-Anne-Bellevue et l'approuver s'il est conforme aux objectifs du schéma d'aménagement et aux dispositions du document complémentaire.

Québec, le 23 février 1990

*Le ministre des Affaires municipales,*  
YVON PICOTTE

1109

**Communauté urbaine de Montréal**

En vertu de l'article 239 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1), je prolonge jusqu'au 1<sup>er</sup> mai 1990, le délai prescrit à la Communauté urbaine de Montréal pour

examiner le plan d'urbanisme de la ville de Saint-Léonard et l'approuver s'il est conforme aux objectifs du schéma d'aménagement et aux dispositions du document complémentaire.

Québec, le 23 février 1990

*Le ministre des Affaires municipales,*  
YVON PICOTTE

1109

**Communauté urbaine de Montréal**

En vertu de l'article 239 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1), je prolonge jusqu'au 1<sup>er</sup> mai 1990, le délai prescrit à la Communauté urbaine de Montréal pour examiner le plan d'urbanisme de la ville de Verdun et l'approuver s'il est conforme aux objectifs du schéma d'aménagement et aux dispositions du document complémentaire.

Québec, le 23 février 1990

*Le ministre des Affaires municipales,*  
YVON PICOTTE

1109

**Communauté urbaine de Montréal**

En vertu de l'article 239 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1), je prolonge jusqu'au 1<sup>er</sup> mai 1990, le délai prescrit à la Communauté urbaine de Montréal pour examiner le plan d'urbanisme du village de Senneville et l'approuver s'il est conforme aux objectifs du schéma d'aménagement et aux dispositions du document complémentaire.

Québec, le 23 février 1990

*Le ministre des Affaires municipales,*  
YVON PICOTTE

1109

**Municipalité de Lyster**

En vertu de l'article 239 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1), je prolonge jusqu'au 17 septembre 1990, le délai prescrit à la municipalité de Lyster pour adopter à l'égard de son territoire un plan d'urbanisme conforme aux objectifs du schéma d'aménagement et aux dispositions du document complémentaire de la municipalité régionale de comté de L'Érable.

Québec, le 22 février 1990

*Le ministre des Affaires municipales,*  
YVON PICOTTE

1109

**Municipalité de Saint-Donat**

En vertu de l'article 239 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1), j'accorde une prolongation de délai, soit jusqu'au 1<sup>er</sup> décembre 1990, pour permettre à la municipalité de Saint-Donat d'adopter à l'égard de son territoire un plan d'urbanisme conforme aux objectifs du schéma d'aménagement et aux dispositions du document complémentaire de la municipalité régionale de comté de Matawinie.

Québec, le 23 février 1990

*Le ministre des Affaires municipales,*  
YVON PICOTTE

1109

**Municipalité de Yamachiche**

En vertu de l'article 239 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1), je prolonge jusqu'au 21 septembre 1990, le délai prescrit à la municipalité de Yamachiche pour adopter à l'égard de son territoire un plan d'urbanisme conforme aux objectifs du schéma d'aménagement et aux dispositions du document complémentaire de la municipalité régionale de comté de Maskinongé.

Québec, le 1<sup>er</sup> mars 1990

*Le ministre des Affaires municipales,*  
YVON PICOTTE

1109

**Avis divers****Commission scolaire de Valleyfield***Rachat d'obligations*

Prenez avis que conformément aux procédures adoptées, la Commission scolaire de Valleyfield rachètera le 15 avril 1990 un montant de 137 000 \$ d'obligations à même les obligations échéant le 15 avril 1991 de son émission d'obligations originale de 1 527 000 \$ émise par la Commission scolaire régionale Salaberry datée du 15 avril 1971 et portant un taux d'intérêt de 8 % l'an, payable semi-annuellement les 15 avril et 15 octobre de chaque année.

Les numéros des titres ainsi rachetés par voie de tirage au sort sont les suivants:

Dénominations de 25 000 \$: A007, A008, A009, A010, A013.

Dénomination de 10 000 \$: X-002.

Dénominations de 1 000 \$: M0996 et M1001.

Les obligations cesseront de porter intérêt à compter du 15 avril 1990 et devront être présentés pour remboursement.

Valleyfield, le 6 février 1990

*Le secrétaire général,*  
ROLAND GENDRON

65645

**CONGRÉGATION DES MOINES ORTHODOXES DE NOTRE-DAME-DE-LA-PASSION**

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'en vertu de la Loi sur les corporations religieuses (L.R.Q., c. C-71, a. 2), il a accordé des lettres patentes, en date du 1990 01 17, constituant en corporation les requérants suivants: MM. Gaétan Giroux, commis de bureau, 2111, Fer-à-Cheval, appartement 14, Sainte-Julie; Denis Bradette, enseignant, 1210, avenue Atwater, Montréal; Antoine Abugaber, directeur médical, 2111, Fer-à-Cheval, appartement 14, Sainte-Julie, sous la dénomination sociale « CONGRÉGATION DES MOINES ORTHODOXES DE NOTRE-DAME-DE-LA-PASSION ».

La valeur des biens immobiliers que peut posséder la corporation est limitée à 1 000 000,00 \$.

Le siège social de la corporation est situé au 2111, chemin du Fer-à-Cheval, bureau 14, Sainte-Julie, district judiciaire de Longueuil.

*L'inspecteur général des institutions financières,*  
JEAN-MARIE BOUCHARD

2735-0602

65639

**La Compagnie du chemin de fer de Québec Central***Avis aux détenteurs de titres*

L'assemblée générale annuelle des détenteurs de titres de la compagnie du chemin de fer de Québec Central se tiendra à la gare Windsor, Montréal, QC, Canada, dans la salle de conférence, bureau 155, le mercredi 18 avril 1990 à onze heures pour présenter les états financiers, élire deux administrateurs représentant les détenteurs de titres de la compagnie jusqu'à la prochaine assemblée générale annuelle, nommer le vérificateur de la compagnie et examiner toutes les questions dont elle pourra être saisie.

Montréal, le 22 février 1990

*Le secrétaire,*  
P. BERNADET

65551-9-4

**Succession Madeleine Migneault**

Avis est, par les présentes, donné que Gilberte Plouffe, demeurant au 915, rue Belair, Gatineau, province de Québec, en sa qualité de tutrice à l'enfant mineur Tina Migneault, a accepté, sous bénéfice d'inventaire, telle qu'autorisée par la loi suivant acte reçu devant Marie Courtemanche, le deux février mil neuf cent quatre-vingt-dix (2 février 1990), sous le numéro 6019 de ses minutes et dont copie a été enregistrée au bureau d'enregistrement de la division de Hull, le cinq février mil neuf cent quatre-vingt-dix (5 février 1990), sous le numéro 414348 la succession de feu Madeleine Migneault en son vivant de Gatineau où elle est décédée le sept octobre mil neuf cent quatre-vingt-neuf (7 octobre 1989) sans laisser de testament.

Un inventaire des biens de la défunte a été fait devant le notaire soussigné et peut être consulté à ses bureaux situés au 344, boulevard Maloney Est, Gatineau, QC, J8P 7A6.

Après deux mois du présent avis, les créanciers seront payés à mesure qu'ils se présenteront, selon la loi.

Gatineau, le 19 février 1990

*Le procureur,*  
MARIE COURTEMANCHE, notaire

65697

**Succession Richard Gamache**

Avis est, par les présentes, donné que Louise Duchesne a été nommée tutrice à ses enfants mineurs Pierre et Rachèle Gamache, aux termes d'un jugement de la Cour supérieure du district de Hull, rendu le neuf janvier mil neuf cent quatre-vingt-dix (9 janvier 1990), sous le numéro 550-14-000385-893 des dossiers de ladite Cour. Aux termes d'un acte, sous bénéfice d'inventaire, reçu devant Marie Courtemanche, notaire, le douze février mil neuf cent quatre-vingt-dix (12 février 1990), et dont copie a été enregistrée au bureau d'enregistrement de la division de Hull, sous le numéro 414642, Louise Duchesne, en sa qualité de tutrice, telle qu'autorisée, a accepté, sous bénéfice d'inventaire, la succession de feu Richard Gamache, en son vivant domicilié à Gatineau, où il est décédé le quatre octobre mil neuf cent quatre-vingt-neuf (4 octobre 1989) en laissant un testament, lequel n'a jamais été amendé ni révoqué et aux termes duquel il a institué Pierre et Rachèle Gamache ses légataires universels.

Un inventaire des biens du défunt a été fait devant le notaire soussigné et peut être consulté à ses bureaux, 344, boulevard Maloney Est, Gatineau, QC, J8P 7A6.

Après deux mois du présent avis, les bénéficiaires paieront les créanciers à mesure qu'ils se présenteront, selon la loi.

Gatineau, le 19 février 1990

65698

*Le procureur,*  
MARIE COURTEMANCHE, notaire

### Université de Montréal

#### Modifications aux statuts

Avis est donné en vertu de l'article 35 de la Charte de l'Université de Montréal (1966/67 c. 129) que les statuts de l'Université de Montréal sont modifiés de la façon suivante:

1. En remplaçant le 2<sup>e</sup> alinéa de l'article 28.09 par:

« Le mandat de vice-doyen se termine le jour de la nomination d'un nouveau doyen. Cependant le nouveau doyen peut prolonger, pour une période n'excédant pas quatre mois, le mandat de vice-doyen. »

2. En remplaçant le 2<sup>e</sup> alinéa de l'article 28.11 par:

« Son mandat se termine le jour de la nomination d'un nouveau doyen. Cependant le nouveau doyen peut prolonger, pour une période n'excédant pas quatre mois, le mandat du secrétaire de la faculté ».

3. En remplaçant l'alinéa f de l'article 29.03 A par:

« Trois étudiants réguliers de la Faculté, nommés par l'association étudiante représentative ou, à défaut d'une telle association, par l'ensemble des étudiants de la Faculté à la suite d'un scrutin dont les modalités sont établies par le conseil de la Faculté. »

65682

*Le procureur de l'Université de Montréal,*  
Gabriel Langis

### Municipalité du village de Compton

Prenez avis qu'en vertu de la Loi autorisant les municipalités à percevoir un droit sur les mutations immobilières (L.R.Q., c. M-39), lors d'une séance régulière tenue le 5 février 1990, le Conseil de cette municipalité a adopté le Règlement no 191 intitulé « Règlement concernant l'imposition et la perception d'un droit sur les mutations immobilières », et que ledit règlement entrera en vigueur le quinzième jour suivant la publication du présent avis à la *Gazette officielle du Québec*.

Compton, le 23 février 1990

65640

*Le secrétaire-trésorier,*  
GILLES GROLEAU

## Changement de nom et d'autres qualités de l'état civil — Loi sur le

### Accordés

#### Bruce Eugène Crête

Par le certificat numéro 90-105 du 1<sup>er</sup> février 1990, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Bruce Eugène

Charbonneau, né le 6 janvier 1964, en celui de Bruce Eugène Crête.

Sainte-Foy, le 14 février 1990

1094

*Le sous-registrare adjoint du Québec,*  
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

#### Ellen Mary St-Louis

Par le certificat numéro 90-118 du 8 février 1990, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Ellen Mary, née le 8 mars 1928, en celui de Ellen Mary St-Louis.

Sainte-Foy, le 20 février 1990

1094

*Le sous-registrare adjoint du Québec,*  
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

#### Jean François Labelle

Par le certificat numéro 90-97 du 1<sup>er</sup> février 1990, le ministre de la Justice a effectué le changement d'indication de sexe et de prénom de Marie Juliette Françoise Labelle, née le 25 août 1952, en ceux de Jean François.

Sainte-Foy, le 14 février 1990

1094

*Le sous-registrare adjoint du Québec,*  
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

#### Jeffrey Robin Gold

Par le certificat numéro 90-104 du 1<sup>er</sup> février 1990, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Jeffrey Robin Mendelson, né le 24 juillet 1969, en celui de Jeffrey Robin Gold.

Sainte-Foy, le 14 février 1990

1094

*Le sous-registrare adjoint du Québec,*  
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

#### Joseph Antyme Mario Beaulieu

Par le certificat numéro 90-102 du 1<sup>er</sup> février 1990, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Joseph-Anthime-Mario Boucher, né le 9 mars 1967, en celui de Joseph Antyme Mario Beaulieu.

Sainte-Foy, le 14 février 1990

1094

*Le sous-registrare adjoint du Québec,*  
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

#### Joseph Armand Nadeau

Par le certificat numéro 90-119 du 8 février 1990, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Joseph-Armand, né le 7 juin 1927, en celui de Joseph Armand Nadeau.

Sainte-Foy, le 20 février 1990

1094

*Le sous-registrare adjoint du Québec,*  
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

#### Joseph Claude Roger Martial

Par le certificat numéro 90-121 du 8 février 1990, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Joseph Claude

Marcoux, né le 8 juillet 1952, en celui de Joseph Claude Roger Martial.

Sainte-Foy, le 20 février 1990

*Le sous-registraire adjoint du Québec,*  
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

1094

### Joseph Jean Édouard Martin Stephens

Par le certificat numéro 90-108 du 8 février 1990, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Joseph Jean Édouard Martin Stében, né le 18 octobre 1968, en celui de Joseph Jean Édouard Martin Stephens.

Sainte-Foy, le 15 février 1990

*Le sous-registraire adjoint du Québec,*  
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

1094

### Joseph Pierre Jacques Richard Boivin

Par le certificat numéro 90-114 du 8 février 1990, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Joseph Pierre Jacques Boivin, né le 16 avril 1949, en celui de Joseph Pierre Jacques Richard Boivin.

Sainte-Foy, le 15 février 1990

*Le sous-registraire adjoint du Québec,*  
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

1094

### Joseph Richard Dufresne

Par le certificat numéro 90-98 du 1<sup>er</sup> février 1990, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Joseph Richard, né le 16 septembre 1963, en celui de Joseph Richard Dufresne.

Sainte-Foy, le 14 février 1990

*Le sous-registraire adjoint du Québec,*  
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

1094

### Joseph Rolland Gilles Jean-Charles Michel Stephens

Par le certificat numéro 90-107 du 8 février 1990, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Joseph Rolland Gilles Jean-Charles Michel Steben, né le 4 février 1966, en celui de Joseph Rolland Gilles Jean-Charles Michel Stephens.

Sainte-Foy, le 15 février 1990

*Le sous-registraire adjoint du Québec,*  
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

1094

### Marc Levain Allen

Par le certificat numéro 90-95 du 1<sup>er</sup> février 1990, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Marc-Alain Lewin, né le 14 avril 1949, en celui de Marc Levain Allen.

Sainte-Foy, le 14 février 1990

*Le sous-registraire adjoint du Québec,*  
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

1094

### Marco Carl Pelletier<sup>1</sup>

Par le certificat numéro 90-96 du 1<sup>er</sup> février 1990, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Marco-Carol Pelletier, né le 6 novembre 1962, en celui de Marco Carl Pelletier.

Sainte-Foy, le 14 février 1990

*Le sous-registraire adjoint du Québec,*  
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

1094

### Margaret Elizabeth Yaccato

Par le certificat numéro 90-112 du 8 février 1990, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Margaret Elizabeth Iacheta, née le 20 mai 1929, en celui de Margaret Elizabeth Yaccato.

Sainte-Foy, le 15 février 1990

*Le sous-registraire adjoint du Québec,*  
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

1094

### Marie Berthe Marthe Gagné

Par le certificat numéro 90-101 du 1<sup>er</sup> février 1990, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Marie-Berthe-Gagné, née le 17 octobre 1933, en celui de Marie Berthe Marthe Gagné.

Sainte-Foy, le 14 février 1990

*Le sous-registraire adjoint du Québec,*  
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

1094

### Marie Diane Aline Gendron

Par le certificat numéro 90-115 du 8 février 1990, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Marie Diane Aline Boucher, née le 21 septembre 1958, en celui de Marie Diane Aline Gendron.

Sainte-Foy, le 15 février 1990

*Le sous-registraire adjoint du Québec,*  
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

1094

### Marie France Zicat-Côté

Par le certificat numéro 90-117 du 8 février 1990, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Marie France Côté, née le 9 octobre 1956, en celui de Marie France Zicat-Côté

Sainte-Foy, le 20 février 1990

*Le sous-registraire adjoint du Québec,*  
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

1094

### Marie Jeannette Aldéa Beauchemin

Par le certificat numéro 90-109 du 8 février 1990, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Marie-Jeanne-Aldéa Beauchemin, née le 6 mars 1913, en celui de Marie Jeannette Aldéa Beauchemin.

Sainte-Foy, le 15 février 1990

*Le sous-registraire adjoint du Québec,*  
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

1094

**Marie Jessica Patsy Newton**

Par le certificat numéro 90-106 du 8 février 1990, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Marie Patsy Lily Morel, née le 23 avril 1957, en celui de Marie Jessica Patsy Newton.

Sainte-Foy, le 15 février 1990

*Le sous-registraire adjoint du Québec,*

1094 JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

**Marie Lucie Dolorès Jeannine Morin**

Par le certificat numéro 90-116 du 8 février 1990, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Marie-Lucie-Dolorès-Jeanne Morin, née le 15 mai 1930, en celui de Marie Lucie Dolorès Jeannine Morin.

Sainte-Foy, le 15 février 1990

*Le sous-registraire adjoint du Québec,*

1094 JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

**Marie Magella Jacqueline Bergeron**

Par le certificat numéro 90-113 du 8 février 1990, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Marie Magella Jeannine Bergeron, née le 8 juin 1930, en celui de Marie Magella Jacqueline Bergeron.

Sainte-Foy, le 15 février 1990

*Le sous-registraire adjoint du Québec,*

1094 JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

**Marie Yvette Rachel Brunelle-Frigon**

Par le certificat numéro 90-100 du 1<sup>er</sup> février 1990, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Marie Yvette Rachel Brunelle, née le 26 janvier 1937, en celui de Marie Yvette Rachel Brunelle-Frigon.

Sainte-Foy, le 14 février 1990

*Le sous-registraire adjoint du Québec,*

1094 JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

**Nathalie Ross**

Par le certificat numéro 90-110 du 8 février 1990, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Nathalie Richer, née le 9 janvier 1969, en celui de Nathalie Ross.

Sainte-Foy, le 15 février 1990

*Le sous-registraire adjoint du Québec,*

1094 JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

**Randall Nicholas Joseph Leon Raes**

Par le certificat numéro 90-99 du 1<sup>er</sup> février 1990, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Randall Nicholas Joseph Leon Chickalo, né le 5 juin 1964, en celui de Randall Nicholas Joseph Leon Raes.

Sainte-Foy, le 14 février 1990

*Le sous-registraire adjoint du Québec,*

1094 JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

**Raymonde Marie Claude Valois**

Par le certificat numéro 90-103 du 1<sup>er</sup> février 1990, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Marie Raymonde Claudette Valois, née le 6 novembre 1941, en celui de Raymonde Marie Claude Valois.

Sainte-Foy, le 14 février 1990

*Le sous-registraire adjoint du Québec,*

1094 JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

**René Daigle**

Par le certificat numéro 90-111 du 8 février 1990, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Iréné Daigle, né le 20 décembre 1940, en celui de René Daigle.

Sainte-Foy, le 15 février 1990

*Le sous-registraire adjoint du Québec,*

1094 JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

**Stéphane Yannick Jean Dugué**

Par le certificat numéro 90-120 du 8 février 1990, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Stéphane-Yannick-Jean René, né le 28 juillet 1966, en celui de Stéphane Yannick Jean Dugué.

Sainte-Foy, le 20 février 1990

*Le sous-registraire adjoint du Québec,*

1094 JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

---

## Changement de nom et d'autres qualités de l'état civil — Loi sur le

---

**Demandes****Anne Mychelle Daigle**

Prenez avis que Anne Mychelle Daigle, domiciliée au 378-B, rue Gagné, Rouyn-Noranda, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Anne Mychelle Marshall.

Rouyn-Noranda, le 14 février 1990

*Les procureurs de la requérante,*

65514-9-2 LEMAY, McLEAN, QUIMETTE, BOUFFARD

**Dency Kirouac Vézina**

Prenez avis que Dency Kirouac Vézina, domiciliée au 344, avenue Proulx, Vanier, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Nancy Kirouac Vézina.

Ville Vanier, le 16 février 1990

*La requérante,*

65586-9-2 DENCY KIROUAC VÉZINA

**Geneviève Lagacé**

Prenez avis que Geneviève Lagacé, domiciliée au 1287, rue de la Visitation, Montréal, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Geneviève Soly.

Montréal, le 20 février 1990

65684-10-2

*La requérante,*  
GENEVIÈVE LAGACÉ

**Navaratnam Jagadishan  
Sarvalakshmy Chelliah Jagadishan  
Haren Kumar Jagadishan  
Rohan Krishnan Jagadishan**

Prenez avis que Navaratnam Jagadishan, Sarvalakshmy Chelliah Jagadishan, Haren Kumar Jagadishan, Rohan Krishnan Jagadishan, domiciliés au 8340, Santiago, Brossard, s'adresseront au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat leur permettant de changer leurs noms en ceux de Navam Jagan, Sarva Jagan, Haren Kumar Jagan, Rohan Krishnan Jagan.

Montréal, le 19 février 1990

65749-10-2

*Le procureur des requérants,*  
JULIEN COOLS-LARTIGUE

**Hermel McKinnon dit McKen**

Prenez avis que Hermel McKinnon dit McKen, domicilié au 12331, Clément-Ader, Montréal, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Hermel McKen.

Montréal, le 14 février 1990

65587-9-2

*Le requérant,*  
HERMEL MCKINNON DIT MCKEN

**Ingrid Beauregard**

Prenez avis que Ingrid Beauregard, domiciliée au 1235, rue Fournelle, La Prairie, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Ingrid Beauregard Maloney.

Longueuil, le 13 février 1990

65673-10-2

*Le procureur de la requérante,*  
ISABELLE GUEYMARD, notaire

**Jacqueline Ashton**

Prenez avis que Jacqueline Ashton, domiciliée au 1204, rue Paquette, Mascouche, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Jacqueline Bergeron.

Mascouche, le 30 janvier 1990

65699-10-2

*Le procureur de la requérante,*  
ME CLAUDE LEMIRE

**Jacques Ellement**

Prenez avis que Jacques Ellement, domicilié au 917, Gros-Bois, Repentigny, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un

certificat lui permettant de changer son nom en celui de James Element.

Repentigny, le 12 février 1990

65515-9-2

*Le procureur du requérant,*  
ADÉLARD ETHIER, notaire

**Jacques Lorrain dit Ross**

Prenez avis que Jacques Lorrain dit Ross, domicilié au 7, rue Vanier, Masson, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Jacques Ross.

Masson, le 19 février 1990

65719-10-2

*Le procureur du requérant,*  
HUGUES ST-JACQUES, notaire

**Joseph Alcide André Dupras**

Prenez avis que Joseph Alcide André Dupras, domicilié au 490, rue Saint-Hubert, Laval, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Joseph Alcide Jacques-André Dupras.

Laval, le 16 février 1990

65621-10-2

*Les procureurs du requérant,*  
DEVEAU LAVOIE & ASS.

**Joseph Augustin Frémond**

Prenez avis que Joseph Augustin Frémond, domicilié au 8103A, place d'Aunis, Saint-Léonard, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Roger J. Frémond.

Montréal, le 8 février 1990

65622-10-2

*Le procureur du requérant,*  
CLERMONT BÉLANGER, avocat

**Joseph Jacques Clément Trudeau**

Prenez avis que Joseph Jacques Clément Trudeau, domicilié au 107, Dunrae, Mont-Royal, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Joseph Jay Clément Trudeau.

Montréal, le 20 février 1990

65641-10-2

*Les procureurs du requérant,*  
ADESSI KINGSTONE, avocats

**Joseph Patrick Serge Plante**

Prenez avis que Joseph Patrick Serge Plante, domicilié au 1121, rue du Pont, Saint-Lambert, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Joseph Patrick Serge Pelletier.

Ce changement n'affectera aucune autre personne que le requérant lui-même.

Saint-Lambert-de-Lauzon, le 14 février 1990

65516-9-2

*Le requérant,*  
JOSEPH PATRICK SERGE PLANTE

**Joseph Roland Serge Péries**

Prenez avis que Joseph Roland Serge Péries, domicilié au 400, 42<sup>e</sup> Rue, appartement 2, Charlesbourg, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Joseph Roland Serge Brousseau.

Montréal, le 5 février 1990

65685-10-2

*Les procureurs du requérant,*  
DU MESNIL ET LAVIGNE, *avocats*

**Joseph Sylvain Gervais**

Prenez avis que Joseph Sylvain Gervais, domicilié au 70, rue Samuel-de-Champlain, Thetford-Sud, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Joseph Sylvain Bilodeau.

Thetford Mines, le 23 février 1990

65686-10-2

*Les procureurs du requérant,*  
GOSSELIN OUELLETTE GRONDIN & HOULE

**Lise Brun**

Prenez avis que Lise Brun, domiciliée au 414, 27<sup>e</sup> Avenue, Pointe-Calumet, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Lise Gravline.

Saint-Eustache, le 15 février 1990

65701-10-2

*Les procureurs de la requérante,*  
MASSOL & GIRARD, *avocats*

**Lise Lalonde**

Prenez avis que Lise Lalonde, domiciliée à R.R. no 3, B.M. 106, 20051, chemin Hemming, Saint-Charles de Drummond, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son prénom en celui de Samuelle.

Drummondville, le 19 février 1990

65700-10-2

*La requérante,*  
LISE LALONDE

**Manouchehr Jalali**

Prenez avis que Manouchehr Jalali, domicilié au 2070, rue Van-Horne, appartement 22, Montréal, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Manou Jalali Whytelord.

Montréal, le 5 septembre 1989

65553-9-2

*Le procureur du requérant,*  
MICHEL BENOÎT, *avocat*

**Marie Blanche Carmen Denise Tremblay**

Prenez avis que Marie Blanche Carmen Denise Tremblay, domiciliée au 680, avenue Caravanne, Charlesbourg, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Marie Blanche Carmel Denise Tremblay.

Charlesbourg, le 26 février 1990

65651-10-2

*La requérante,*  
MARIE BLANCHE CARMEN DENISE TREMBLAY

**Marie Fébronie Laforme**

Prenez avis que Marie Fébronie Laforme, domiciliée au 2754, rue Dollard, Shawinigan, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Marie Marguerite Laforme.

Shawinigan, le 14 février 1990

65623-10-2

*Le procureur de la requérante,*  
JEAN-PIERRE AUBRY, *notaire*

**Marie Françoise Cathy Tavaras**

Prenez avis que Marie Françoise Cathy Tavaras, domiciliée au 14, rue Marie-de-l'Incarnation, appartement 306, Québec, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Marie Françoise Cathy Plamondon.

Ce changement n'affectera aucune autre personne que la requérante elle-même.

Québec, le 19 février 1990

65624-10-2

*La requérante,*  
MARIE FRANÇOISE CATHY TAVARAS

**Marie Lise Pierrette José Laplante**

Prenez avis que Marie Lise Pierrette José Laplante, domiciliée au 966, rue Tardif, Saint-Jean-Chrysostome, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Marie Lise Pierrette José Laplante.

Saint-Jean-Chrysostome

65554-9-2

*La requérante,*  
MARIE LISE PIERRETTE JOSÉ LAPLANTE

**Marie Yvonne Chantal Dauphinais**

Prenez avis que Marie Yvonne Chantal Dauphinais, domiciliée au 53, Lahaie, Cap-de-la-Madeleine, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Marie Yvonne Chantal Poudrier.

Trois-Rivières, le 15 janvier 1990

65555-9-2

*Les procureurs de la requérante,*  
AYOTTE, MALLETTE ET AL

**Marie-Lisey-Jeanne-Ghislaine Duchesne**

Prenez avis que Marie-Lisey-Jeanne-Ghislaine Duchesne, domiciliée au 524, Socrate, Beauport, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Marie-Lisey-Jeanne-Dyane Duchesne.

Québec, le 13 février 1990

65535-9-2

*Les procureurs de la requérante,*  
PICARD, MARINEAU & ASSÉLIN

**Natacha Grenier**

Prenez avis que Natacha Grenier, domiciliée au 27, rue Champagne, appartement 1, Victoriaville, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Natacha Roy.

Ce changement n'affectera aucune autre personne que la requérante elle-même.

Victoriaville, le 24 janvier 1990

65672-10-2

*Les procureurs de la requérante,*  
FONTAINE & ASSOCIÉS

### Nathalie Lachance

Prenez avis que Nathalie Lachance, domiciliée au 153, Mgr-Gravel, C.P. 174, Nicolet, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Maytha Lachance.

Nicolet, le 26 février 1990

65703-10-2

*La requérante,*  
NATHALIE LACHANCE

### Nathalie Wagner

Prenez avis que Nathalie Wagner, domiciliée à Grande-Rivière, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Nathalie Lebreux.

Chandler, le 15 février 1990

65642-10-2

*Le procureur de la requérante,*  
MARYSE BRETON, *avocate*

### Oliva, alias Yvon Rougeau

Prenez avis que Oliva, alias Yvon Rougeau, domicilié au 7440, Christophe-Colomb, Montréal, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Yvon Rougeau.

Montréal, le 22 février 1990

65702-10-2

*Les procureurs du requérant,*  
LAVIOLETTE & MAYNARD, *avocats*

### Patricia Cernivz

Prenez avis que Patricia Cernivz, domiciliée au 3751, boulevard LaSalle, appartement 2, Verdun, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Patricia Mallet.

Ce changement n'affectera aucune autre personne que la requérante elle-même.

Montréal, le 13 février 1990

65563-9-2

*La requérante,*  
PATRICIA CERNIVZ

### Robert Boulet

Prenez avis que Robert Boulet, domicilié au 112, des Écorceurs, Chicoutimi, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Robert Boulay.

Ce changement n'affectera aucune autre personne que le requérant lui-même.

Chicoutimi, le 19 février 1990

65652-10-2

*Les procureurs du requérant,*  
GIRARD, ALLARD & BEAULIEU, *avocats*

### Sainte-Église Montinard

Prenez avis que Sainte-Église Montinard, domiciliée au 10661, de la Roche, Montréal, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Vivianne Montinard.

Ce changement n'affectera aucune autre personne que la requérante elle-même.

Montréal, le 16 février 1990

65564-9-2

*Le procureur de la requérante,*  
CHARLES DUPUIS, *avocat*

### Samer Hamad-Allah

Prenez avis que Samer Hamad-Allah, domicilié au 383, de la Corniche, Saint-Nicolas, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Sam Hamad.

Ce changement affectera aussi Rose-Amélie Hamad-Allah.

Québec, le 12 février 1990

65565-9-2

*Le requérant,*  
SAMER HAMAD-ALLAH

### Stéphan Langevin

Prenez avis que Stéphan Langevin, domicilié au 2229, Onésime-Gagnon, Sillery, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Stéfan Langevin.

Sillery, le 20 février 1990

65588-9-2

*Le requérant,*  
STÉPHAN LANGEVIN

### Sylvie Gravel

Prenez avis que Sylvie Gravel, domiciliée au 340, 54<sup>e</sup> Rue Ouest, appartement 15, Charlesbourg, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Sylvie Gingras.

Ce changement n'affectera aucune autre personne que la requérante elle-même.

Charlesbourg, le 10 février 1990

65494-9-2

*La requérante,*  
SYLVIE GRAVEL

### Thi Hang Huynh

Prenez avis que Thi Hang Huynh, domicilié au 51, route 132 Ouest, Sainte-Anne-de-la-Pocatière, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Kim Lord.

Ce changement n'affectera aucune autre personne que la requérante elle-même.

La Pocatière, le 12 février 1990

65517-9-2

*Le procureur de la requérante,*  
YVAN THÉRIAULT, *notaire*

**Vladimir Panic**

Prenez avis que Vladimir Panic, domicilié au 4435, rue Dumas, Pierrefonds, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Vladimir Panich.

Ce changement affectera aussi Michael David Panic et Jason Robert Panic demeurant à la même adresse.

Montréal, le 21 février 1990

*Le procureur du requérant,*

GLENN M. DERSTENFELD

65653-10-2

## Compagnies (Partie I) — Loi sur les

### Lettres patentes supplémentaires

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'il a accordé des lettres patentes supplémentaires à la corporation suivante:

Dénomination sociale	Date de constitution	Date des lettres patentes supplémentaires	Modification
1238-2313 WILDER BERMINGHAM REALTY COMPANY	1919 07 25	1990 02 14	de la dénomination sociale: WILDER BERMINGHAM LTÉE
1087			<i>L'Inspecteur général des institutions financières.</i> JEAN-MARIE BOUCHARD

## Compagnies (Partie IA) — Loi sur les

### Délivrance d'un certificat de constitution

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'il a délivré un certificat de constitution à chacune des compagnies suivantes:

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2746-0310		
2746-0310 QUÉBEC INC.	1990 02 09	Montréal
2746-0336		
2746-0336 QUÉBEC INC.	1990 02 12	Beauce
2746-0344		
2746-0344 QUÉBEC INC.	1990 02 12	Laval
2746-3439		
2746-3439 QUÉBEC INC.	1990 02 06	Alma
2746-4197		
2746-4197 QUÉBEC INC.	1990 02 12	Québec
2746-4205		
2746-4205 QUÉBEC INC.	1990 02 12	Québec
2746-4221		
2746-4221 QUÉBEC INC.	1990 02 13	Québec
2746-4320		
2746-4320 QUÉBEC INC.	1990 02 16	Beauce
2746-4742		
2746-4742 QUÉBEC INC.	1990 02 12	Rimouski
2746-4767		
2746-4767 QUÉBEC INC.	1990 02 12	Abitibi
2746-4833		
2746-4833 QUÉBEC INC.	1990 02 12	Frontenac
2746-4858		
2746-4858 QUÉBEC INC.	1990 02 13	Joliette
2746-4866		
2746-4866 QUÉBEC INC.	1990 02 14	Alma
2746-5269		
2746-5269 QUÉBEC INC.	1990 02 15	Saint-François

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2746-5376		
2746-5376 QUÉBEC INC.	1990 02 08	Chicoutimi
2746-5384		
2746-5384 QUÉBEC INC.	1990 02 09	Saint-Hyacinthe
2746-5392		
2746-5392 QUÉBEC INC.	1990 02 12	Québec
2746-5475		
2746-5475 QUÉBEC INC.	1990 02 12	Drummond
2746-5491		
2746-5491 QUÉBEC INC.	1990 02 13	Québec
2746-5525		
2746-5525 QUÉBEC INC.	1990 02 14	Saint-Maurice
2746-5558		
2746-5558 QUÉBEC INC.	1990 02 09	Mingan
2746-5566		
2746-5566 QUÉBEC INC.	1990 02 09	Terrebonne
2746-5574		
2746-5574 QUÉBEC INC.	1990 02 09	Drummond
2746-5582		
2746-5582 QUÉBEC INC.	1990 02 09	Drummond
2746-5590		
2746-5590 QUÉBEC INC.	1990 02 12	Québec
2746-5640		
2746-5640 QUÉBEC INC.	1990 02 13	Saint-Maurice
2746-5657		
2746-5657 QUÉBEC INC.	1990 02 12	Saint-François
2746-5665		
2746-5665 QUÉBEC INC.	1990 02 12	Saint-François
2746-5707		
2746-5707 QUÉBEC INC.	1990 02 13	Québec
2746-5715		
2746-5715 QUÉBEC INC.	1990 02 13	Hull
2746-5723		
2746-5723 QUÉBEC INC.	1990 02 13	Chicoutimi
2746-5731		
2746-5731 QUÉBEC INC.	1990 02 13	Chicoutimi
2746-5749		
2746-5749 QUÉBEC INC.	1990 02 13	Chicoutimi
2746-5772		
2746-5772 QUÉBEC INC.	1990 02 14	Québec
2746-6002		
2746-6002 QUÉBEC INC.	1990 02 13	Québec
2746-6010		
2746-6010 QUÉBEC INC.	1990 02 12	Trois-Rivières
2746-6069		
2746-6069 QUÉBEC INC.	1990 02 12	Trois-Rivières
2746-6077		
2746-6077 QUÉBEC INC.	1990 02 12	Bedford
2746-6085		
2746-6085 QUÉBEC INC.	1990 02 12	Abitibi

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2746-6127		
2746-6127 QUÉBEC INC.	1990 02 14	Québec
2746-6135		
2746-6135 QUÉBEC INC.	1990 02 14	Québec
2746-6242		
2746-6242 QUÉBEC INC.	1990 02 15	Mégantic
2746-6259		
2746-6259 QUÉBEC INC.	1990 02 15	Arthabaska
2746-6267		
2746-6267 QUÉBEC INC.	1990 02 15	Arthabaska
2746-6275		
2746-6275 QUÉBEC INC.	1990 02 15	Arthabaska
2746-6333		
2746-6333 QUÉBEC INC.	1990 02 14	Saint-François
2746-6424		
2746-6424 QUÉBEC INC.	1990 02 15	Beauharnois
2746-6440		
2746-6440 QUÉBEC INC.	1990 02 16	Kamouraska
2746-6705		
2746-6705 QUÉBEC INC.	1990 02 14	Québec
2746-6713		
2746-6713 QUÉBEC INC.	1990 02 14	Québec
2746-6747		
2746-6747 QUÉBEC INC.	1990 02 14	Saint-Maurice
2746-6762		
2746-6762 QUÉBEC INC.	1990 02 15	Frontenac
2746-6788		
2746-6788 QUÉBEC INC.	1990 02 15	Frontenac
2746-6804		
2746-6804 QUÉBEC INC.	1990 02 15	Québec
2746-7216		
2746-7216 QUÉBEC INC.	1990 02 14	Saint-François
2746-7224		
2746-7224 QUÉBEC INC.	1990 02 14	Trois-Rivières
2746-7257		
2746-7257 QUÉBEC INC.	1990 02 15	Québec
2746-7265		
2746-7265 QUÉBEC INC.	1990 02 15	Abitibi
2746-7281		
2746-7281 QUÉBEC INC.	1990 02 16	Québec
2746-7471		
2746-7471 QUÉBEC INC.	1990 02 15	Québec
2747-3446		
2747-3446 QUÉBEC INC.	1990 01 16	Montréal
2748-3981		
2748-3981 QUÉBEC INC.	1990 02 08	Montréal
2748-4237		
2748-4237 QUÉBEC INC.	1990 02 09	Laval
2748-4245		
2748-4245 QUÉBEC INC.	1990 02 09	Bedford

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2748-4252		
2748-4252 QUÉBEC INC.	1990 02 09	Montréal
2748-4260		
2748-4260 QUÉBEC INC.	1990 02 09	Montréal
2748-4286		
2748-4286 QUÉBEC INC.	1990 02 12	Longueuil
2748-4294		
2748-4294 QUÉBEC INC.	1990 02 09	Montréal
2748-4302		
2748-4302 QUÉBEC INC.	1990 02 09	Drummond
2748-4328		
2748-4328 QUÉBEC INC.	1990 02 09	Québec
2748-4492		
2748-4492 QUÉBEC INC.	1990 02 09	Montréal
2748-4708		
2748-4708 QUÉBEC INC.	1990 02 07	Longueuil
2748-4740		
2748-4740 QUÉBEC INC.	1990 02 07	Longueuil
2748-4773		
2748-4773 QUÉBEC INC.	1990 02 08	Joliette
2748-4823		
2748-4823 QUÉBEC INC.	1990 02 07	Longueuil
2748-4831		
2748-4831 QUÉBEC INC.	1990 02 07	Richelieu
2748-4849		
2748-4849 QUÉBEC INC.	1990 02 08	Montréal
2748-4872		
2748-4872 QUÉBEC INC.	1990 02 08	Rimouski
2748-4898		
2748-4898 QUÉBEC INC.	1990 02 09	Joliette
2748-4906		
2748-4906 QUÉBEC INC.	1990 02 09	Joliette
2748-4914		
2748-4914 QUÉBEC INC.	1990 02 09	Montréal
2748-4948		
2748-4948 QUÉBEC INC.	1990 02 09	Montréal
2748-4955		
2748-4955 QUÉBEC INC.	1990 02 09	Montréal
2748-4963		
2748-4963 QUÉBEC INC.	1990 02 09	Montréal
2748-5069		
2748-5069 QUÉBEC INC.	1990 02 08	Terrebonne
2748-5085		
2748-5085 QUÉBEC INC.	1990 02 08	Montréal
2748-5093		
2748-5093 QUÉBEC INC.	1990 02 08	Saint-Hyacinthe
2748-5119		
2748-5119 QUÉBEC INC.	1990 02 08	Laval
2748-5127		
2748-5127 QUÉBEC INC.	1990 02 08	Laval

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2748-5135		
2748-5135 QUÉBEC INC.	1990 02 08	Montréal
2748-5168		
2748-5168 QUÉBEC INC.	1990 02 08	Montréal
2748-5184		
2748-5184 QUÉBEC INC.	1990 02 14	Montréal
2748-5200		
2748-5200 QUÉBEC INC.	1990 02 08	Bedford
2748-5226		
2748-5226 QUÉBEC INC.	1990 02 08	Saint-François
2748-5267		
2748-5267 QUÉBEC INC.	1990 02 09	Montréal
2748-5275		
2748-5275 QUÉBEC INC.	1990 02 09	Montréal
2748-5309		
2748-5309 QUÉBEC INC.	1990 02 12	Longueuil
2748-5341		
2748-5341 QUÉBEC INC.	1990 02 12	Montréal
2748-5457		
2748-5457 QUÉBEC INC.	1990 02 09	Montréal
2748-5515		
2748-5515 QUÉBEC INC.	1990 02 08	Montréal
2748-5531		
2748-5531 QUÉBEC INC.	1990 02 08	Montréal
2748-5556		
2748-5556 QUÉBEC INC.	1990 02 08	Longueuil
2748-5564		
2748-5564 QUÉBEC INC.	1990 02 08	Montréal
2748-5622		
2748-5622 QUÉBEC INC.	1990 02 09	Montréal
2748-5655		
2748-5655 QUÉBEC INC.	1990 02 09	Terrebonne
2748-5689		
2748-5689 QUÉBEC INC.	1990 02 09	Terrebonne
2748-5697		
2748-5697 QUÉBEC INC.	1990 02 09	Bedford
2748-5747		
2748-5747 QUÉBEC INC.	1990 02 09	Laval
2748-5754		
2748-5754 QUÉBEC INC.	1990 02 09	Montréal
2748-5762		
2748-5762 QUÉBEC INC.	1990 02 09	Montréal
2748-5770		
2748-5770 QUÉBEC INC.	1990 02 09	Terrebonne
2748-5804		
2748-5804 QUÉBEC INC.	1990 02 12	Montréal
2748-5812		
2748-5812 QUÉBEC INC.	1990 02 12	Montréal
2748-5820		
2748-5820 QUÉBEC INC.	1990 02 12	Montréal

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2748-5838		
2748-5838 QUÉBEC INC.	1990 02 12	Montréal
2748-5853		
2748-5853 QUÉBEC INC.	1990 02 12	Iberville
2748-5887		
2748-5887 QUÉBEC INC.	1990 02 12	Montréal
2748-5895		
2748-5895 QUÉBEC INC.	1990 02 12	Trois-Rivières
2748-5929		
2748-5929 QUÉBEC INC.	1990 02 09	Montréal
2748-5937		
2748-5937 QUÉBEC INC.	1990 02 09	Iberville
2748-5952		
2748-5952 QUÉBEC INC.	1990 02 09	Terrebonne
2748-5960		
2748-5960 QUÉBEC INC.	1990 02 09	Laval
2748-6018		
2748-6018 QUÉBEC INC.	1990 02 09	Montréal
2748-6034		
2748-6034 QUÉBEC INC.	1990 02 12	Laval
2748-6042		
2748-6042 QUÉBEC INC.	1990 02 12	Montréal
2748-6117		
2748-6117 QUÉBEC INC.	1990 02 12	Beauharnois
2748-6174		
2748-6174 QUÉBEC INC.	1990 02 12	Montréal
2748-6182		
2748-6182 QUÉBEC INC.	1990 02 13	Montréal
2748-6190		
2748-6190 QUÉBEC INC.	1990 02 12	Montréal
2748-6216		
2748-6216 QUÉBEC INC.	1990 02 13	Terrebonne
2748-6224		
2748-6224 QUÉBEC INC.	1990 02 13	Beauharnois
2748-6240		
2748-6240 QUÉBEC INC.	1990 02 13	Montréal
2748-6265		
2748-6265 QUÉBEC INC.	1990 02 13	Longueuil
2748-6281		
2748-6281 QUÉBEC INC.	1990 02 13	Longueuil
2748-6299		
2748-6299 QUÉBEC INC.	1990 02 13	Beauharnois
2748-6307		
2748-6307 QUÉBEC INC.	1990 02 13	Joliette
2748-6364		
2748-6364 QUÉBEC INC.	1990 02 12	Montréal
2748-6398		
2748-6398 QUÉBEC INC.	1990 02 12	Montréal
2748-6463		
2748-6463 QUÉBEC INC.	1990 02 13	Mingan

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2748-6489		
2748-6489 QUÉBEC INC.	1990 02 13	Montréal
2748-6497		
2748-6497 QUÉBEC INC.	1990 02 13	Montréal
2748-6505		
2748-6505 QUÉBEC INC.	1990 02 13	Montréal
2748-6547		
2748-6547 QUÉBEC INC.	1990 02 14	Montréal
2748-6562		
2748-6562 QUÉBEC INC.	1990 02 14	Terrebonne
2748-6570		
2748-6570 QUÉBEC INC.	1990 02 13	Montréal
2748-6588		
2748-6588 QUÉBEC INC.	1990 02 13	Montréal
2748-6596		
2748-6596 QUÉBEC INC.	1990 02 13	Montréal
2748-6679		
2748-6679 QUÉBEC INC.	1990 02 12	Montréal
2748-6695		
2748-6695 QUÉBEC INC.	1990 02 13	Terrebonne
2748-6711		
2748-6711 QUÉBEC INC.	1990 02 12	Montréal
2748-6760		
2748-6760 QUÉBEC INC.	1990 02 12	Mingan
2748-6794		
2748-6794 QUÉBEC INC.	1990 02 12	Mingan
2748-6828		
2748-6828 QUÉBEC INC.	1990 02 13	Saint-Hyacinthe
2748-6851		
2748-6851 QUÉBEC INC.	1990 02 13	Chicoutimi
2748-6869		
2748-6869 QUÉBEC INC.	1990 02 13	Montréal
2748-6885		
2748-6885 QUÉBEC INC.	1990 02 13	Montréal
2748-6893		
2748-6893 QUÉBEC INC.	1990 02 13	Montréal
2748-6943		
2748-6943 QUÉBEC INC.	1990 02 13	Longueuil
2748-6968		
2748-6968 QUÉBEC INC.	1990 02 13	Montréal
2748-6984		
2748-6984 QUÉBEC INC.	1990 02 13	Longueuil
2748-7016		
2748-7016 QUÉBEC INC.	1990 02 13	Montréal
2748-7024		
2748-7024 QUÉBEC INC.	1990 02 13	Montréal
2748-7040		
2748-7040 QUÉBEC INC.	1990 02 13	Montréal
2748-7065		
2748-7065 QUÉBEC INC.	1990 02 14	Montréal

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2748-7081		
2748-7081 QUÉBEC INC.	1990 02 14	Montréal
2748-7099		
2748-7099 QUÉBEC INC.	1990 02 14	Longueuil
2748-7107		
2748-7107 QUÉBEC INC.	1990 02 13	Terrebonne
2748-7115		
2748-7115 QUÉBEC INC.	1990 02 13	Laval
2748-7123		
2748-7123 QUÉBEC INC.	1990 02 13	Longueuil
2748-7172		
2748-7172 QUÉBEC INC.	1990 02 14	Rouyn-Noranda
2748-7180		
2748-7180 QUÉBEC INC.	1990 02 14	Rimouski
2748-7198		
2748-7198 QUÉBEC INC.	1990 02 14	Saint-Hyacinthe
2748-7206		
2748-7206 QUÉBEC INC.	1990 02 14	Terrebonne
2748-7214		
2748-7214 QUÉBEC INC.	1990 02 14	Rimouski
2748-7222		
2748-7222 QUÉBEC INC.	1990 02 14	Rimouski
2748-7230		
2748-7230 QUÉBEC INC.	1990 02 14	Rimouski
2748-7248		
2748-7248 QUÉBEC INC.	1990 02 13	Montréal
2748-7255		
2748-7255 QUÉBEC INC.	1990 02 13	Montréal
2748-7263		
2748-7263 QUÉBEC INC.	1990 02 13	Montréal
2748-7271		
2748-7271 QUÉBEC INC.	1990 02 15	Beauharnois
2748-7289		
2748-7289 QUÉBEC INC.	1990 02 15	Beauharnois
2748-7297		
2748-7297 QUÉBEC INC.	1990 02 15	Longueuil
2748-7321		
2748-7321 QUÉBEC INC.	1990 02 13	Drummond
2748-7347		
2748-7347 QUÉBEC INC.	1990 02 13	Montréal
2748-7354		
2748-7354 QUÉBEC INC.	1990 02 14	Terrebonne
2748-7388		
2748-7388 QUÉBEC INC.	1990 02 14	Montréal
2748-7396		
2748-7396 QUÉBEC INC.	1990 02 14	Beauharnois
2748-7404		
2748-7404 QUÉBEC INC.	1990 02 13	Montréal
2748-7412		
2748-7412 QUÉBEC INC.	1990 02 13	Montréal

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2748-7420		
2748-7420 QUÉBEC INC.	1990 02 14	Saint-François
2748-7438		
2748-7438 QUÉBEC INC.	1990 02 14	Saint-Maurice
2748-7446		
2748-7446 QUÉBEC INC.	1990 02 13	Montréal
2748-7453		
2748-7453 QUÉBEC INC.	1990 02 13	Montréal
2748-7479		
2748-7479 QUÉBEC INC.	1990 02 13	Terrebonne
2748-7511		
2748-7511 QUÉBEC INC.	1990 02 14	Longueuil
2748-7537		
2748-7537 QUÉBEC INC.	1990 02 13	Montréal
2748-7545		
2748-7545 QUÉBEC INC.	1990 02 13	Montréal
2748-7636		
2748-7636 QUÉBEC INC.	1990 02 14	Joliette
2748-7644		
2748-7644 QUÉBEC INC.	1990 02 14	Joliette
2748-7651		
2748-7651 QUÉBEC INC.	1990 02 14	Joliette
2748-7693		
2748-7693 QUÉBEC INC.	1990 02 14	Joliette
2748-7701		
2748-7701 QUÉBEC INC.	1990 02 13	Montréal
2748-7719		
2748-7719 QUÉBEC INC.	1990 02 13	Montréal
2748-7727		
2748-7727 QUÉBEC INC.	1990 02 14	Laval
2748-7750		
2748-7750 QUÉBEC INC.	1990 02 14	Terrebonne
2748-7792		
2748-7792 QUÉBEC INC.	1990 02 15	Montréal
2748-7842		
2748-7842 QUÉBEC INC.	1990 02 13	Montréal
2748-7859		
2748-7859 QUÉBEC INC.	1990 02 14	Iberville
2748-7875		
2748-7875 QUÉBEC INC.	1990 02 15	Montréal
2748-7883		
2748-7883 QUÉBEC INC.	1990 02 14	Laval
2748-7917		
2748-7917 QUÉBEC INC.	1990 02 14	Laval
2748-7925		
2748-7925 QUÉBEC INC.	1990 02 14	Terrebonne
2748-7933		
2748-7933 QUÉBEC INC.	1990 02 14	Terrebonne
2748-7941		
2748-7941 QUÉBEC INC.	1990 02 14	Rimouski

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2748-7958		
2748-7958 QUÉBEC INC.	1990 02 14	Rimouski
2748-7966		
2748-7966 QUÉBEC INC.	1990 02 15	Montréal
2748-7974		
2748-7974 QUÉBEC INC.	1990 02 15	Montréal
2748-7982		
2748-7982 QUÉBEC INC.	1990 02 13	Montréal
2748-8097		
2748-8097 QUÉBEC INC.	1990 02 14	Montréal
2748-8113		
2748-8113 QUÉBEC INC.	1990 02 14	Laval
2748-8204		
2748-8204 QUÉBEC INC.	1990 02 13	Montréal
2748-8311		
2748-8311 QUÉBEC INC.	1990 02 14	Joliette
2748-8352		
2748-8352 QUÉBEC INC.	1990 02 15	Montréal
2748-8360		
2748-8360 QUÉBEC INC.	1990 02 15	Montréal
2748-8378		
2748-8378 QUÉBEC INC.	1990 02 15	Montréal
2748-8386		
2748-8386 QUÉBEC INC.	1990 02 15	Montréal
2748-8394		
2748-8394 QUÉBEC INC.	1990 02 15	Montréal
2748-5879		
A9 TRANS & FAB INC.	1990 02 09	Joliette
2746-6390		
ACADÉMIE DE DANSE M.H. INC.	1990 02 14	Québec
2748-5465		
AGENCE DE VENTES PRODER INC.	1990 02 09	Montréal
2746-3868		
AGENCE PRO BOIS INC.	1990 02 08	Chicoutimi
2748-6778		
ALIMENTATION RICHARD ST-GELAIS INC.	1990 02 12	Trois-Rivières
2748-4989		
AMUSEMENTS 2001 INC.	1990 02 09	Montréal
2748-5572		
LES AMUSEMENTS THOMÉ INC.	1990 02 09	Bedford
2748-5143		
ANGELINA ÉLÉGANCE CUIR INC.	1990 02 08	Montréal
2748-5424		
ANTIDOTE STUDIO DE COIFFURE INC.	1990 02 08	Montréal
2748-6075		
AQUACULTURE GASPÉ INC.	1990 02 12	Gaspé
2748-5283		
ARCRA INC.	1990 02 08	Montréal
2748-6513		
ARNO EXCAVATION ET LOCATION LTÉE	1990 02 13	Montréal

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2748-6620 ARROSAGES OLIVIER INC.	1990 02 14	Iberville
2748-6414 ASSOCIÉ EN RECHERCHE CLINIQUE HÉROUX INC.	1990 02 12	Longueuil
2748-7552 ASSURANCES CASTONGUAY, DAVID ET ASSOCIÉS INC.	1990 02 14	Québec
2748-8147 ATELIER D'USINAGE J.M.D.A. INC. J.M.D.A. MACHINE SHOP INC.	1990 02 14	Montréal
2748-8170 ATELIERS JOLIETTE INC.	1990 02 14	Joliette
2748-4922 AUTOMOBILES P. BÉRARD INC.	1990 02 09	Laval
2748-5101 A.G.S. REMORQUAGE SPÉCIALISÉ INC.	1990 02 08	Joliette
2748-5663 BARBARA MILLER ROY INC.	1990 02 09	Québec
2746-6184 BELIDEE INC.	1990 02 15	Québec
2748-5986 BO CLAUDE TRANSPORT INC.	1990 02 09	Montréal
2746-0351 LES BOIS MIRO INC.	1990 02 13	Arthabaska
2746-6838 BOUTIQUE GERBE ROSE INC.	1990 02 15	Rimouski
2746-5343 BO-RELIEF INC.	1990 02 09	Québec
2746-5681 BRASSERIE VAL BOURG INC.	1990 02 12	Abitibi
2746-6457 BRONZAGE VACANCES INC.	1990 02 16	Arthabaska
2748-8196 BUREAU DE PLACEMENT D'ANJOU INC.	1990 02 15	Montréal
2748-4005 CABINET D'ANALYSE-CONSEIL PERREAULT ET ASSOCIÉS, INC.	1990 02 08	Montréal
2746-5509 CÂBLE-O-TEL DESJAR INC.	1990 02 12	Terrebonne
2748-5523 LE CACHET DE MARIE INC.	1990 02 08	Kamouraska
2748-5358 LES CARROSSERIES RAY-MIC INC.	1990 02 12	Terrebonne
2748-4716 CENTRALE DE RÉSERVATIONS INFORMATIQUES MULTI RES INC.	1990 02 07	Montréal
2748-7370 CENTRE DE LOCATION ARNO QUÉBEC LTÉE	1990 02 13	Montréal
2748-5036 CENTRE DE PISCINE CHOUINARD & DARGIS INC.	1990 02 07	Longueuil

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2746-6143 CENTRE DE SERVICE MARIE-VICTORIN INC.	1990 02 14	Québec
2748-4930 CENTRE D'AUTOBUS UNIVERSEL LTÉE	1990 02 08	Longueuil
2748-7131 CERF-VOLANTS AZUR INC.	1990 02 13	Iberville
2748-6604 CHARBEX INC.	1990 02 14	Laval
2748-6836 CHAUFFAGE M.C.G. & FILS INC.	1990 03 01	Laval
2748-4583 LA CIE DE COMMERCE LILY CHAN INC. <i>LILY CHAN TRADING CO. INC.</i>	1990 02 08	Montréal
2748-7867 CLIMATISATION PROFAIR INC.	1990 02 14	Terbonne
2748-7909 CLINIQUE CHIROPATRIQUE STE-ROSE INC.	1990 02 14	Laval
2746-5145 CLUB VIDÉO ARCAFILM INC.	1990 02 09	Québec
2748-5077 COFFRAGE LEGAULT ET ST-PIERRE INC.	1990 02 08	Joliette
2748-8162 LES COFFRAGES COFFTECH INC.	1990 02 14	Montréal
2748-6729 COGEK INC.	1990 02 12	Montréal
2746-6119 COMMUNICATION NOVO INC.	1990 02 14	Québec
2748-7487 COMMUNICATIONS ARRIMAGE (H.L.) INC.	1990 02 13	Longueuil
2748-4732 COMMUNICATIONS ENCOULEUR JAMISON INC. <i>INCOLOUR COMMUNICATIONS JAMISON INC.</i>	1990 02 07	Montréal
2748-6901 LES COMMUNICATIONS FRANC-MOT INC.	1990 02 12	Montréal
2748-6141 COMPTEC S.G. INC.	1990 02 12	Terbonne
2748-6232 CONCEPTION-L MARKETING INC.	1990 02 13	Montréal
2748-7578 CONFECTIONS YVETTE DUMOUCHEL INC.	1990 02 14	Iberville
2746-7489 CONSORTIUM INTERNATIONAL DE RECHERCHES, DÉVELOPPEMENT, D'AIDE ET DE FORMATION INC.	1990 02 15	Québec
2746-5442 CONSO-LASTIC (TOITURE) INC.	1990 02 09	Rouyn-Noranda
2748-4757 CONSTRUCTION C.C.A. INC.	1990 02 07	Montréal
2748-5440 CONSTRUCTION LÉO-PAUL LAGUEUX INC.	1990 02 09	Saint-François

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2748-7503 CONSTRUCTION MARIO BERTRAND INC.	1990 02 13	Montréal
2748-5846 CONSTRUCTION PIERRE LEPAGE INC.	1990 02 12	Terrebonne
2748-5051 CONSTRUCTIONS CAPANNELLI INC.	1990 02 07	Montréal
2748-4476 LES CONSTRUCTIONS GABRIEL PROTEAU INC.	1990 02 08	Bedford
2746-5228 CONSTRUCTIONS GERMAIN HOULE INC.	1990 02 13	Drummond
2748-6976 LES CONSTRUCTIONS JEWETT INC. <i>JEWETT CONSTRUCTION INC.</i>	1990 02 13	Bedford
2746-6218 LES CONSTRUCTIONS L. LECOURS INC.	1990 02 14	Arthabaska
2748-4468 LES CONSTRUCTIONS PENMAX INC.	1990 02 08	Montréal
2748-8121 CONSULT-ACTION PAE INC.	1990 02 14	Montréal
2746-6150 CORBEIL ET DUPUIS INC.	1990 02 13	Terrebonne
2746-6754 CORO CONCEPT INC.	1990 02 14	Québec
2746-6770 LA CORPORATION FINANCIÈRE L'INDUSTRIELLE-ALLIANCE <i>INDUSTRIAL-ALLIANCE FINANCIAL CORPORATION</i>	1990 02 15	Montréal
2748-5317 COURGESCO INC.	1990 02 12	Saint-Hyacinthe
2748-5481 CRÉMERIE ANNE-MARIE INC.	1990 02 09	Montréal
2748-7461 CUISINES TROIS-R INC.	1990 02 13	Terrebonne
2746-5459 DÉMOLITION DE BÉTON BEAUPORT INC.	1990 03 01	Québec
2748-5788 DÉNEIGEMENT NORVAC INC.	1990 02 09	Montréal
2748-5978 DENTAGEST INC.	1990 02 09	Longueuil
2748-7602 DÉPANNEUR BEDFORD (1990) INC.	1990 02 14	Bedford
2748-6356 DÉPANNEUR G.N. INC.	1990 02 12	Joliette
2748-4781 DÉPANNEUR THIMENS K.S. INC.	1990 02 08	Montréal
2748-4450 DÉVELOPPEMENTS VELTOR INC.	1990 02 08	Longueuil
2746-7232 DISTRIBUTION GUY NORMANDEAU INC.	1990 02 14	Chicoutimi
2748-7677 DISTRIBUTION J.P. GRATTON INC.	1990 02 14	Hull

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2748-6802 DISTRIBUTION J.P. GUEVREMONT INC.	1990 02 12	Richelieu
2746-4783 LES DISTRIBUTIONS FRYVAC INC.	1990 02 08	Frontenac
2748-5192 LES DISTRIBUTIONS LAPOINTE ET MORIN INC.	1990 02 08	Terrebonne
2746-6028 LES DISTRIBUTIONS NEUFCHATEL INC.	1990 02 12	Trois-Rivières
2748-6026 DISTRIBUTIONS ROBERT MASCITTO INC.	1990 02 12	Montréal
2746-3843 DUFRESNE & PAQUET (1990) INC.	1990 02 12	Québec
2748-5994 DUMONTIER CONSTRUCTION INC.	1990 02 12	Laval
2748-6471 DUVAL MINI-REMORQUES LTÉE	1990 02 13	Laval
2748-7149 ECONO-PORTE INC.	1990 02 13	Joliette
2748-6810 ÉLECTRICITÉ A.D.S. INC.	1990 02 13	Joliette
2748-6067 ÉMAILLEURS MAURICIEUX INC.	1990 02 12	Saint-Maurice
2746-4213 LES ENDUITS GUY DENIS INC.	1990 02 12	Québec
2748-4609 ENTREPRENEURS EN PEINTURE NEW YORK INC. NEW YORK PAINTING CONTRACTORS INC.	1990 02 08	Montréal
2748-4229 ENTREPRISE SEYAN LTÉE	1990 02 09	Laval
2748-5333 LES ENTREPRISES ALLEGRA INC.	1990 03 19	Montréal
2748-6612 LES ENTREPRISES A. MAMANE INC.	1990 02 14	Joliette
2748-6125 LES ENTREPRISES BENOIT BRUNET INC.	1990 02 12	Beauharnois
2748-7560 LES ENTREPRISES CONSUL-JOUVENCE INC.	1990 02 14	Longueuil
2746-5756 LES ENTREPRISES DE CONSTRUCTION BO-LO-GI INC.	1990 02 15	Québec
2748-4997 ENTREPRISES DENIS CÔTÉ INC.	1990 02 09	Terrebonne
2748-7834 LES ENTREPRISES DESMARGOUR INC.	1990 02 14	Beauharnois
2746-4312 LES ENTREPRISES ENVIRONNEMENTALES BILODEAU INC.	1990 02 14	Charlevoix
2748-6166 LES ENTREPRISES EZSYSTEMS INC.	1990 02 12	Montréal
2748-5507 LES ENTREPRISES FEBA INC.	1990 02 08	Montréal

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2748-6935 LES ENTREPRISES H.E.L. SIMARD INC.	1990 02 13	Longueuil
2746-2290 LES ENTREPRISES JEAN MENNESSON ÉLECTRIQUE INC.	1990 02 12	Québec
2746-5251 LES ENTREPRISES J.G. DUBÉ INC.	1990 02 14	Québec
2746-5533 LES ENTREPRISES LÉVESQUE ET VACHON INC.	1990 02 09	Québec
2748-4278 LES ENTREPRISES LUC BÉRUBÉ INC.	1990 02 09	Chicoutimi
2746-3835 LES ENTREPRISES L.G. ROUSSEAU INC.	1990 02 12	Québec
2746-7000 LES ENTREPRISES MICHEL BÉRUBÉ INC.	1990 02 14	Saint-Maurice
2746-5210 ENTRE-LOGIS INC.	1990 02 14	Québec
2748-6158 ESTHÉTIQUE ET ÉLECTROLYSE CANADA INC.	1990 02 12	Montréal
2748-4815 EXCAVATION DANIEL BARIBEAULT INC.	1990 02 07	Abitibi
2748-6521 EXCAVATION N.G. INC.	1990 02 13	Longueuil
2746-4254 FERME BELÉRABLE INC.	1990 02 12	Montmagny
2746-4247 FERME FEROSA INC.	1990 02 12	Mégantic
2746-5434 FERME LONGVAL INC.	1990 02 09	Trois-Rivières
2746-5160 FERME RENÉ LACASSE & FILS INC.	1990 02 12	Montmagny
2748-7610 FERME SUZAN & DENIS COULOMBE INC.	1990 02 14	Joliette
2748-6653 LES FERMES STREULE INC. STREULE FARMS INC.	1990 02 13	Bedford
2748-4864 LES FLAMMES DE L'AVENIR INC. THE FUTURE FLAMES INC.	1990 02 08	Laval
2748-5150 FLEURISTE JARDINS RENAISSANCE INC.	1990 02 08	Laval
2748-6745 FLEURS JEAN GUILLET ETC... INC.	1990 02 12	Iberville
2748-6687 FLEXIPLAST INC.	1990 02 13	Trois-Rivières
2746-3884 FORESTEM INC.	1990 02 09	Rouyn-Noranda
2748-3999 FORMATION LOGICO INC.	1990 02 08	Longueuil
2746-5426 FORO INTERNATIONAL DÉVELOPPEMENT INC.	1990 02 09	Québec

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2748-6059 FOURRURES RENOIR INC. RENOIR FURS INC.	1990 02 12	Montréal
2748-7032 LA FRINGALE MARIE-CLAUDE INC.	1990 02 13	Montréal
2748-5366 GALVA CONSULTATION & DÉVELOPPEMENT, INC.	1990 02 12	Montréal
2746-6812 GARAGE V. G. BEAULIEU INC.	1990 02 15	Québec
2748-6455 GELINEAU RICHARD TECHNODECOR INC.	1990 02 13	Mingan
2746-5277 GERVAIS PERRON INC.	1990 02 14	Kamouraska
2748-5861 GESTION 3-M JOLIETTE INC.	1990 02 12	Joliette
2748-7735 GESTION BEAUTINO INC.	1990 02 14	Montréal
2746-4155 GESTION BILI INC.	1990 02 09	Québec
2748-5796 GESTION BON GOLF INC.	1990 02 09	Longueuil
2746-5608 GESTION BRABERT LTÉE	1990 02 12	Québec
2748-5580 GESTION CICERO INC.	1990 02 09	Montréal
2746-6358 GESTION C. J. L. BOIES INC.	1990 02 13	Québec
2748-6133 GESTION DANIEL BARRETTE LTÉE	1990 02 12	Laval
2746-3876 GESTION DENIS BÉDARD INC.	1990 02 09	Québec
2748-4799 GESTION EL-HACHEM INC.	1990 02 08	Montréal
2746-4841 GESTION GUY CANTIN INC.	1990 02 13	Québec
2746-5632 GESTION IMMOBILIÈRE LAVERDIÈRE INC.	1990 02 09	Québec
2746-4304 GESTION JACAMA INC.	1990 02 12	Abitibi
2748-7164 GESTION J. BATHALON & FILS INC.	1990 02 14	Bedford
2748-6422 GESTION J.J. DÉTANNE INC.	1990 02 12	Terrebonne
2748-6927 GESTION MAHEL INC.	1990 02 12	Terrebonne
2748-6737 GESTION MARC ANDRÉ DION LTÉE	1990 02 12	Laval
2748-5432 GESTION M.W. INC.	1990 02 08	Laval
2748-6372 GESTION RAYBEAU INC.	1990 02 12	Longueuil

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2748-6554 GESTION SCHILLER CHERILUS INC.	1990 02 14	Montréal
2748-4310 LES GESTIONS BBCC INC.	1990 02 09	Drummond
2748-6083 LES GESTIONS C.H.A.G.G. INC.	1990 02 12	Longueuil
2746-4346 LES GESTIONS GÉRARD LABRIE INC.	1990 02 15	Baie Comeau
2746-6341 LES GESTIONS GILBERT TREMBLAY INC.	1990 02 14	Alma
2748-7529 LE GOLF DU BOIS DE BOULOGNE INC.	1990 02 13	Montréal
2748-7685 LES GRAPHIQUES TNT INC. <i>TNT GRAPHICS INC.</i>	1990 02 15	Montréal
2746-6200 GROUPE CONSEIL DROUYN ET BURGESS INC.	1990 02 15	Québec
2748-5606 LE GROUPE DENIS ST-CYR INC.	1990 02 09	Laval
2748-4591 LE GROUPE ERCAN INC. <i>ERCAN GROUP INC.</i>	1990 02 07	Montréal
2746-5541 LE GROUPE GESMOND INC.	1990 02 09	Laval
2748-5499 LE GROUPE JOCELYN TREPANIER INC.	1990 02 09	Laval
2748-6323 IDÉE-GRAFF INC.	1990 02 13	Montréal
2748-7156 LES IMMEUBLES ABBM INC.	1990 02 13	Trois-Rivières
2748-6000 LES IMMEUBLES BOUHAIRIE INC.	1990 02 09	Montréal
2748-7669 IMMEUBLES EFBEE INC.	1990 02 14	Montréal
2748-8154 LES IMMEUBLES LOYALE INC.	1990 02 14	Montréal
2746-4262 LES IMMEUBLES MORI-LAR INC.	1990 02 12	Bedford
2748-5044 LES IMMEUBLES PELMI INC.	1990 02 08	Charlevoix
2748-5721 LES IMPORTATIONS AMERAS INC. <i>AMERAS IMPORT INC.</i>	1990 02 09	Montréal
2748-6703 LES IMPORTATIONS MAJORCA INC. <i>MAJORCA IMPORTS INC.</i>	1990 02 12	Montréal
2748-5648 IMPRIMERIE LE SCRIPT INC.	1990 02 09	Longueuil
2748-7008 INSTA-CÂBLE STE-SOPHIE INC.	1990 02 13	Terrebonne
2748-5630 INVESTISSEMENT J.M.B. INC.	1990 02 09	Montréal

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2748-5382 LES INVESTISSEMENTS GA/F2H/dTAN LAUZON INC.	1990 02 08	Terrebonne
2748-7073 IRRIGATION SELECT INC.	1990 02 14	Laval
2748-5374 JEAN-LOUIS BÉLANGER INC.	1990 02 12	Laval
2748-1514 J.C. DIONNE INC.	1990 02 09	Terrebonne
2748-7743 KRYTEX LTÉE	1990 02 14	Longueuil
2746-6846 LABORATOIRE D'ESSAIS LCQ INC.	1990 02 16	Québec
2748-7057 LAITIER SYLVAIN DELISLE INC.	1990 02 14	Terrebonne
2748-4484 LAPAJE CONSTRUCTION INC.	1990 02 08	Chicoutimi
2746-7273 LIQUIDATIONS COMMERCIALES T.G.C. INC.	1990 02 16	Québec
2748-6406 LISP PRODUCTIONS INC.	1990 02 12	Laval
2748-6315 LOCASPORT INC.	1990 02 13	Longueuil
2746-4759 LOCATION J.S.L. INC.	1990 02 12	Bonaventure
2748-5945 LOGICIELS CX INC.	1990 02 09	Longueuil
2746-3918 LES LOGICIELS LOGI + INC.	1990 02 12	Richelieu
2748-5259 LYL ASSURANCES INC.	1990 02 15	Montréal
2748-5671 LYSE BLANCHARD CONSULTANTE INC.	1990 02 09	Bedford
2748-5903 L.-D. DÉNEIGEMENT INC.	1990 02 09	Trois-Rivières
2748-7784 MAÇONNERIE VAUDREUIL-SOULANGES INC.	1990 02 14	Beauharnois
2748-5705 MARJENKAT INC.	1990 02 09	Bedford
2748-6638 MARTCOM GRAPHIQUES INC.	1990 02 12	Montréal
2748-7768 MELCOB INC.	1990 02 14	Richelieu
2746-3801 MESSAGERIE SERVICE 1 HEURE INC.	1990 02 09	Québec
2748-7362 LES MESSAGERIES EXCELLENCE INC.	1990 02 13	Longueuil
2748-7776 MÉTAL GRAFIX INC.	1990 02 14	Longueuil
2748-5713 MEUNIER ÉLECTRIQUE & FILS INC.	1990 02 09	Bedford
2746-7463 MIG MAR INC.	1990 02 15	Québec

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2746-5517 MODE KLOÉ INC.	1990 02 12	Bedford
2746-6051 MOTEL DE LA RIVIÈRE (LA TUQUE) INC.	1990 02 12	Saint-Maurice
2748-5291 MOTO VOGUE INC.	1990 02 12	Montréal
2746-4775 MULTICONSULT COMMUNICATEURS-CONSEILS INC.	1990 02 13	Québec
2748-6646 NETTOYAGE À SEC CHAMPLAIN INC.	1990 02 09	Montréal
2748-6919 OPTION RENO INC.	1990 03 01	Joliette
2748-5325 OUTILLAGE SUELEE INC.	1990 02 12	Montréal
2746-4288 PAPA DELTA INC.	1990 02 12	Gaspé
2746-6192 LES PEINTURES PASTEL INC.	1990 02 14	Hull
2748-6273 PEINTURES VI-MO INC.	1990 02 13	Longueuil
2746-4296 LES PELOUSES MIDO INC.	1990 02 13	Roberval
2748-5242 PHANICK M.T. INC.	1990 02 09	Joliette
2746-7034 PISCINES AQUA M INC.	1990 02 16	Saint-Maurice
2746-5418 PLACE DE LA FRAÎCHEUR INC.	1990 02 09	Québec
2748-8188 PLACEMENTS GILLES YERGEAU II INC.	1990 02 14	Montréal
2746-5483 LES PLACEMENTS GINETTE LABRECQUE INC.	1990 02 12	Beauce
2748-6844 LES PLACEMENTS MADA INC. MADA HOLDINGS INC.	1990 02 13	Montréal
2748-7891 PLACEMENTS RICHARD BOISJOLY INC.	1990 02 14	Montréal
2748-5911 PLANITRAM INC.	1990 02 09	Saint-Hyacinthe
2748-4765 PLOMBERIE G. LÉTOURNEAU (1990) INC.	1990 02 07	Saint-Hyacinthe
2746-7299 POISSONNERIE AD HOC INC.	1990 02 16	Québec
2748-5598 PORTES DE GARAGE ABITIBI INC.	1990 02 09	Abitibi
2748-4500 PRODUCTION HERE COMES THE GROOM INC.	1990 02 08	Montréal
2748-6992 LES PRODUCTIONS CHARADE INC.	1990 02 13	Terrebonne
2748-4724 LES PRODUCTIONS DANIEL VERMETTE INC.	1990 02 07	Laval

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2748-8105 PRODUITS KASCHER STERN INC. <i>STERN'S KOSHER PRODUCTS INC.</i>	1990 02 14	Montréal
2748-6877 LES PRODUITS SANTÉ AU NATUREL J.B.L. INC.	1990 02 13	Terrebonne
2748-5176 PROMOTION SOLLUE INC.	1990 02 08	Montréal
2748-5028 REBCO MÉCANIQUE INC.	1990 02 07	Chicoutimi
2748-4336 REMORQUAGE ET MÉCANIQUE LOUISEVILLE INC.	1990 02 12	Trois-Rivières
2748-6091 RÉNOVATION GAMACHE INC.	1990 02 12	Longueuil
2748-6349 RÉNOVATIONS 2000 A.M. INC.	1990 02 12	Joliette
2746-5202 LES RÉNOVATIONS M.G.A. INC.	1990 02 13	Montmagny
2746-5400 LES RÉSIDENCES DU PLATEAU INC.	1990 02 09	Québec
2748-7495 RESTAURANT DA GIGIOTTO INC. <i>TRATTORIA DA GIGIOTTO INC.</i>	1990 02 13	Laval
2748-6257 RESTAURANT PIZZA IL-VERO INC. <i>IL-VERO RESTAURANT PIZZA INC.</i>	1990 02 13	Montréal
2748-5614 RESTAURANT SNOW PEA INC.	1990 02 09	Montréal
2746-6721 RESTAURANT TOKYO INC.	1990 02 14	Québec
2746-7042 RESTAURANT-BAR L'ESCALE DES CHUTES INC.	1990 02 16	Québec
2746-6366 ROGER GUAY, ENTREPRENEUR-PEINTRE INC.	1990 02 14	Québec
2746-4338 ROLAND PAQUETTE (1990) INC.	1990 02 16	Terrebonne
2748-5739 LES ROUTES DU TRIANGLE ROUGE INC.	1990 02 09	Laval
2746-5236 SCIAGE ET FORAGE DU SAINT-LAURENT INC.	1990 02 14	Québec
2748-6380 SERVICES JEMARIC INC.	1990 02 12	Longueuil
2748-5549 SOCIÉTÉ DE GESTION DALISSARD INC.	1990 02 08	Montréal
2748-6109 SOCIÉTÉ D'IMPORT-EXPORT AL-SAYYED LTÉE <i>AL-SAYYED TRADING LTD.</i>	1990 02 12	Montréal
2746-5152 SOCIÉTÉ D'INVESTISSEMENT CARSI INC.	1990 02 13	Québec
2748-6448 SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE OPULENCE INC.	1990 02 12	Montréal

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2748-5416 SODORMEC INC.	1990 02 08	Montréal
2746-7240 SOUDURE MOBILE DOMINIQUE FORTIN INC.	1990 02 15	Beauce
2748-7586 SPORT BOX INC.	1990 02 14	Montréal
2746-5673 STELLA INTERNATIONAL INC.	1990 02 12	Québec
2748-4880 STRATÉGIE-COMMUNICATIONS CBR INC.	1990 02 08	Montréal
2746-5467 LES STRUCTURES ET COMPOSANTES STRU/CAD INC.	1990 02 12	Québec
2748-6539 SUPERMARCHÉ GÉRARD VILLENEUVE INC.	1990 02 13	Saint-Hyacinthe
2748-5234 SYLV-INNOVE INC.	1990 02 09	Montréal
2748-5218 SYSTÈMES DE CONTRÔLE D'ACCÈS AXCESS INC. <i>AXCESS ACCESS CONTROL SYSTEMS INC.</i>	1990 02 08	Laval
2748-6430 S.D.S.C. ÉBÉNISTERIE INC.	1990 02 12	Montréal
2748-8139 S.K. SERVICE D'ÉQUIPEMENT INC.	1990 02 14	Saint-Hyacinthe
2748-6950 TERRASSEMENT GILLES FORTIER INC.	1990 02 13	Abitibi
2748-5473 TRANSPLANTATION D'ARBRES DE L'OUEST INC. <i>TREE TRANSPLANT OF THE WEST INC.</i>	1990 02 09	Beauharnois
2746-5137 TRANSPORT ANGO INC.	1990 02 09	Rouyn-Noranda
2746-5350 TRANSPORT E.L.Z. INC.	1990 02 09	Québec
2748-6786 TRANSPORT FORTIER & BLAIS INC.	1990 02 13	Abitibi
2748-6208 TRANSPORT MICHEL GUINDON INC.	1990 02 12	Montréal
2748-7339 TRANSPORT NODEL INC.	1990 02 13	Terrebonne
2748-6752 LES TRANSPORTS DU RANG 1 INC.	1990 02 12	Beauharnois
2746-6044 TRANSPORTS VIANNOIS INC.	1990 02 12	Rimouski
2746-5368 VALLIÈRES VIDÉO JEUX INC.	1990 02 08	Trois-Rivières
2748-6661 VARIÉTÉS LAURIER BÉLANGER INC.	1990 02 12	Beauharnois
2748-5390 VÉLO TRAXX INC. <i>TRAXX CYCLES INC.</i>	1990 02 08	Montréal

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2748-4856 VENNORD INC.	1990 02 08	Abitibi
2748-7594 VENTILATION AIR-SOL INC.	1990 02 14	Beauharnois
2748-5408 VÊTEMENTS TOKYO MÉTROPOLE	1990 02 08	Montréal
2748-7628 WILLIAM M. HUMPHREY TRANSPORT INC.	1990 02 14	Montréal

*L'Inspecteur général des institutions financières,  
JEAN-MARIE BOUCHARD*

1088

### Délivrance d'un certificat de continuation

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'il a délivré un certificat de continuation à chacune des compagnies suivantes:

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de continuation	Nouvelle dénomination sociale s'il y a lieu
1472-6913 AGRO-SERRE DE L'ESTRIE INC.	1976 12 23	1990 02 12	ENTREPRISE GILLES PARENTAU INC.
1476-6745 AUTOBUS LAFRANCE INC.	1977 04 18	1990 02 09	
1108-8978 C. & A. ANBER & SONS LIMITED	1953 04 10	1990 02 07	C. & A. ANBER & FILS LIMITÉE <i>C. &amp; A. ANBER &amp; SONS LIMITED</i>
1473-2374 DOMAINE BOISÉ MON CHEZ NOUS INC.	1977 01 17	1990 02 12	REMORQUAGE L.M. INC.
1152-9245 ÉCONO-PRÉFAB INC.	1962 07 13	1990 02 12	
1255-2139 LES ENTREPRISES DUROC INC.	1969 06 30	1990 02 16	
1638-1634 LES ENTREPRISES E. DOLBEC INC.	1979 08 10	1990 02 12	
1316-3274 FRANK WHITE ENTERPRISES INC.	1960 11 25	1990 01 08	LES ENTREPRISES FRANK WHITE INC. <i>FRANK WHITE ENTERPRISES INC.</i>
1103-6829 HOWARTH INC.	1959 07 21	1990 02 13	
1271-7104 LES IMMEUBLES LAVIOLETTE INC.	1963 02 01	1990 02 15	
1117-6625 IMMEUBLES R. BÉLAIR INC.	1954 01 18	1990 02 02	
1285-1820 LES IMMEUBLES STEINBERG LIMITÉE	1970 11 24	1990 02 09	
1510-5422 LEVASCO LTÉE	1978 01 27	1990 02 09	
1462-5602 LOCATION CONCORDE INC.	1975 10 14	1990 02 12	
1333-3554 PANTA-MODE INC.	1973 04 27	1990 02 01	JONATHAN, BOUTIQUE POUR HOMMES INC.

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de continuation	Nouvelle dénomination sociale s'il y a lieu
1117-9264 PATRICE LORANGER LTÉE	1951 12 18	1990 02 09	
1626-3493 PIZZA PONT VIAU INC.	1978 05 10	1990 02 16	1626-3493 QUÉBEC INC.
1505-9595 LES PRODUCTIONS ROGER HÉROUX INC.	1977 08 08	1990 02 12	
1196-0630 RELAIS BEAUMONT INC.	1970 05 11	1990 02 09	GESTION C.D. LABRECQUE INC.
1355-2591 SALON FUNÉRAIRE ST-AMAND & FILS LTÉE	1974 03 26	1990 02 09	
1262-8012 SOCIÉTÉ GESMER INC.	1971 02 16	1990 02 15	
1353-6156 S.A.I. LTÉE	1971 12 13	1990 02 12	
1371-0421 TRANSPORT RÉAL MONDOU INC.	1975 01 20	1990 02 12	
1115-1867 VÊTEMENTS D'ENFANTS ALLEN INC.	1964 09 23	1990 02 14	

*L'Inspecteur général des institutions financières,  
JEAN-MARIE BOUCHARD*

1089

### Délivrance d'un certificat de fusion

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'il a délivré un certificat de fusion à chacune des compagnies suivantes:

Dénomination sociale et sa version	Dénomination sociale des compagnies fusionnées	Date de fusion	District judiciaire
2746-4882 2746-4882 QUÉBEC INC.	2638-9155 QUÉBEC INC. CENTRE D'HABITATION ST-PAUL DE CHATEAUGUAY INC.	1990 02 14	Beauharnois
2746-1490 LES BOIS DE PLANCHER BERTRAND ET GHISLAIN INC.	LES MAISONS B.G. INC. LES BOIS DE PLANCHER BERTRAND ET GHISLAIN INC.	1990 01 31	Chicoutimi
2746-6382 MICHAL INC.	MICHAL INC. LES SERRES COURCHESNE LAROSE LTÉE	1990 02 24	Montréal

*L'Inspecteur général des institutions financières,  
JEAN-MARIE BOUCHARD*

1090

**Compagnies (Divers) — Loi sur les****Dissolution — Demandes de****1470-2385 QUÉBEC INC.**

Prenez avis que la compagnie « 1470-2385 QUÉBEC INC. » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Trois-Rivières, le 21 février 1990

65654

*Les procureurs de la compagnie,*  
BEAUMIER, RICHARD ET ASSOCIÉS

**1861-6722 QUÉBEC INC.**

Prenez avis que la compagnie « 1861-6722 QUÉBEC INC. » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Sherbrooke, le 14 février 1990

65625

*Le procureur de la compagnie,*  
MARC SAVOIE, *avocat*

**2151-9129 QUÉBEC INC.**

Prenez avis que la compagnie « 2151-9129 QUÉBEC INC. » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Sainte-Foy, le 21 février 1990

65687

*Le procureur de la compagnie,*  
LISE FALANGA, *avocate*

**2155-2476 QUÉBEC INC.**

Prenez avis que la compagnie « 2155-2476 QUÉBEC INC. » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Montréal, le 21 février 1990

65734

*Le procureur de la compagnie,*  
CLAUDE-ARMAND SHEPPARD, *avocat*

**2158-1624 QUÉBEC INC.**

Prenez avis que la compagnie « 2158-1624 QUÉBEC INC. » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Brossard, le 21 février 1990

65720

*Le président,*  
LUCIEN ROY

**2168-3768 QUÉBEC INC.**

Prenez avis que la compagnie « 2168-3768 QUÉBEC INC. » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Sainte-Foy, le 16 février 1990

65626

*Le procureur de la compagnie,*  
CAROL TURGEON, *avocate*

**2323-2762 QUÉBEC INC.**

Prenez avis que la compagnie « 2323-2762 QUÉBEC INC. » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Montréal, le 19 février 1990

65627

*Les procureurs de la compagnie,*  
DESJARDINS DUCHARME

**2330-2953 QUÉBEC INC.**

Prenez avis que la compagnie « 2330-2953 QUÉBEC INC. » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Montréal, le 19 février 1990

65594

*Le procureur de la compagnie,*  
JEAN R. HALPIN

**2417-9418 QUÉBEC INC.**

Prenez avis que la compagnie « 2417-9418 QUÉBEC INC. » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Sainte-Foy, le 1<sup>er</sup> décembre 1989

65674

*Les procureurs de la compagnie,*  
JOLI-COEUR, LACASSE, SIMARD,  
NORMAND ET ASSOCIÉS

**2426-8666 QUÉBEC INC.**

Prenez avis que la compagnie « 2426-8666 QUÉBEC INC. » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Montréal, le 15 février 1990

65595

*Les procureurs de la compagnie,*  
MARTINEAU WALKER

**2431-2951 QUÉBEC INC.**

Prenez avis que la compagnie « 2431-2951 QUÉBEC INC. » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

65704

*La présidente,*  
SYLVIE GALIPEAU

**2437-7590 QUÉBEC INC.**

Prenez avis que la compagnie « 2437-7590 QUÉBEC INC. » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Montréal, le 15 février 1990

65596

*Les procureurs de la compagnie,*  
LEGAULT-JOLY, *avocats*

**2439-7424 QUÉBEC INC.**

Prenez avis que la compagnie « 2439-7424 QUÉBEC INC. » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Montréal-Nord, le 19 février 1990

65675

*Le président,*  
GIOVANNI DEGANO

**2538-3480 QUÉBEC INC**

Prenez avis que la compagnie « 2538-3480 QUÉBEC INC » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Baie-Trinité, le 14 février 1990

65597

*Le président,*  
PIERRE CHIASSON

**2621-3447 QUÉBEC INC.**

Prenez avis que la compagnie « 2621-3447 QUÉBEC INC. » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Montréal, le 29 décembre 1989

65628

*Les procureurs de la compagnie,*  
STIKEMAN, ELLIOTT

**2628-0099 QUÉBEC INC.**

Prenez avis que la compagnie « 2628-0099 QUÉBEC INC. » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Arthabaska, le 16 octobre 1989

65598

*Le secrétaire de la compagnie,*  
FLORIMONT CHARLAND

**2628-6468 QUÉBEC INC.**

Prenez avis que la compagnie « 2628-6468 QUÉBEC INC. » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Saint-Léonard, le 21 février 1990

65655

*Les procureurs de la compagnie,*  
NOLAN & LALONDE

**2632-6017 QUÉBEC INC.**

Prenez avis que la compagnie « 2632-6017 QUÉBEC INC. » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Montréal, le 16 février 1990

65599

*La présidente,*  
MARGUERITE MC DONALD

**2636-4232 QUÉBEC INC.**

Prenez avis que la compagnie « 2636-4232 QUÉBEC INC. » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Montréal, le 21 février 1990

65735

*Pour la compagnie,*  
QUACH, HUNG HOA

**2639-9071 QUÉBEC INC**

Prenez avis que la compagnie « 2639-9071 QUÉBEC INC » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Laval, le 18 décembre 1989

65600

*Le président,*  
MARCEL POULIN

**ACTION JEUNESSE NOUVELLE BEAUCE**

Prenez avis que la compagnie « ACTION JEUNESSE NOUVELLE BEAUCE » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Sainte-Marie, le 20 février 1990

65676

*Le président,*  
MICHEL LAROCHELLE

**AGENCE DE SÉCURITÉ MAURICE INC.**

Prenez avis que la compagnie « AGENCE DE SÉCURITÉ MAURICE INC. » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

65706

*La secrétaire de la compagnie,*  
CHRISTINE MORIN

**ALAIN BÉDARD INC.**

Prenez avis que la compagnie « ALAIN BÉDARD INC. » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Montréal, le 20 février 1990

65721

*Le président,*  
ALAIN BÉDARD

**ALTA CONSTRUCTION (1964) LTÉE**

Prenez avis que la compagnie « ALTA CONSTRUCTION (1964) LTÉE » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Saint-Laurent, le 12 février 1990

65656

*Le président,*  
ANDRÉ LATREILLE

**ANTIROUILLE DELSON INC.**

Prenez avis que la compagnie « ANTIROUILLE DELSON INC. » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Saint-Hubert, le 26 janvier 1990

65601

*Le président,*  
DANIEL PRÉVOST

**ARMAND LAROCHELLE INC.**

Prenez avis que la compagnie « ARMAND LAROCHELLE INC. » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Drummondville, le 2 février 1990

65602

*Le président,*  
ARMAND LAROCHELLE

**ASSURANCE MARLEAU INC.**

Prenez avis que la compagnie « ASSURANCE MARLEAU INC. » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Saint-Jovite, le 13 février 1990

65603

*Le président,*  
MICHEL GODARD

**ATELIER MÉCANIQUE INC.**

Prenez avis que la compagnie « ATELIER MÉCANIQUE INC. » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

65707

*Le président,*  
LÉONARD ARCHAMBAULT

**AUSONIA SUPERMARCHÉ INC.**

Prenez avis que la compagnie « AUSONIA SUPERMARCHÉ INC. » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Montréal, le 31 janvier 1990

65722

*Pour la compagnie,*  
DIANE ROCHEFORT

**B-D'ART INC**

Prenez avis que la compagnie « B-D'ART INC » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Valleyfield, le 22 février 1990

65705

*Le président,*  
ANDRÉ BÉDARD

**CA-AN INC**

Prenez avis que la compagnie « CA-AN INC » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Brossard, le 20 février 1990

65677

*Le président,*  
ANDRÉ DESSUREAULT

**CENTRE DOCUMENTAIRE DE RECHERCHE BIBLIQUE D'EAST-BROUGHTON**

Prenez avis que la compagnie « CENTRE DOCUMENTAIRE DE RECHERCHE BIBLIQUE D'EAST-BROUGHTON » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

East-Broughton, le 26 janvier 1990

65688

*Pour la compagnie,*  
MARYSE BILODEAU

**CLUB ÂGE D'OR MEDICA VILLE INC**

Prenez avis que la compagnie « CLUB ÂGE D'OR MEDICA VILLE INC » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Morin Heights, le 22 janvier 1990

65708

*Le président,*  
ROGER CHÉNIER

**COM 3350 INC.**

Prenez avis que la compagnie « COM 3350 INC. » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Montréal, le 12 février 1990

65629

*La présidente,*  
DOMINIQUE ROY

**COMMISSION DES LOISIRS DE STE-BLANDINE**

Prenez avis que la compagnie « COMMISSION DES LOISIRS DE STE-BLANDINE » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Sainte-Blandine, le 18 janvier 1990

65657

*Pour la compagnie,*  
CARMEN PROULX

**CORPORATION DU PAVILLON DE L'EST**

Prenez avis que la compagnie « CORPORATION DU PAVILLON DE L'EST » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Belleterre, le 13 février 1990

65604

*Le président,*  
GHISLAIN LEFEBVRE

**DISTRIBUTION B.R.S. LTÉE**

Prenez avis que la compagnie « DISTRIBUTION B.R.S. LTÉE » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Trois-Rivières, le 23 février 1990

*Les procureurs de la compagnie,*  
BEAUMIER, RICHARD ET ASSOCIÉS

65723

**DONAT CLOUTIER INC.**

Prenez avis que la compagnie « DONAT CLOUTIER INC. » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Beloil, le 22 février 1990

*Le président,*  
DONAT CLOUTIER

65709

**DORAL FINANCE CORP.**

Prenez avis que la compagnie « DORAL FINANCE CORP. » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Montréal, le 14 février 1990

*Les procureurs de la compagnie,*  
MENDELSON ROSENZVEIG SHACTER

65678

**DORAL FINANCE CORP.**

Prenez avis que la compagnie « DORAL FINANCE CORP. » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Montréal, le 14 février 1990

*Les procureurs de la compagnie,*  
MENDELSON ROSENZVEIG SHACTER

65689

**DYNAMO 85 INC.**

Prenez avis que la compagnie « DYNAMO 85 INC. » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Sillery, le 15 février 1990

*La présidente,*  
THÉRÈSE JOHNSON

65630

**ÉCURIE LE MONDE INC.**

Prenez avis que la compagnie « ÉCURIE LE MONDE INC. » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Montréal, le 13 février 1990

*Le secrétaire de la compagnie,*  
FERNAND BRODEUR

65605

**ÉDITIONS DES 4 G INC.**

Prenez avis que la compagnie « ÉDITIONS DES 4 G INC. » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Boucherville, le 15 février 1990

*Les procureurs de la compagnie,*  
BERNARD, CIMONÉ, POUPART, DESPATIS,  
CORMIER, PROULX

65631

**ELOR INC.**

Prenez avis que la compagnie « ELOR INC. » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Montréal, le 21 février 1990

*Le président,*  
ROLAND ELOY

65658

**GEORGES BLAIS ASSURANCES INC**

Prenez avis que la compagnie « GEORGES BLAIS ASSURANCES INC » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Sainte-Foy, le 31 janvier 1990

*Le président,*  
GEORGES BLAIS

65710

**GESTION H.G.S. INC.**

Prenez avis que la compagnie « GESTION H.G.S. INC. » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Trois-Rivières, le 26 février 1990

*Les procureurs de la compagnie,*  
BEAUMIER, RICHARD ET ASSOCIÉS

65736

**GESTION HYPOCAMPE INC.**

Prenez avis que la compagnie « GESTION HYPOCAMPE INC. » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Sainte-Foy, le 12 février 1990

*L'administrateur,*  
RICHARD GAUDREAU

65632

**GESTION JUVALIN INC.**

Prenez avis que la compagnie « GESTION JUVALIN INC. » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Drummondville, le 14 février 1990

*Les procureurs de la compagnie,*  
JUTRAS ASSOCIÉS

65606

**GESTION LUSIGNAN INC.**

Prenez avis que la compagnie « GESTION LUSIGNAN INC. » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Saint-Constant, le 20 février 1990

65724

*Le procureur de la compagnie,*  
ROBERT DANCOSÉ, avocat

**GESTION ROBIN INC.**

Prenez avis que la compagnie « GESTION ROBIN INC. » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Saint-Hyacinthe, le 14 février 1990

65659

*Le secrétaire de la compagnie,*  
GILLES-MARC ROBIN

**GESTIONS PIERRE RACINE INC.**

Prenez avis que la compagnie « GESTIONS PIERRE RACINE INC. » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Sainte-Anne-de-Beaupré, le 22 février 1990

65690

*Le procureur de la compagnie,*  
ALAIN BOURGET, notaire

**GROUPE DE SOUTIEN À L'ENTREPRISE  
JEUNESSE D'ABITIBI-OUEST INC.**

Prenez avis que la compagnie « GROUPE DE SOUTIEN À L'ENTREPRISE JEUNESSE D'ABITIBI-OUEST INC. » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

La Sarre, le 23 février 1990

65711

*Le président,*  
MARIO BÉGIN

**GROUPE SANTÉ MITIS INC**

Prenez avis que la compagnie « GROUPE SANTÉ MITIS INC » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Mont-Joli, le 23 janvier 1990

65725

*Le président,*  
GUSTAVE BELZILE

**IMMEUBLES CÔTÉ SIMPSON INC.  
SIMPSON HILL INC.**

Prenez avis que la compagnie « IMMEUBLES CÔTÉ SIMPSON INC. — SIMPSON HILL INC. » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Montréal, le 26 février 1990

65712

*Les procureurs de la compagnie,*  
GROSS, PINSKY

**JACK LIEBMAN DRESSES LIMITED  
ROBES JACK LIEBMAN LTÉE**

Prenez avis que la compagnie « JACK LIEBMAN DRESSES LIMITED — ROBES JACK LIEBMAN LTÉE » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Montréal, le 20 février 1990

65713

*Les procureurs de la compagnie,*  
MENDELSON ROSENZVEIG SHACTER

**JACQUES ET MICHEL LEFEBVRE INC.**

Prenez avis que la compagnie « JACQUES ET MICHEL LEFEBVRE INC. » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Saint-Raymond, le 15 février 1990

65737

*Le président,*  
MICHEL LEFEBVRE

**JACQUES LUSSIER CONSEIL INC.**

Prenez avis que la compagnie « JACQUES LUSSIER CONSEIL INC. » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Sillery, le 20 février 1990

65738

*Le procureur de la compagnie,*  
MARTINE SIMARD, notaire

**JEDA PROMOTIONS INC.**

Prenez avis que la compagnie « JEDA PROMOTIONS INC. » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Pointe-Claire, le 19 février 1990

65679

*Le président,*  
DANIEL BOURQUE

**JURICO INC.**

Prenez avis que la compagnie « JURICO INC. » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Montréal, le 6 février 1990

65739

*Le président,*  
MARCEL PICHÉ, O.C., C.R.

**LABERGE & FILS LTÉE**

Prenez avis que la compagnie « LABERGE & FILS LTÉE » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Saint-Jérôme, le 22 février 1990

65691

*Le procureur de la compagnie,*  
CLAUDE LALONDE, avocat

**LA BUTINERIE LTÉE**

Prenez avis que la compagnie « LA BUTINERIE LTÉE » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Île-Bizard, le 26 février 1990

65740

*Le président,*  
CLAUDE WILLIAMS

**LA CLINIQUE DES CITOYENS DE ST-JACQUES INC.**

Prenez avis que la compagnie « LA CLINIQUE DES CITOYENS DE ST-JACQUES INC. » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Montréal, le 19 février 1990

65692

*Le président,*  
YVES GIRARD

**LA MAISON LETTONNE INC.**

Prenez avis que la compagnie « LA MAISON LETTONNE INC. » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Montréal, le 20 février 1990

65680

*Pour la compagnie,*  
JANIS TERAUDS

**LE CLUB DE BALLON-BALAI « LES JOYEUSES VAGABONDES » DE RIVIÈRE-PENTECÔTE**

Prenez avis que la compagnie « LE CLUB DE BALLON-BALAI « LES JOYEUSES VAGABONDES » DE RIVIÈRE-PENTECÔTE » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Pentecôte, le 13 février 1990

65607

*L'administrateur,*  
HÉLÈNE PAGÉ BACON

**LÉO HÉNEAULT INC.**

Prenez avis que la compagnie « LÉO HÉNEAULT INC. » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Warwick, le 16 octobre 1989

65608

*Le secrétaire de la compagnie,*  
FLORIMONT CHARLAND

**LE PARC-ÉCOLE ARC-EN-CIEL**

Prenez avis que la compagnie « LE PARC-ÉCOLE ARC-EN-CIEL » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Saint-Georges-de-Beauce, le 20 février 1990

65660

*Les procureurs de la compagnie,*  
DEBLOIS & GARNEAU, avocats

**LES DISTRIBUTIONS BENJAMIN LTÉE  
BENJAMIN DISTRIBUTION LTD.**

Prenez avis que la compagnie « LES DISTRIBUTIONS BENJAMIN LTÉE — BENJAMIN DISTRIBUTION LTD. » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Montréal, le 20 février 1990

65661

*Le procureurs de la compagnie,*  
GROSS, PINSKY

**LES DISTRIBUTIONS PROULX ET DICAIRE INC**

Prenez avis que la compagnie « LES DISTRIBUTIONS PROULX ET DICAIRE INC » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Chambly, le 21 février 1990

65726

*Le secrétaire-trésorier,*  
MICHEL PROULX

**LES ENTREPRISES DEGUIRE & DRAPEAU INC.**

Prenez avis que la compagnie « LES ENTREPRISES DEGUIRE & DRAPEAU INC. » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Montréal, le 1<sup>er</sup> janvier 1990

65622

*Le président,*  
JEAN PAUL DEGUIRE

**LES ENTREPRISES MARTIAL LESSARD INC.**

Prenez avis que la compagnie « LES ENTREPRISES MARTIAL LESSARD INC. » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Westmount, le 14 février 1990

65741

*Le secrétaire de la compagnie,*  
WILLIAM D. HART

**LES ENTREPRISES MATABOIS LIMITÉE**

Prenez avis que la compagnie « LES ENTREPRISES MATABOIS LIMITÉE » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Sainte-Foy, le 16 février 1990

65633

*Le procureur de la compagnie,*  
CAROL TURGEON, avocate

**LES ENTREPRISES MULTI-DÉPÔT INC.**

Prenez avis que la compagnie « LES ENTREPRISES MULTI-DÉPÔT INC. » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Laval, le 15 février 1990

65634

*Le président,*  
PIERRE COUSINEAU

**LES ENTREPRISES R. APRIL INC.**

Prenez avis que la compagnie « LES ENTREPRISES R. APRIL INC. » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Rivière-du-Loup, le 15 février 1990

65742

*Le procureur de la compagnie,*  
ME RENÉ MICHEL OUELLET

**LES ENTREPRISES SYLVAIN BEAUMIER INC.**

Prenez avis que la compagnie « LES ENTREPRISES SYLVAIN BEAUMIER INC. » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Dorion, le 23 février 1990

65663

*La secrétaire de la compagnie,*  
ANNIE TURCOTTE

**LES ENTREPRISES TRIDOR LTÉE**

Prenez avis que la compagnie « LES ENTREPRISES TRIDOR LTÉE » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Cap-Santé, le 16 février 1990

65609

*Le secrétaire de la compagnie,*  
RENÉ PLAMONDON

**LES GESTIONS CARI INC.**

Prenez avis que la compagnie « LES GESTIONS CARI INC. » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Cap-Rouge, le 31 janvier 1990

65635

*Le président,*  
RICHARD FRÉCHETTE

**LES IMMEUBLES C.L.D. INC.**

Prenez avis que la compagnie « LES IMMEUBLES C.L.D. INC. » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Trois-Rivières-Ouest, le 5 février 1990

65610

*Pour la compagnie,*  
CLAUDE DROLET

**LES IMMEUBLES J.E.R. INC.**

Prenez avis que la compagnie « LES IMMEUBLES J.E.R. INC. » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Sainte-Foy, le 16 février 1990

65636

*Le président,*  
JOCELYN LEBLANC

**LES INDUSTRIES ANSAM LTÉE  
ANSAM INDUSTRIES LTD.**

Prenez avis que la compagnie « LES INDUSTRIES ANSAM LTÉE — ANSAM INDUSTRIES LTD. » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Montréal, le 26 février 1990

65714

*Les procureurs de la compagnie,*  
GROSS, PINSKY

**LES INVESTISSEMENTS HABA LTÉE**

Prenez avis que la compagnie « LES INVESTISSEMENTS HABA LTÉE » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Lachenaie, le 3 janvier 1990

65611

*Le secrétaire de la compagnie,*  
JEAN-CLAUDE HARVEY

**LES PETITS SOLEILS DE TÉTREAULTVILLE**

Prenez avis que la compagnie « LES PETITS SOLEILS DE TÉTREAULTVILLE » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Montréal, le 8 février 1990

65643

*La présidente,*  
JOHANNE GALLANT

**LES PLACEMENTS IMMOBILIERS NARVAL  
LTÉE**

Prenez avis que la compagnie « LES PLACEMENTS IMMOBILIERS NARVAL LTÉE » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Sainte-Agathe-des-Monts, le 10 octobre 1989

65612

*Le président,*  
PAUL MATHURIN

**LES PRODUITS D'IMPORTATION R. BERRY INC.**

Prenez avis que la compagnie « LES PRODUITS D'IMPORTATION R. BERRY INC. » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Montréal, le 16 février 1990

65664

*Les procureurs de la compagnie,*  
SHRIAR POLAK COOPERSTONE

**LIZOTTE & VAILLANCOURT INC.**

Prenez avis que la compagnie « LIZOTTE & VAILLANCOURT INC. » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Saint-Pamphile, le 15 janvier 1990

65613

*Pour la compagnie,*  
LISE VAILLANCOURT

**MARCHAND FRÈRES LTÉE**

Prenez avis que la compagnie « MARCHAND FRÈRES LTÉE » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

65714 *Les procureurs de la compagnie.*  
HÉBERT RANCOURT LEGAULT & BOUCHER

**MARCHÉ R. HURTUBISE LTÉE.**

Prenez avis que la compagnie « MARCHÉ R. HURTUBISE LTÉE. » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

65743 *La secrétaire de la compagnie.*  
LOUISE HURTUBISE

**MILISY INC.**

Prenez avis que la compagnie « MILISY INC. » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Québec, le 16 février 1990

65615 *La présidente.*  
EMILIEENNE B. ST-PIERRE

**NALCORP CORPORATION DE VOYAGES (QUÉBEC)**

Prenez avis que la compagnie « NALCORP CORPORATION DE VOYAGES (QUÉBEC) » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Montréal, le 23 février 1990

65715 *Les procureurs de la compagnie.*  
BYERS CASGRAIN

**NOMIS CORP.**

Prenez avis que la compagnie « NOMIS CORP. » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Montréal, le 12 décembre 1989

65665 *Les procureurs de la compagnie.*  
SPIEGEL SOHMER

**PARLONS BÉBÉ**

Prenez avis que la compagnie « PARLONS BÉBÉ » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Mistassini, le 15 janvier 1990

65644 *Pour la compagnie.*  
MARTINE FRENETTE

**PAUL EGLI INC.**

Prenez avis que la compagnie « PAUL EGLI INC. » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Baie-d'Urfé, le 17 février 1990

65637 *Le président.*  
PAUL EGLI

**PAVILLON FAMILIAL DES BOIS-FRANCS INC.**

Prenez avis que la compagnie « PAVILLON FAMILIAL DES BOIS-FRANCS INC. » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Sainte-Thérèse, le 25 janvier 1990

65666 *Le procureur de la compagnie.*  
GEORGES TREMBLAY, notaire

**PAVILLON LE SURVENANT**

Prenez avis que la compagnie « PAVILLON LE SURVENANT » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Sainte-Victoire, le 8 novembre 1989

65616 *Le secrétaire de la compagnie.*  
SERGE ANTAYA

**PLACEMENTS GULASO LTÉE**

Prenez avis que la compagnie « PLACEMENTS GULASO LTÉE » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Saint-Hyacinthe, le 15 février 1990

65617 *Le procureur de la compagnie.*  
JACQUES SYLVESTRE JR., avocat

**PRÉSENTATION VISUELLE MARIE AUDETTE INC.**

Prenez avis que la compagnie « PRÉSENTATION VISUELLE MARIE AUDETTE INC. » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Salaberry-de-Valleyfield, le 19 février 1990

65667 *Le procureur de la compagnie.*  
JEAN-PIERRE AUDETTE, notaire

**PRODUCTIONS ZOE INC.**

Prenez avis que la compagnie « PRODUCTIONS ZOE INC. » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Montréal, le 26 février 1990

65744 *Les procureurs de la compagnie.*  
PHILLIPPS FRIEDMAN & KOTLER

**RADART, RADIODIFFUSION ARTS ET SPECTACLES QUÉBEC**

Prenez avis que la compagnie « RADART, RADIODIFFUSION ARTS ET SPECTACLES QUÉBEC » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.  
Sainte-Foy, le 21 février 1990

65668

*Le président,*  
BERNY PELLETIER

**ROBOMA INC.**

Prenez avis que la compagnie « ROBOMA INC. » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Montréal, le 26 février 1990

65745

*Le secrétaire de la compagnie,*  
GÉRARD RODRIGUE

**SATELLITE MICRO SYSTÈMES S.M.S. INC.**

Prenez avis que la compagnie « SATELLITE MICRO SYSTÈMES S.M.S. INC. » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Québec, le 13 février 1990

65746

*La secrétaire de la compagnie,*  
YOLANDE G. THIBAUT

**SERINCOM INC**

Prenez avis que la compagnie « SERINCOM INC » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Montréal, le 12 février 1990

65669

*Le président,*  
RAYMOND GEACHAN

**SERVICE: « LA GRANGE SAINT-VALÉRIEN INC. »**

Prenez avis que la compagnie « SERVICE: « LA GRANGE SAINT-VALÉRIEN INC. » » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Montréal, le 12 mai 1988

65727

*La présidente,*  
PAULINE TURGEON

**SERVICE DES VOYAGEURS AÉRIENS TROPICAUX LTÉE****TROPICAL AIR TRAVELLERS SERVICE LTD.**

Prenez avis que la compagnie « SERVICE DES VOYAGEURS AÉRIENS TROPICAUX LTÉE — TROPICAL AIR TRAVELLERS SERVICE LTD. » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Montréal, le 18 janvier 1990

65618

*Le secrétaire de la compagnie,*  
ENZA PAGNELLI

**SERVICES IMMOBILIERS RJP INC**

Prenez avis que la compagnie « SERVICES IMMOBILIERS RJP INC » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Montréal, le 12 février 1990

65716

*Le président,*  
ROBERT J. PERRON

**SJD COMMERCE INC.**

Prenez avis que la compagnie « SJD COMMERCE INC. » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Montréal, le 12 février 1990

65747

*Le président,*  
DAVID WONG

**SOCAT INC.**

Prenez avis que la compagnie « SOCAT INC. » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Montréal, le 22 février 1990

65728

*Le secrétaire de la compagnie,*  
HENRI P. LABELLE

**SOCIÉTÉ COMMERCIALE DE REPRÉSENTATIONS R.H. INC**

Prenez avis que la compagnie « SOCIÉTÉ COMMERCIALE DE REPRÉSENTATIONS R.H. INC » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Montréal, le 12 février 1990

65717

*Le président,*  
ROBERT J. PERRON

**SOCIÉTÉ DE PLACEMENT SAINT-JACQUES LTÉE****ST-JAMES HOLDING LTD.**

Prenez avis que la compagnie « SOCIÉTÉ DE PLACEMENT SAINT-JACQUES LTÉE — ST-JAMES HOLDING LTD. » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Montréal, le 21 février 1990

65693

*Les procureurs de la compagnie,*  
WATSON, POITEVIN, JAVET, STEPHENSON, CORN, WHITNEY &  
LAPOINTE, notaires

**SOCIÉTÉ DE PLACEMENTS DANS L'ENTREPRISE QUÉBÉCOISE DE CABANO INC.**

Prenez avis que la compagnie « SOCIÉTÉ DE PLACEMENTS DANS L'ENTREPRISE QUÉBÉCOISE DE CABANO INC. » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Cabano, le 21 février 1990

65670

*Le procureur de la compagnie,*  
MANON ROY, notaire

**SOCIÉTÉ GÉNÉRALE D'IMPORTATIONS DE  
MONTREAL INC**

Prenez avis que la compagnie « SOCIÉTÉ GÉNÉRALE D'IMPORTATIONS DE MONTREAL INC » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Montréal, le 12 février 1990

65729

*Le président,*  
ROBERT J. PERRON

**SOCIÉTÉ TERVECO LTÉE**

Prenez avis que la compagnie « SOCIÉTÉ TERVECO LTÉE » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Charlesbourg, le 20 février 1990

65671

*Le président,*  
FERNAND MARTINEAU

**SOUDURE M.J.P. INC.**

Prenez avis que la compagnie « SOUDURE M.J.P. INC. » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Saint-Lambert, le 13 février 1990

65638

*Pour la compagnie,*  
FRANÇOIS NADEAU

**STATION SERVICE NÉRON INC.**

Prenez avis que la compagnie « STATION SERVICE NÉRON INC. » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Clermont, le 18 décembre 1989

65694

*Le président,*  
PAUL-ANDRÉ NÉRON

**SYNDICAT INDUSTRIEL DE ST-LIN**

Prenez avis que la compagnie « SYNDICAT INDUSTRIEL DE ST-LIN » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Laurentides, le 12 décembre 1989

65619

*La présidente,*  
FRANCINE AUGER

**TRANSGRAIN (1981) INC.**

Prenez avis que la compagnie « TRANSGRAIN (1981) INC. » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Daveluyville, le 13 février 1990

65620

*Le procureur de la compagnie,*  
ROBERT DESAULNIERS, notaire

**TRANSPORT ANDRÉ TREMBLAY INC.**

Prenez avis que la compagnie « TRANSPORT ANDRÉ TREMBLAY INC. » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Chicoutimi, le 16 janvier 1990

65695

*Pour la compagnie,*  
PIERRE SIMARD

## Déclarations des compagnies et sociétés — Loi sur les

### Changement de la raison sociale (Article 1879 du Code civil)

Le protonotaire donne avis qu'en vertu de la loi sur les déclarations des compagnies et sociétés, les sociétés en commandite suivantes ont changé leur raison sociale de la façon indiquée ci-dessous:

Nouvelle raison sociale	Ancienne raison sociale	Date d'enregistrement
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE MONEY	LA SOCIÉTÉ EN COMMANDITE 2633-2700 QUÉBEC	1990 01 22
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE OBSESSION	SOCIÉTÉ EN COMMANDITE TÉLÉ-CINÉMA GGL IV GGL TELE-CINEMA IV PARTNERSHIP AND COMPANY, LIMITED	1989 12 28
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE PRODUCTION PALME D'OR	SOCIÉTÉ EN COMMANDITE CINÉ-TÉLÉ XXIV	1989 11 23
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE PSYCHIC	SOCIÉTÉ EN COMMANDITE DE FILM GGL III GGL FILM III PARTNERSHIP AND COMPANY, LIMITED	1989 12 28
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE SCANNERS III	LA SOCIÉTÉ EN COMMANDITE 2633-2718 QUÉBEC	1990 01 22
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE J.L. FRUND	SOCIÉTÉ EN COMMANDITE DE FILM GGL II GGL FILM II PARTNERSHIP AND COMPANY, LIMITED	1989 12 28
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE KNOCK OFF	SOCIÉTÉ EN COMMANDITE DE TÉLÉVISION GGL IV GGL TELEVISION IV PARTNERSHIP IV PARTNERSHIP AND COMPANY, LIMITED	1989 12 28
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE LA DISGRÂCE	LA SOCIÉTÉ EN COMMANDITE 2633-2692 QUÉBEC	1990 01 22
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE LE WINDSOR THE WINDSOR AND COMPANY LIMITED PARTNERSHIP	SOCIÉTÉ EN COMMANDITE LE WINDSOR THE WINDSOR LIMITED PARTNERSHIP	1989 12 18
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE DIGGER	SOCIÉTÉ EN COMMANDITE DE TÉLÉVISION GGL II GGL TELEVISION II PARTNERSHIP AND COMPANY, LIMITED	1989 12 28
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE FILM-PRO	SOCIÉTÉ EN COMMANDITE CINÉ-PRO I	1989 12 11
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE 1010 STE-CATHERINE EST	SOCIÉTÉ EN COMMANDITE FOISY XX	1990 01 23
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE HUNT CLUB THE HUNT CLUB AND COMPANY LIMITED PARTNERSHIP	SOCIÉTÉ EN COMMANDITE HUNT CLUB THE HUNT CLUB LIMITED PARTNERSHIP	1990 01 03
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE B.G.	SOCIÉTÉ EN COMMANDITE DE TÉLÉVISION GGL III GGL TELEVISION III PARTNERSHIP AND COMPANY, LIMITED	1989 12 28

SOCIÉTÉ EN COMMANDITE DEAD AIM	SOCIÉTÉ EN COMMANDITE DE FILM GGL IV GGL FILM IV PARTNERSHIP AND COMPANY, LIMITED	1989 12 28
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE DES ASSOCIÉS FAIRWAY CAPITAL (1990) FAIRWAY CAPITAL PARTNERS 1990 AND COMPANY, LIMITED PARTNERSHIP	SOCIÉTÉ EN COMMANDITE DES ASSOCIÉS FAIRWAY CAPITAL (1989) FAIRWAY CAPITAL PARTNERSHIP 1989 AND COMPANY, LIMITED PARTNERSHIP	1989 12 28
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE DÉSIRS NOIRS	SOCIÉTÉ EN COMMANDITE LES GRANDS HOMMES	1989 12 15
LA SOCIÉTÉ EN COMMANDITE SURPRISE SUR PRISE III	LA SOCIÉTÉ EN COMMANDITE CINÉMATOGRAPHIQUE PRAM	1989 12 28
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE THE GREAT EXPERIMENT	SOCIÉTÉ EN COMMANDITE TÉLÉ-CINÉMA GGL II GGL TELE-CINEMA II PARTNERSHIP AND COMPANY, LIMITED	1989 12 28
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE TROPICS	SOCIÉTÉ EN COMMANDITE TÉLÉ-CINÉMA GGL III GGL TELE-CINEMA III PARTNERSHIP AND COMPANY, LIMITED	1989 12 28
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE UN QUÉBÉCOIS À PARIS	LA SOCIÉTÉ EN COMMANDITE 2633-1546 QUÉBEC	1990 01 22

*Le protonotaire adjoint  
de la Cour supérieure, district  
judiciaire de Montréal,  
CLAUDE LEBEAU*

1099

### Changement dans la nature de leurs affaires

Le protonotaire donne avis qu'en vertu de la loi sur les déclarations des compagnies et sociétés, les sociétés en commandite suivantes ont changé la nature de leurs affaires.

Raison sociale de la société	Modifications apportées à la nature de leurs affaires	Date d'enregistrement
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE CYCLOPE	Se porter acquéreur et d'exploiter une ou des productions cinématographiques portant visa et produites ou coproduites par Caméra-Stop Inc.	1989 12 27
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE ENFANTS DU MONDE I	Se porter acquéreur et d'exploiter une ou des productions cinématographiques portant visa et produites ou coproduites par Caméra-Stop Inc.	1989 12 27
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE SANTÉ II	Se porter acquéreur et d'exploiter une ou des productions cinématographiques portant visa et produites ou coproduites par Caméra-Stop Inc.	1989 12 27

*Le protonotaire adjoint  
de la Cour supérieure, district  
judiciaire de Montréal,  
CLAUDE LEBEAU*

1104

**Changement de l'époque où la société doit se terminer**

Le protonotaire donne avis qu'en vertu de la loi sur les déclarations des compagnies et sociétés, les sociétés en commandite suivantes ont changé l'époque où la société doit se terminer.

Raison sociale de la Société	Époque où se terminera la société	Date d'enregistrement
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE CLS CLS AND COMPANY, LIMITED PARTNERSHIP	2019 12 31	1990 01 30
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE HARMONIE ENRG.	1999 12 31	1990 02 08
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE TEMBOARD TEMBOARD AND COMPANY, LIMITED PARTNERSHIP	2029 06 30	1989 12 21

*Le protonotaire adjoint  
de la Cour supérieure, district  
judiciaire de Montréal,  
CLAUDE LEBEAU*

1102

**Changement de leur établissement principal**

Le protonotaire donne avis qu'en vertu de la Loi sur les déclarations des compagnies et sociétés la société en commandite suivante a changé l'endroit de son établissement principal:

Raison sociale de la société	Nouvelle adresse	Date d'enregistrement
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE TROPICS	373, rue St-Paul Ouest, bureau 200, Montréal, QC H2Y 2A7	1989 12 28
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE UN QUÉBÉCOIS À PARIS	1207, St-André, 4 <sup>e</sup> étage, Montréal, QC, H2L 3S8	1990 12 22
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE UNE HISTOIRE I	5250, rue Ferrier, bureau 814, Montréal, QC, H4P 2N7	1990 01 23
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE SAMEDI P.M.	801, rue Sherbrooke Est, local 800, Montréal, QC, H2L 1K7	1990 01 25
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE SCANNERS III	1207 St-André, 4 <sup>e</sup> étage, Montréal, QC, H2L 3S8	1990 01 22
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE TECHNIQUES ROUTIÈRES	1175, rue Bernard, bureau 300, Outremont, QC, H2V 1V5	1989 12 08

Raison sociale de la société	Nouvelle adresse	Date d'enregistrement
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE THE GREAT EXPERIMENT	373, rue St-Paul Ouest, bureau 200, Montréal, QC, H2Y 2A7	1989 12 28
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE LA DISGRÂCE	1207, St-André, 4 <sup>e</sup> étage Montréal, QC, H2L 3S8	1990 01 22
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE MONEY	1207, St-André, 4 <sup>e</sup> étage, Montréal, QC, H2L 3S8	1990 01 22
LA SOCIÉTÉ EN COMMANDITE NORMANDIE	376, boul. St-Joseph Est, Montréal, QC, H2T 1J6	1990 01 26
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE OBSESSION	373, rue St-Paul Ouest, bureau 200, Montréal, QC, H2Y 2A7	1989 12 28
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE PSYCHIC	373, rue St-Paul Ouest, bureau 200, Montréal, QC, H2Y 2A7	1989 12 28
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE DIGGER	373, rue St-Paul Ouest, bureau 200, Montréal, QC, H2Y 2A7	1989 12 28
LA SOCIÉTÉ EN COMMANDITE FABRE ENR.	6901, boulevard des Roseaies, local 102, Montréal, QC, H1M 3N5	1989 12 14
HABITATIONS TRACY 4000, SOCIÉTÉ EN COMMANDITE	12070, rue Jasmin, Montréal, QC, H4K 1V7	1990 01 10
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE J.L. FRUND	4100, Grande Coulee, St-Édouard, QC, J0K 2H0	1989 12 28
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE KNOCK OFF	373, rue St-Paul Ouest, bureau 200, Montréal, QC, H2Y 2A7	1989 12 28
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE 1010 STE-CATHERINE EST	300, boulevard Laurentien, bureau 105, Saint-Laurent, QC, H4M 1L4	1990 01 23
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE (1988) ATLANTIS NO. 3 ATLANTIS (1988) AND COMPANY, LIMITED PARTNERSHIP NO. 3	1001 de Maisonneuve Ouest, local 1400, Montréal, QC, H3A 3C8	1989 12 05

Raison sociale de la société	Nouvelle adresse	Date d'enregistrement
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE B.G.	373, rue St-Paul Ouest, bureau 200, Montréal, QC, H2Y 2A7	1989 12 28
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE DEAD AIM	373, rue St-Paul Ouest, bureau 200, Montréal, QC, H2Y 2A7	1989 12 28

*Le protonotaire adjoint  
de la Cour supérieure, district  
judiciaire de Montréal,  
CLAUDE LEBEAU*

1101

### Dissolution

Le protonotaire donne avis qu'en vertu de la Loi sur les déclarations des compagnies et sociétés, la majorité des associés de la société en commandite suivante a consenti à sa dissolution:

Raison sociale de la société	Date d'enregistrement	Lieu du principal établissement	Date de dissolution
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE DU MANOIR ROUVILLE-CAMPBELL	1989 05 26	1506, chemin du Lac, Roxton Pond, QC	1990 02 06

*Le protonotaire adjoint  
de la Cour supérieure, district  
judiciaire de Bedford,  
LUC MARTIN*

1091

### Dissolution

Le protonotaire donne avis qu'en vertu de la loi sur les déclarations des compagnies et sociétés, la majorité des associés la société en commandite suivante ont consenti à sa dissolution:

Raison sociale de la société	Date de formation	Lieu du principal établissement	Date de dissolution
INVESTISSEURS EN DIVERTISSEMENT CANADIEN NO. 4, SOCIÉTÉ EN COMMANDITE CANADIAN ENTERTAINMENT INVESTORS NO. 4 AND COMPANY, LIMITED PARTNERSHIP	1988 03 18	1080 Beaver Hall Hill local 1700 Montréal, QC H2Z 1S8	1990 01 31

*Le protonotaire adjoint  
de la Cour supérieure, district  
judiciaire de Montréal,  
CLAUDE LEBEAU*

1103

**Formation**

Le protonotaire donne avis qu'en vertu de la Loi sur les déclarations des compagnies et sociétés, les déclarations de sociétés en commandite suivantes a été enregistrées à son bureau:

Raison sociale de la société	Date d'enregistrement	Lieu du principal établissement
LA SOCIÉTÉ EN COMMANDITE 6930, AVENUE PAPINEAU A MONTRÉAL	1990 02 14	614, rue St-Jacques Ouest 4 <sup>e</sup> étage Montréal, QC H3C 1E2
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE CAMÉRA '90 — II	1990 01 19	822, rue Sherbrooke Est, bureau 120, Montréal, QC, H2L 1K4
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE CAMÉRA '90 — III	1990 01 19	822, rue Sherbrooke Est, bureau 120, Montréal, QC, H2L 1K4
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE CHALLENGE TRANS- AMERICAS 1492-1992	1990 01 26	154, St-Paul Est, local 3A Montréal, QC, H2Y 1G6
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE D'EXPLORATION MINIÈRE VSM 1990 VSM 1990 MINERAL EXPLORATION AND COMPANY LIMITED PARTNERSHIP	1990 02 13	1, place Ville Marie, bureau 1525, Montréal, QC, H3B 2B5
GESTION KURBAN GEL, SOCIÉTÉ EN COMMANDITE	1990 01 30	2905, Côte vertu local 403 Saint-Laurent, QC, H4R 2L4
IMMOBILIÈRE STE-ADÈLE- SUR-LAC, SOCIÉTÉ EN COMMANDITE	1990 01 30	1010, rue Sherbrooke Ouest, bureau 1100, Montréal, QC, H3A 2R7
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE JOURNEY'S END, BEAUPORT JOURNEY'S END BEAUPORT AND COMPANY, LIMITED PARTNERSHIP	1990 01 26	9675, chemin Côte-de-Liesse bureau 105 Dorval, QC, H9P 1A3
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE JOURNEY'S END, SAINT-HYACINTHE JOURNEY'S END SAINT-HYACINTHE AND COMPANY, LIMITED PARTNERSHIP	1990 01 26	9675, chemin Côte-de-Liesse bureau 105 Dorval, QC, H9P 1A3
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE LE MOULIN DE LA TOURELLE	1990 01 30	315, boulevard René-Lévesque Est bureau 300 Montréal, QC, H2X 3P3

Raison sociale de la société	Date d'enregistrement	Lieu du principal établissement
LES VINGT FILMS, SOCIÉTÉ EN COMMANDITE ENR.	1990 01 19	870, rue Hodge, St-Laurent, District de Montréal
LES VINGT-ET-UN FILMS, SOCIÉTÉ EN COMMANDITE ENR.	1990 01 19	870, rue Hodge, St-Laurent, District de Montréal
LES VINGT-DEUX FILMS, SOCIÉTÉ EN COMMANDITE ENR.	1990 01 19	870, rue Hodge, St-Laurent, District de Montréal
LES VINGT-TROIS FILMS, SOCIÉTÉ EN COMMANDITE ENR.	1990 01 19	870, rue Hodge, St-Laurent, District de Montréal
LES VINGT-QUATRE FILMS, SOCIÉTÉ EN COMMANDITE ENR.	1990 01 19	870, rue Hodge, St-Laurent, District de Montréal
LES VINGT-CINQ FILMS, SOCIÉTÉ EN COMMANDITE ENR.	1990 01 19	870, rue Hodge, St-Laurent, District de Montréal
LES VINGT-SIX FILMS, SOCIÉTÉ EN COMMANDITE ENR.	1990 01 19	870, rue Hodge, St-Laurent, District de Montréal
LES VINGT-SEPT FILMS, SOCIÉTÉ EN COMMANDITE ENR.	1990 01 19	870, rue Hodge, St-Laurent, District de Montréal
LES VINGT-HUIT FILMS, SOCIÉTÉ EN COMMANDITE ENR.	1990 01 19	870, rue Hodge, St-Laurent, District de Montréal
LES VINGT-NEUF FILMS, SOCIÉTÉ EN COMMANDITE ENR.	1990 01 19	870, rue Hodge, St-Laurent, District de Montréal
LES TRENTE FILMS, SOCIÉTÉ EN COMMANDITE ENR.	1990 01 19	870, rue Hodge, St-Laurent, District de Montréal
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE MINIÈRE UNION III <i>UNION III MINING LIMITED PARTNERSHIP</i>	1990 02 09	5250, boulevard Décarie, 7 <sup>e</sup> étage, Montréal, QC, H3X 3Z6
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE VOLCAN — II	1990 01 19	822, rue Sherbrooke Est, bureau 120, Montréal, QC, H2L 1K4
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE VOLCAN — II	1990 01 19	822, rue Sherbrooke Est, bureau 120, Montréal, QC, H2L 1K4

*Le protonotaire adjoint  
de la Cour supérieure, district  
judiciaire de Montréal,  
CLAUDE LEBEAU*

**Formation**

Le protonotaire donne avis qu'en vertu de la Loi sur les déclarations des compagnies et sociétés, les déclarations de sociétés en commandite suivantes a été enregistrées à son bureau:

Raison sociale de la société	Date d'enregistrement	Lieu du principal établissement
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE CKL EN JAMAIQUE CKL IN JAMAICA THE LIMITED PARTNERSHIP	1989 12 28	1010, de la Gauchetière, 12 <sup>e</sup> étage, Montréal, QC, H3B 2P9
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE L'INSPECTEUR D'ATLANTICA	1989 12 28	1010, de la Gauchetière, 12 <sup>e</sup> étage, Montréal, QC, H3B 2P9
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE LE DEVIL EST DE RETOUR THE DEVIL IS BACK THE LIMITED PARTNERSHIP	1989 12 28	1010, de la Gauchetière, 12 <sup>e</sup> étage, Montréal, QC, H3B 2P9

*Le protonotaire adjoint  
de la Cour supérieure, district  
judiciaire de Montréal.  
CLAUDE LEBEAU*

1100

**Remplacement d'un commandité**

Le protonotaire donne avis qu'en vertu de la loi des déclarations sur les compagnies et sociétés, les sociétés en commandite suivantes ont remplacé un commandité:

Raison sociale de la société	Nouveau commandité	Commandité remplacé	Date d'enregistrement
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE 1010 STE-CATHERINE EST	GESTION 1010 STE-CATHERINE EST INC.	GESTION MC GREGOR INC.	1990 01 23
6965 DROLET, SOCIÉTÉ EN COMMANDITE	2745-3083 QUÉBEC INC.	LES INVESTISSEMENTS CASH FLOW MANA- GEMENT P.C.V. INC.	1990 02 09
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE B.G.	162718 CANADA INC.	MARIE-JOSÉE CORBEIL	1989 12 28
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE CINÉ-TÉLÉ XIX	163017 CANADA INC.	LES FILMS DE L'OISEAU TON- NERRE INC.	1989 12 15
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE CINÉ-TÉLÉ XXI	163017 CANADA INC.	LES FILMS DE L'OISEAU TON- NERRE INC.	1989 12 28
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE C.V.P. VIDÉO	391237 ALBERTA LTD	SOCIÉTÉ DE GESTION CINÉ- MATOGRAPHIQUE (R.G.) INC.	1989 12 15
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE CYCLOPE	164555 CANADA INC.	LES PRODUCTIONS VIA LE MONDE (DANIEL BERTO- LINO) INC.	1989 12 27

Raison sociale de la société	Nouveau commandité	Commandité remplacé	Date d'enregistrement
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE DEAD AIM	162718 CANADA INC.	MARC R. LABROSSE	1989 12 28
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE DÉSIRES NOIRS	163017 CANADA INC.	LES FILMS DE L'OISEAU TONNERRE INC.	1989 12 15
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE DIGGER	162718 CANADA INC.	MARIE-JOSÉE CORBEIL	1989 12 28
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE ENFANTS DU MONDE I	164555 CANADA INC.	LES PRODUCTIONS VIA LE MONDE (DANIEL BERTOLINO) INC.	1989 12 27
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE FILM-PRO	SOCIÉTÉ DE GESTION CINÉMATOGRAPHIQUE (R.G.) INC.	2737-6318 QUÉBEC INC.	1989 12 11
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE J.L. FRUND	LES FILMS OPIK INC.	MARC R. LABROSSE	1989 12 28
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE KNOCK OFF	162718 CANADA INC.	SANDER H. GIBSON	1989 12 28
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE LA DISGRACE	INVESTISSEMENTS FANNY LAURE INC.	2633-2692 QUÉBEC INC.	1990 01 22
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE L'AMANTE		SOCIÉTÉ DE GESTION CINÉMATOGRAPHIQUE (R.G.) INC.	1990 02 01
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE SAMEDI P.M.	GESTION CTYVON INC.	2632-2230 QUÉBEC INC.	1990 01 25
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE SANTÉ II	164555 CANADA INC.	LES PRODUCTIONS VIA LE MONDE (DANIEL BERTOLINO) INC.	1990 12 27
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE SCANNERS III	INVESTISSEMENTS FANNY LAURE INC.	2633-2718 QUÉBEC INC.	1990 01 22
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE SDA TÉLÉ CINÉMA VI	SDA COMMUNICATIONS INC.	PRODUCTIONS SDA LIMITÉE	1989 12 14
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE TECHNIQUES ROUTIÈRES	HELIOSCOM INC.	DISTRIBUTION KINEMA LTÉE	1989 12 08
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE THE GREAT EXPERIMENT	162718 CANADA INC.	SANDER H. GIBSON	1989 12 28
LA SOCIÉTÉ EN COMMANDITE SURPRISE SUR PRISE III	2625-9051 QUÉBEC INC.	LES PRODUCTIONS PRAM INC.	1989 12 28
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE MONEY	INVESTISSEMENTS FANNY LAURE INC.	2633-2700 QUÉBEC INC.	1990 01 22
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE NORMANDIE	2745-6615 QUÉBEC INC.	2332-8404 QUÉBEC INC.	1990 01 26
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE OBSESSION	162718 CANADA INC.	SANDER H. GIBSON	1989 12 28
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE PRODUCTION PALME D'OR	SOCIÉTÉ DE GESTION CINÉMATOGRAPHIQUE (R.G.) INC.	LES FILMS DE L'OISEAU TONNERRE INC.	1989 11 23

Raison sociale de la société	Nouveau commandité	Commandité remplacé	Date d'enregistrement
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE PSYCHIC	162718 CANADA INC.	MARC R. LABROSSE	1989 12 28
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE TROPICS	162718 CANADA INC.	SANDER H. GIBSON	1989 12 28
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE UN QUÉBÉCOIS À PARIS	INVESTISSEMENTS FANNY LAURE INC.	2633-1546 QUÉBEC INC.	1990 01 22
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE UNE HISTOIRE I	171811 CANADA INC.	LES PRODUCTIONS C.M. LUCA INC.	1990 01 23

*Le protonotaire adjoint  
de la Cour supérieure, district  
judiciaire de Montréal,  
CLAUDE LEBEAU*

1098

### Commanditaires

Le protonotaire donne avis qu'en vertu de la loi sur les déclarations des compagnies et sociétés, les sociétés en commandites suivantes ont apporté des modifications en ce qui a trait aux commanditaires.

Raison sociale de la société	Lieu du principal établissement	Date d'enregistrement des modifications
ARGONAL, SOCIÉTÉ EN COMMANDITE	1155, rue Sherbrooke ouest Montréal, QC, H3A 1H8	1990 01 03
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE B.G.	373, rue St-Paul ouest, bureau 200, Montréal, QC, H2Y 2A7	1989 12 28
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE CINÉ-PRO II	507, place d'Armes, bureau 1800, Montréal, QC, H2Y 2W8	1990 01 03
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE CINÉ-PRO III	507, place d'Armes, bureau 1800, Montréal, QC, H2Y 2W8	1990 01 03
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE CINÉ-PRO IV	507, place d'Armes, bureau 1800, Montréal, QC, H2Y 2W8	1990 01 03
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE CINÉ-PRO V	507, place d'Armes, bureau 1800, Montréal, QC, H2Y 2W8	1990 01 03
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE CINÉ-PRO VI	507, place d'Armes, bureau 1800, Montréal, QC, H2Y 2W8	1990 01 03
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE COLFOR	276, rue St-Jacques, bureau 1015, Montréal, QC, H2Y 1N3	1990 01 25

Raison sociale de la société	Lieu du principal établissement	Date d'enregistrement des modifications
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE C.V.P. VIDÉO	1253, McGill College, bureau 540, Montréal, QC, H3B 2Y5	1989 12 15
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE C.V.P. VIDÉO	1253, McGill College, bureau 540, Montréal, QC, H3B 2Y5	1990 02 08
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE DEAD AIM	373, rue St-Paul Ouest, bureau 200, Montréal, QC, H2Y 2A7	1989 12 28
DELAINE ET COMPAGNIE, SOCIÉTÉ EN COMMANDITE <i>DELAINE AND COMPANY, LIMITED</i>	1450 City Councillors local 520 Montréal, QC, H3A 2E6	1990 01 31
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE DIGGER	373, rue St-Paul Ouest, bureau 200, Montréal, QC, H2Y 2A7	1989 12 28
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE FIORIN	5125, rue Du Trianon bureau 330, Montréal, QC, H1M 2S5	1989 12 11
HYDROGÉNAL, SOCIÉTÉ EN COMMANDITE	1155, rue Sherbrooke Ouest, Montréal, QC, H3A 1H8	1990 01 03
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE J.L. FRUND	4100, Grande Coulée St-Édouard, QC, J0K 2H0	1989 12 28
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE KNOCK OFF	373, rue St-Paul Ouest, bureau 200, Montréal, QC, H2Y 2A7	1989 12 28
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE LA DISGRÂCE	1207, St-André, 4 <sup>e</sup> étage, Montréal, QC, H2L 3S8	1990 01 22
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE LE COLBERT, <i>LE COLBERT, AND COMPANY, LIMITED</i>	1255, boulevard Laird, local 188 Mont Royal, QC, H3P 2T1	1990 01 15
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE MONEY	1207, St-André, 4 <sup>e</sup> étage, Montréal, QC, H2L 3S8	1990 01 22
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE OBSESSION	373, rue St-Paul Ouest, bureau 200, Montréal, QC, H2Y 2A7	1989 12 28
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE PSYCHIC	373, rue St-Paul Ouest, bureau 200, Montréal, QC, H2Y 2A7	1989 12 28

Raison sociale de la société	Lieu du principal établissement	Date d'enregistrement des modifications
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE SCANNERS III	1207, St-André, 4 <sup>e</sup> étage Montréal, QC, H2L 3S8	1990 01 22
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE THE GREAT EXPERIMENT	373, rue St-Paul Ouest, bureau 200, Montréal, QC, H2Y 2A7	1989 12 28
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE TROPICS	373, rue St-Paul Ouest, bureau 200, Montréal, QC, H2Y 2A7	1989 12 28
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE UN QUÉBÉCOIS À PARIS	1207, St-André, 4 <sup>e</sup> étage, Montréal, QC, H2L 3S8	1990 01 22
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE 1010 STE-CATHERINE EST	300, boulevard Laurentien, bureau 105, Saint-Laurent, QC, H4M 1L4	1990 01 23

*Le protonotaire adjoint  
de la Cour supérieure, district  
judiciaire de Montréal.*  
CLAUDE LEBEAU

1105

## Ministères — Avis concernant les

### Affaires municipales

#### Divers

#### Régie intermunicipale de l'eau potable Varennes, Sainte-Julie, Saint-Amable

Avis est donné que le ministre des Affaires municipales a, conformément à l'article 468.11 de la Loi sur les cités et villes et à l'article 580 du Code municipal, modifié le décret du 9 juin 1980 constituant la Régie des services d'eau de Varennes le tout suivant l'entente intermunicipale signée le 13 février 1990 par la ville de Varennes, la ville de Sainte-Julie et la municipalité de Saint-Amable, autorisée par les Règlements numéros 416, 633 et 210-90, telle qu'approuvée par le ministre des Affaires municipales le 26 février 1990.

Le nom de cette régie sera désormais « Régie intermunicipale de l'eau potable Varennes, Sainte-Julie, Saint-Amable ».

Conformément aux dispositions des articles 468.11 et 580, la modification au décret constituant cette régie intermunicipale entre en vigueur le jour de la publication du présent avis à la *Gazette officielle du Québec*.

1108

*Le sous-ministre,*  
FLORENT GAGNÉ

#### Régie intermunicipale des loisirs de Sainte-Thècle

Avis est donné que le ministre des Affaires municipales a, conformément à l'article 618 du Code municipal (L.R.Q., c.

C-27.1), prononcé en vertu d'un décret le 22 février 1990 la dissolution de la Régie intermunicipale des loisirs de Sainte-Thècle et confirmé le transfert de l'actif et du passif de la Régie à la municipalité de Sainte-Thècle.  
Québec, le 22 février 1990

1108

*Le sous-ministre,*  
FLORENT GAGNÉ

#### Avis relatif à la rémunération et à l'allocation de dépenses des élus municipaux

Loi sur le traitement des élus municipaux  
(L.R.Q., c. T-11.001, aa. 5, 12, 13, 16 et 22)

#### 1. INDEXATION DE LA RÉMUNÉRATION PRÉVUE PAR UN RÉGLEMENT MUNICIPAL (a. 5)

Pour l'exercice financier de 1990, le pourcentage correspondant au taux d'augmentation de l'indice des prix à la consommation pour le Canada, calculé conformément à l'article 5 de la Loi sur le traitement des élus municipaux (L.R.Q., c. T-11.001), est de 5,1 %.

Toute rémunération d'un élu municipal applicable le 31 décembre 1989 en vertu d'un règlement municipal en vigueur à cette date et prévoyant l'indexation est augmentée de 5,1 % depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1990, compte tenu de l'arrondissement du montant au plus proche multiple de 10.

#### 2. MINIMUM DE LA RÉMUNÉRATION ANNUELLE BASÉE SUR LA POPULATION (a. 12)

Pour l'exercice financier de 1990, les montants par habitant applicables à chaque tranche de population d'un municipalité qui servent, conformément à l'article 12 de la Loi sur le traitement des élus municipaux, à établir la rémunération annuelle minimale de son maire basée sur la population sont les suivants:

1° 1 à 5 000 habitants:	0,750 \$;
2° 5 001 à 15 000 habitants:	0,673 \$;
3° 15 001 à 50 000 habitants:	0,417 \$;
4° 50 001 à 100 000 habitants:	0,181 \$;
5° 100 001 à 300 000 habitants:	0,074 \$;
6° 300 001 habitants et plus :	0,004 \$.

### 3. MAXIMUM DE L'EXCÉDENT DE LA RÉMUNÉRATION ANNUELLE LORSQUE LA POPULATION EST MAJORÉE EN FONCTION DES MAISONS DE VILLÉGIATURE (a. 13)

Pour l'exercice financier de 1990, le maximum de l'excédent de la rémunération annuelle minimale d'un maire, qui découle d'un calcul basé sur la population de la municipalité majorée en fonction du nombre de maisons de villégiature conformément à l'article 13 de la Loi sur le traitement des élus municipaux, est de 1 610 \$.

### 4. MINIMUM DE LA RÉMUNÉRATION ANNUELLE SANS ÉGARD À LA POPULATION (a. 16)

Pour l'exercice financier de 1990, le minimum de la rémunération annuelle sans égard à la population de la municipalité, prévu à l'article 16 de la Loi sur le traitement des élus municipaux, est de 2 100 \$ pour un maire et de 700 \$ pour un conseiller.

### 5. MAXIMUM DE L'ALLOCATION DE DÉPENSES (a. 22)

Pour l'exercice financier de 1990, le maximum de l'allocation de dépenses ou, selon le cas, du total de ces allocations d'un élu municipal, prévu à l'article 22 de la Loi sur le traitement des élus municipaux, est de 10 072 \$.

Québec, le 22 février 1990

*Le ministre des Affaires municipales,*  
YVON PICOTTE

1108

## Enseignement supérieur, de la Science

### Collège d'enseignement général et professionnel Beauce-Appalaches

Avis est donné qu'en vertu de l'article 2 de la Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel (L.R.Q., c. C-29), des lettres patentes ont été accordées le 17 janvier 1990 instituant le Collège d'enseignement général et professionnel Beauce-Appalaches.

*Le sous-ministre de  
l'Enseignement supérieur  
et de la Science,*  
MARCEL GILBERT

1107

## Office de la langue française

### Avis de normalisation

#### Office de la langue française

##### *Avis de normalisation*

Conformément à l'article 118 de la Charte de la langue française, l'emploi des termes et expressions normalisés par l'Office de la langue française devient obligatoire dans les textes, les documents et l'affichage émanant de l'Administration, dans les contrats auxquels elle est partie, dans les ouvrages d'enseignement, de formation ou de recherche publiés en français au Québec et approuvés par le ministre de l'Éducation ou par le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science. Avis public est donné que l'Office de la langue française, à sa séance ordinaire du 15 décembre 1989, a normalisé le terme qui suit:

#### Commission de toponymie

Conformément à l'article 125c de la Charte de la langue française, la Commission de toponymie doit établir et normaliser la terminologie géographique, en collaboration avec l'Office de la langue française.

**place**, n.f. Espace découvert et assez vaste, sur lequel débouche ou que traversent ou contournent une ou plusieurs voies de communication et qui, parfois, est entouré de constructions ou peut comporter un monument, une fontaine, des arbres ou autres éléments de verdure.

Notes. 1. La place est souvent désignée par une fonction urbaine (place de la Gare, place du Marché, place du Manège...) et elle est fréquemment dédicatoire (place Royale).

2. Au Québec, **place** constitue l'équivalent français de l'anglais **square**.

3. L'usage qui consiste à désigner par le mot *place* un immeuble ou un ensemble d'immeubles, commerciaux ou autres, est fautif.

Cet avis vient remplacer l'avis paru le 4 octobre 1980.

*Le secrétaire de l'Office  
de la langue française,*  
GILLES-L. RACINE

1095

## Projet de loi d'intérêt privé — Avis de présentation d'un

### Ville de Longueuil

Avis est donné par la ville de Longueuil qu'elle présentera au Parlement du Québec un projet de loi d'intérêt privé ayant pour objet:

— De conférer à la Cour municipale de Longueuil un statut légal semblable à celui de la Cour municipale de Laval.

— De permettre l'émission de billets d'assignation pour toute infraction à un règlement municipal.

— De permettre l'émission de billets d'assignation par des préposés à l'application des règlements municipaux.

— De permettre le remorquage et le remisage par la ville des véhicules automobiles stationnés en contravention de tous règlements municipaux, et ce aux frais de son propriétaire.

— D'accroître les pouvoirs de réglementation de la ville sur la distribution de dépliant ou autres imprimés.

— De permettre la réglementation du stationnement sur les terrains propriétés de la ville.

— De permettre l'attribution à certaines personnes du droit exclusif de stationner sur certaines rues.

— De permettre le versement de subventions à la rénovation urbaine sur l'ensemble du territoire de la ville.

— De modifier les valeurs en deçà ou au-dessus desquelles l'adjudication de contrats municipaux doit se faire par voie d'invitation ou de soumission publique.

— D'octroyer à la ville certains pouvoirs d'expropriation aux fins de remembrement de lots.

Toute personne qui a des motifs d'intervenir sur ce projet de loi d'intérêt privé doit en informer le directeur de la législation de l'Assemblée nationale du Québec.

Longueuil, le 1<sup>er</sup> mars 1990

*Les procureurs de la ville,*

65750

DUNTON, RAINVILLE, TOUPIN & PERRAULT

## Qualité de l'environnement — Loi sur la

### Projet d'élimination d'un passage à niveau sur la route 132 à Escuminac

Avis est donné en vertu des dispositions de l'article 6.3 de la Loi sur la qualité de l'Environnement (L.R.Q., c. Q-2), je donne avis au président du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement, 12, rue Sainte-Anne Québec, d'enquêter sur le projet d'élimination d'un passage à niveau sur la route 132 à Escuminac comté de Bonaventure qui fera l'objet d'une demande d'un certificat d'autorisation conformément à l'article 31.1 de la Loi sur la qualité de l'environnement.

Je demande au bureau d'audiences publiques sur l'environnement de préparer le dossier pour l'enquête qui s'échelonnera sur un mois avec possibilité de prolongation et de mandater un commissaire à cet effet.

Sainte-Foy, le 22 février 1990

*Le ministre de l'environnement,*  
Pierre Paradis

1106

## Sociétés agricoles et laitières — Loi sur les

### Cercle d'amélioration du bétail d'Abitibi-Est

Avis est donné que le gouvernement a, par décret, autorisé la formation d'une société agricole et laitière sous le nom de « Cercle d'amélioration du bétail d'Abitibi-Est », avec siège social dans la municipalité de Saint-Félix-de-Dalquier en la M.R.C. d'Abitibi, conformément à la Loi sur les sociétés agricoles et laitières (L.R.Q., c. S-23).

*Le ministre de l'Agriculture, des  
Pêcheries et de l'Alimentation,*

MICHEL PAGÉ

1092

### Cercle d'amélioration du bétail d'Abitibi-Ouest

Avis est donné que le gouvernement a, par décret, autorisé la formation d'une société agricole et laitière sous le nom de « Cercle d'amélioration du bétail d'Abitibi-Ouest », avec siège social dans la municipalité de Sainte-Germaine-Boulé en la M.R.C. d'Abitibi-Ouest, conformément à la Loi sur les sociétés agricoles et laitières (L.R.Q., c. S-23).

*Le ministre de l'Agriculture, des  
Pêcheries et de l'Alimentation,*

MICHEL PAGÉ

1092

### Cercle d'amélioration du Bétail de Deux-Montagnes

Avis est donné que le gouvernement a, par décret, autorisé la formation d'une société agricole et laitière sous le nom de « Cercle d'amélioration du Bétail de Deux-Montagnes », avec siège social dans la municipalité de la ville de Mirabel en la M.R.C. de Mirabel, conformément à la Loi sur les sociétés agricoles et laitières (L.R.Q., c. S-23).

*Le ministre de l'Agriculture, des  
Pêcheries et de l'Alimentation,*

MICHEL PAGÉ

1092

### Cercle d'amélioration du Bétail de Témiscamingue

Avis est donné que le gouvernement a, par décret, autorisé la formation d'une société agricole et laitière sous le nom de « Cercle d'amélioration du Bétail de Témiscamingue », avec siège social dans la municipalité de Notre-Dame-du-Nord en la M.R.C. de Témiscamingue, conformément à la Loi sur les sociétés agricoles et laitières (L.R.Q., c. S-23).

*Le ministre de l'Agriculture, des  
Pêcheries et de l'Alimentation,*

MICHEL PAGÉ

1092

## Ventes par shérif

AVIS PUBLIC est, par la présente, donné que les terres et héritages sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs mentionnés plus bas.

### Abitibi

Ordonnance de saisie et vente immobilière  
Canada — Province de Québec  
Cour supérieure — District d'Abitibi  
Nos 615-05-000034-896  
615-18-000001-906

**TREMBLAY & FRÈRES (ÉVAIN) LTÉE**, corporation légalement constituée, ayant un bureau au 97, boulevard Lamaque, Val-d'Or, district d'Abitibi, partie demanderesse, contre JEAN-PIERRE AUBUT, résidant et domicilié au 951, boulevard Saint-René Ouest, route rurale no 1, Gatineau, district de Hull, défendeur, et LE RÉGISTRATEUR de la division d'enregistrement d'Abitibi, 552, 1<sup>re</sup> Avenue Ouest, Amos, district d'Abitibi, mis en cause.

« Un immeuble situé à Val-Senneville, connu et désigné comme étant le lot numéro trente-huit de la subdivision officielle du lot originaire numéro onze (11-38), aux plan et livre de renvoi officiels du rang Deux (II), canton de Senneville; avec bâtisses, circonstances et dépendances y érigées. »

La mise à prix est fixée à 5 750,00 \$, que l'adjudicataire devra verser au shérif, en argent ou par chèque visé à l'ordre du shérif du district d'Abitibi, au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau du shérif, palais de justice de Val-d'Or, salle numéro trois, 900, 7<sup>e</sup> Rue, le LUNDI VINGT-TROISIÈME jour d'AVRIL 1990 à QUATORZE heures.

*Le shérif adjoint,*  
DENISE BILODEAU

Bureau du shérif  
Cour supérieure  
Val-d'Or, le 22 février 1990 65648

### Bedford

Ordonnance de saisie et vente immobilière  
Canada — Province de Québec  
Cour supérieure — District de Bedford  
No 460-02-000169-898  
S. 455-18-000001-907

**LES PUISATIERS ST-ALPHONSE (1987) INC.**, corporation légalement constituée, ayant son siège social au 376, chemin Roxton à Granby, partie demanderesse, contre ULLA TISSARI, domiciliée à Dunkin, Mansonville, partie défenderesse, et LE RÉGISTRATEUR de la division d'enregistrement de Brome, 15, chemin Saint-Paul, Knowlton, district de Bedford, mis en cause.

« Un immeuble connu et désigné comme étant la subdivision officielle numéro cinq du lot originaire cent quarante-neuf (149-5) du village de Mansonville, division d'enregistrement de Brome; avec bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances. »

Sous réserve du droit de rétention prévu à l'article 689 du C.P.C., le montant minimal que l'adjudicataire devra verser au moment de l'adjudication, soit en argent, soit par chèque certifié fait au nom du shérif du district de Bedford, conformément à l'article 670e du Code de procédure civile, est fixé à la somme de 13 685,00 \$, représentant 25 % de l'évaluation municipale, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales, soit 1.61, en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives (1979, c. 71).

Pour être vendu au bureau de la division d'enregistrement de Brome, 15, chemin Saint-Paul, Knowlton, le MERCREDI VINGT-CINQUIÈME jour d'AVRIL 1990 à QUATORZE heures.

*Le shérif adjoint,*  
Francine Nadeau

Bureau du shérif  
Cour supérieure  
Cowansville, le 21 février 1990 65696

### Hull

Bref de saisie-exécution immobilière  
Canada — Province de Québec  
Cour supérieure — District de Hull  
No 550-18-001367-891

**CORPORATION MUNICIPALE DU CANTON DE HULL, PARTIE OUEST**, partie demanderesse, contre JOSEPH VIAU, partie défenderesse.

Désignation

« Une parcelle de terrain étant une partie du lot originaire 15A dans le rang 11 au cadastre officiel du canton de Hull, QC. Cette partie du lot peut être décrite plus particulièrement comme suit: de figure parallélogrammique, bornée vers le nord par le lot 15A partie (chemin Pelletier), vers l'est, le sud et l'ouest par d'autres parties du lot 15A. Mesurant 10,67 m vers le nord et le sud, et 64,01 m vers l'est et l'ouest. Son coin sud-est situé à 117,34 m à l'ouest du coin nord-ouest du lot 15A-33, mesurés dans le prolongement de la limite sur un plan préparé par Richard Fortin, arpenteur géomètre le 10 mars 1988, sa minute (F-88) 1606. La superficie fait 681 m<sup>2</sup>. »

Le montant minimum que l'adjudicataire devra verser au moment de l'adjudication est de cent quatre-vingt-dix dollars et cinquante cents (190,50 \$). Ce montant minimum, fixé par le shérif, est égal à vingt-cinq pour cent (25 %) de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives (1979, c. 27). Ce montant devra être payé, soit en argent, soit par chèque visé à l'ordre du ministre des Finances et au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Hull, 170, rue Hôtel-de-Ville, Hull, QC, le VINGT-SEPTIÈME jour d'AVRIL 1990 à ONZE heures.

*Le shérif adjoint,*  
GÉRARD LACROIX

Bureau du shérif  
Cour supérieure  
Hull, le 23 février 1990 65730

Bref de saisie-exécution immobilière  
Canada — Province de Québec  
Cour supérieure — District de Hull  
No 550-18-001373-899

**T**HE BANK OF NOVA SCOTIA, partie demanderesse, contre ANTONIO BELLAÏ, partie défenderesse.

Désignation

« 3. La moitié indivise d'un immeuble de forme irrégulière désigné comme étant la partie est du lot quatre cent huit (ptie E. 408), aux plan et livre de renvoi officiels du quartier cinq (q. V) de la cité de Hull, mesurant douze mètres et douze centièmes le long de la rue Verdun sur vingt mètres et onze centièmes le long de la rue Dollard (12,12 × 20,11 mètres), plus ou moins, bornée comme suit: à l'ouest par la partie ouest du lot quatre cent huit, propriété de Léon Binet ou représentants, à l'est par la rue Dollard, au sud par la limite sud dudit lot et au nord par la rue Verdun; avec toutes les bâtisses y dessus érigées, circonstances et dépendances y annexées. »

Le montant minimum que l'adjudicataire devra verser au moment de l'adjudication est de sept mille neuf cent vingt-huit dollars et cinquante cents (7 928,50 \$). Ce montant minimum, fixé par le shérif, est égal à vingt-cinq pour cent (25 %) de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives (1979, c. 27). Ce montant devra être payé, soit en argent, soit par chèque visé à l'ordre du ministre des Finances et au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Hull, 170, rue Hôtel-de-Ville, Hull, QC, le VINGT-SIXIÈME jour d'AVRIL 1990 à ONZE heures.

*Le shérif adjoint,*  
GÉRARD LACROIX

Bureau du shérif  
Cour supérieure  
Hull, le 13 février 1990

65649

Bref de saisie-exécution immobilière  
Canada — Province de Québec  
Cour supérieure — District de Hull  
No 550-18-001373-899

**T**HE BANK OF NOVA SCOTIA, partie demanderesse, contre ANTONIO BELLAÏ, partie défenderesse.

Désignation

« 2. La moitié indivise d'un immeuble connu et désigné comme étant la partie nord du lot numéro quatre cent quinze (ptie N. 415) du cadastre pour le quartier numéro cinq (V) de la cité de Hull; avec toutes les bâtisses érigées sur ledit terrain, circonstances et dépendances y annexées, et étant bornée comme suit: au nord par le lot quatre cent huit (408), à l'est par la rue Dollard, au sud par partie sud dudit lot quatre cent quinze (ptie S. 415), à l'ouest par partie du lot quatre cent quatorze (ptie 414); avec droit de passage ayant douze pieds de largeur, et tel qu'existant entre les bâtisses portant les numéros d'immeuble 153 et 155, rue Dollard, cité de Hull, et créé aux termes du testament de feu Joseph Lafontaine, passé devant Me F.A. Labelle, le 26 janvier 1928. »

Le montant minimum que l'adjudicataire devra verser au moment de l'adjudication est de deux mille quatre cent onze dollars et trente-huit cents (2 411,38 \$). Ce montant minimum, fixé par le shérif, est égal à vingt-cinq pour cent (25 %) de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives (1979, c. 27). Ce montant devra être payé, soit en argent, soit par chèque visé à l'ordre du ministre des Finances et au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Hull, 170, rue Hôtel-de-Ville, Hull, QC, le VINGT-SIXIÈME jour d'AVRIL 1990 à DIX heures.

*Le shérif adjoint,*  
GÉRARD LACROIX

Bureau du shérif  
Cour supérieure  
Hull, le 13 février 1990

65650

### Iberville

Bref de saisie-exécution immobilière  
Canada — Province de Québec  
Cour supérieure — District d'Iberville  
Nos 455-05-000100-896  
755-18-000001-900

**L**A CAISSE POPULAIRE DE NOTRE-DAME DE STANBRIDGE, partie demanderesse, contre LUC BUFFE et MARIE-PAULE LAFRENIÈRE, partie défenderesse, et LE RÉGISTRATEUR du bureau d'enregistrement de la division de Saint-Jean.

Désignation

« Un terrain situé dans la municipalité de la paroisse de Sainte-Anne-de-Sabrevois, connu et désigné comme étant les lots numéros cinquante-quatre et cinquante-cinq de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent trois (103-54, 103-55) du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Georges-de-Henryville, division d'enregistrement d'Iberville; avec les constructions y érigées, circonstances et dépendances. Avec les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble. »

Évaluation uniformisée: 81 885,00 \$.

Le montant minimum que l'adjudicataire devra verser audit shérif, en argent ou par chèque visé au moment de l'adjudication, est fixé à 25 % de l'évaluation, soit 20 471,25 \$, compte tenu du facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Saint-Jean-sur-Richelieu, 320, boulevard Séminaire, Saint-Jean-sur-Richelieu, QC, le DIX-SEPTIÈME jour d'AVRIL 1990 à ONZE heures.

*La shérif,*  
SUZANNE BUSSIÈRES

Bureau du shérif  
Cour supérieure  
Saint-Jean-sur-Richelieu, le 20 février 1990

65752

**Joliette**

Saisie-exécution immobilière

Canada — Province de Québec

Cour du Québec — District de Joliette

Nos 705-18-000026-894

705-02-001938-885

**C**ORPORATION MUNICIPALE DE LAC-PARÉ, partie demanderesse, contre DÉPANNEUR ANDRÉ LALONDE INC., partie défenderesse, et LE RÉGISTRATEUR de la division d'enregistrement de Montcalm, mis en cause.

Bloc 1:

« Les lots 19-58, 19-60, 19-61, 19-62, 19-63, 19-64, 19-65, 19-66, 19-68, 19-70, 19-71, 19-72, 19-73, 19-74, 19-75, 19-76, 19-77, 19-78, 19-79, 19-80, 19-82, 19-84, 19-86, 19-87, 19-88, 19-89, 19-90, 19-92, 19-95, 19-102, 19-104, 19-105, 19-106, 19-108, 19-109, 19-110, 19-111, 19-112, 19-113, 19-115, 19-116, 19-117, 19-119, 19-121, 19-122, 19-123, 19-124, 19-125, 19-126, 19-127, 19-129, 19-130, 19-131, 19-132, 19-133, 19-134, 19-135, 19-136, 19-137, 19-139, 19-140, 19-141, 19-143, 19-147, 19-148, 19-149, 19-150, 19-151, 19-152, 19-154, 19-156, 19-157, 19-158, 19-159, 19-160, 19-162, 19-164, 19-165, rang 7, aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Chertsey, division d'enregistrement de Montcalm. »

Bloc 2:

« Les lots 19-5, 19-7, 19-8, 19-9, 19-10, 19-11, 19-12, 19-13, 19-15, 19-16, 19-17, 19-18, 19-19, 19-21, 19-23, 19-24, 19-25, 19-26, 19-27, 19-28, 19-29, 19-30, 19-31, 19-33, 19-35, 19-36, 19-38, 19-39, 19-41, 19-42, 19-44, 19-46, 19-47, 19-50, 19-51, 19-52, 19-54, 19-56, 19-602, 19-603, 19-604, 19-605, 19-606, 19-607, 19-608, 19-609, 19-610, 19-611, 19-612, 19-613, 19-620, 19-621, 19-622, 19-623, 19-625, 19-626, 19-627, 19-628, rang 7, aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Chertsey, division d'enregistrement de Montcalm. »

Bloc 3:

« Les lots 19-166, 19-167, 19-168, 19-169, 19-171, 19-172, 19-173, 19-178, 19-179, 19-180, 19-182, 19-183, 19-184, 19-185, 19-198, 19-204, 19-206, 19-207, 19-208, 19-209, 19-210, 19-211, 19-212, 19-213, 19-214, 19-215, 19-224, 19-225, 19-226, 19-228, 19-229, 19-230, 19-237, 19-238, 19-239, 19-240, 19-241, 19-354, 19-355, 19-360, 19-361, 19-362, 19-402, 19-403, 19-407, 19-408, 22-150, 22-152, 23-289, 24-174, 24-175, 24-179, 24-180, 24-205, 24-206, 24-207, 24-208, 24-209, 24-210, 24-3, 24-382 du rang 7, aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Chertsey, division d'enregistrement de Montcalm et les lots 19-92, 19-93, 19-94, 20-53, 20-54, 20-55, 20-60, 21-34 du rang 8, aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Chertsey, division d'enregistrement de Montcalm. »

Le montant minimal que l'adjudicataire devra verser au moment de l'adjudication, soit en argent, soit par chèque visé au nom du shérif de Joliette, est fixé, pour le bloc 1 à 3 116,40 \$, pour le bloc 2 à 2 151,80 \$, pour le bloc 3 à 3 225,58 \$, représentant 10 % de l'évaluation municipale, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales, tel qu'édicté par jugement de la Cour supérieure du Québec.

Pour être vendu aux enchères au bureau de la division d'enregistrement de Montcalm, 1532, rue Albert, Sainte-Julienne, le DIX-NEUVIÈME jour d'AVRIL 1990 à ONZE heures, jusqu'à la fin des trois (3) ventes.

*Le shérif adjoint,*  
GAËTAN LAFONTAINE

Bureau du shérif

Cour supérieure

Joliette, le 20 février 1990

65681

Saisie-exécution immobilière

Canada — Province de Québec

Cour du Québec — District de Joliette

Nos 705-02-001359-892

705-18-000005-906

**C**ORPORATION MUNICIPALE DE SAINT-ALPHONSE-DE-RODRIGUEZ, partie demanderesse, contre RÉAL DESAUTELS, partie défenderesse, et LE RÉGISTRATEUR de la division d'enregistrement de Joliette, mis en cause.

« Un emplacement situé dans le Troisième Rang, canton de Cathcart, connu et désigné comme étant la subdivision numéro trois cent quarante et un du lot originaire numéro vingt (20-341), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Alphonse-de-Rodriguez, comté de Joliette, avec le chalet d'été dessus construit. Tel que le tout se trouve actuellement. »

Le montant minimal que l'adjudicataire devra verser au moment de l'adjudication, soit en argent, soit par chèque visé au nom du shérif de Joliette, est fixé à la somme de 4 200,00 \$, représentant 25 % de l'évaluation municipale, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales.

Pour être vendu aux enchères au bureau de la division d'enregistrement de Joliette, 577, Notre-Dame, Joliette, le DEUXIÈME jour de MAI 1990 à DOUZE heures.

*Le shérif adjoint,*  
GAËTAN LAFONTAINE

Bureau du shérif

Cour supérieure

Joliette, le 27 février 1990

65753

Saisie-exécution immobilière

Canada — Province de Québec

Cour du Québec — District de Joliette

Nos 705-02-001485-887

705-18-000011-904

**C**ORPORATION MUNICIPALE DE SAINTE-JULIENNE, partie demanderesse, contre JOCELYNE VALADE et CLAUDE DUBREUIL, partie défenderesse, et LE RÉGISTRATEUR de la division d'enregistrement de Montcalm, mis en cause.

« Un immeuble situé à Sainte-Julienne et composé de la façon suivante:

1. Un terrain de figure irrégulière, terrain désigné comme étant la subdivision officielle numéro quatre du lot originaire numéro quatre cent cinquante-neuf (459-4) au cadastre officiel de

la paroisse de Sainte-Julienne; mesurant vingt-huit mètres et soixante-treize centièmes (28,73 m) vers le nord-est, neuf mètres et quarante et un centièmes (9,41 m), douze mètres et trente-sept centièmes (12,37 m) vers l'est, trente-deux mètres et sept centièmes (32,07 m) vers le sud-ouest, dix-neuf mètres et deux centièmes (19,02 m) vers l'ouest; borné vers le nord-est par une partie du lot 459, vers l'est par le lot 459-5 (rue), vers le sud-ouest par le lot 457-4 et vers l'ouest par le lot 459-3.

2. Un terrain de figure irrégulière, désigné comme étant la subdivision officielle numéro quatre du lot originaire numéro quatre cent cinquante-sept (457-4) au cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Julienne; mesurant trente-deux mètres et sept centièmes (32,07 m) vers le nord-est, sept mètres et trente-six centièmes (7,36 m) vers l'est, douze mètres et trente-neuf centièmes (12,39 m) le long d'une courbe ayant un rayon de six mètres et dix centièmes (6,10 m) vers le sud, vingt mètres et soixante-quatre centièmes (20,64 m) vers le sud-ouest, seize mètres et trente-huit centièmes (16,38 m) vers l'ouest; borné vers le nord-est par le lot 459-4, vers l'est par le lot 457-8 (rue), vers le sud par le lot 457-7 (rue), vers le sud-ouest par le lot 457-7 (rue) et vers l'ouest par le lot 457-3.

Cet immeuble a une superficie totale de neuf cent soixante et un, sept mètres carrés (961,7 m<sup>2</sup>). »

Le montant minimal que l'adjudicataire devra verser au moment de l'adjudication, soit en argent, soit par chèque visé au nom du shérif de Joliette est fixé à la somme de 184,59 \$, représentant 25 % de l'évaluation municipale, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales.

Pour être vendu aux enchères au bureau de la division d'enregistrement de Montcalm, 1532, rue Albert, Sainte-Julienne, le VINGT-CINQUIÈME jour d'AVRIL 1990 à DOUZE heures.

*Le shérif adjoint,*  
GAËTAN LAFONTAINE

Bureau du shérif  
Cour supérieure  
Joliette, le 26 février 1990

65731

### Labelle

Canada — Province de Québec  
Cour du Québec — Chambre civile — District de Terrebonne  
No 700-02-000423-898  
S. 560-18-000042-890

**MUNICIPALITÉ DE LAC-NOMINGUE**, corporation légalement constituée, ayant un bureau sis à route 321 en la municipalité de Lac-Nomingué, district de Labelle, partie demanderesse, contre LESLIE MEAD, d'adresse inconnue, partie défenderesse, et bureau d'enregistrement de la division de Labelle, 440, boulevard Paquette, Mont-Laurier, QC, J9L 1K6, mis en cause.

La description de l'immeuble qui sera vendu est la suivante:

« Un immeuble situé dans le canton de Loranger, comté de Labelle, connu et désigné comme faisant partie du lot numéro 67-A, rang Un, aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de Loranger, division d'enregistrement de Labelle. Ledit immeuble vendu mesure cent cinquante pieds (150 pi) de largeur le long de la nouvelle route 11 menant à Mont-Laurier, par la même largeur en arrière, dans sa ligne ouest, par une profondeur de trois cents

pieds (300 pi) partant de ladite nouvelle route 11, côté ouest de ladite route. La ligne sud dudit morceau de terrain présentement vendu est une ligne droite parallèle à la ligne de division du résidu de la propriété appartenant à M. Stanislaw Tkaczewski, et de cette même ligne sud située à environ mille cent pieds (1 00 pi) vers le nord avec l'intersection de la nouvelle route numéro 11 et avec le chemin public menant au lac Nomingue, cette dernière mesure étant prise le long de ladite nouvelle route. Ledit emplacement présentement vendu est borné devant, vers l'est, par la nouvelle route numéro 11 Montréal/Mont-Laurier, vers l'ouest et d'un côté, vers le sud, par le résidu de la propriété de Klaus Stahl et formant une partie dudit lot 67-A, rang Un, canton de Loranger; et de l'autre côté, vers le nord, par le résidu de la propriété appartenant à M. Stanislaw Tkaczewski. Tel que le tout se trouve actuellement. »

La mise à prix est fixée à 2 193,00 \$, soit 25 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation municipale de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives, que l'adjudicataire devra verser au shérif, en argent ou par chèque visé à l'ordre du shérif du district de Labelle, au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de la division de Labelle, 440, boulevard Paquette, Mont-Laurier, QC, le DEUXIÈME jour de MAI 1990 à DIX heures.

*La shérif adjointe,*  
FRANCE GOUGEON

Bureau du shérif  
Cour supérieure  
Mont-Laurier, le 21 février 1990

65732

### Québec

Ordonnance de saisie et vente immobilière  
Canada — Province de Québec  
Cour supérieure — District de Québec  
C.S.Q. 200-05-000739-891  
S. 200-18-000107-894

**LA CAISSE POPULAIRE DE SAINTE-CROIX**, société régie par la Loi sur les caisses d'épargne et de crédit, ayant son siège social au 6335, rue Principale à Sainte-Croix, représentée aux fins des présentes par l'Office du crédit agricole du Québec, corporation régie par la Loi sur le financement agricole, ayant son siège social au 1020, route de l'Église, ville de Sainte-Foy, district de Québec, G1V 4P2, demanderesse, contre FERNAND BÉDARD, domicilié au 6377, rue Principale à Sainte-Croix, district de Québec, défendeur.

« Un immeuble avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances étant le commerce de l'emprunteur et portant le numéro d'immeuble 6371, rue Principale, Sainte-Croix, comté de Lotbinière, QC, connu et désigné comme étant une partie du lot originaire numéro cent dix-sept (ptie 117) du cadastre officiel pour la paroisse de Sainte-Croix, division d'enregistrement de Lotbinière, mesurant, plus ou moins, vingt-deux mètres et quarante-deux centièmes (22,42 m, soit 73,55 pi) en front le long de la rue Principale, sur toute la profondeur qu'il y a à aller au lot 130 du susdit cadastre situé au sud-ouest du présent immeuble et borné comme suit: vers le nord-est par la rue Principale,

vers le sud-est par une autre partie dudit lot 117, propriété de monsieur Montambault ou représentants, vers le sud-ouest par le lot 130 du susdit cadastre, propriété de l'emprunteur, lequel sera désigné à l'item 2 ci-après et vers le nord-ouest par une autre partie dudit lot 117, propriété de l'emprunteur. Le tout avec circonstances et dépendances, comprenant les serres dessus construites avec leur équipement.

Une parcelle de terrain de figure irrégulière, située en la municipalité de Sainte-Croix, comté de Lotbinière, QC, connue et désignée comme étant une partie du lot originaire numéro cent trente (ptie 130) du cadastre officiel pour la paroisse de Sainte-Croix, division d'enregistrement de Lotbinière, mesurant, mesures anglaises et plus ou moins, quatre cent six pieds (406 pi) au nord-est, cent cinquante et un pieds (151 pi) au sud-est et nord-ouest et quatre cent trente-deux pieds (432 pi) au sud-ouest et bornée comme suit: vers le nord-est par les parties du lot originaire numéro 117 du susdit cadastre, respectivement propriétés de Louis Montambault ou représentants, l'emprunteur (deux parcelles du lot 117), à Adalbert Laroche ou représentants et par le lot originaire 127 du susdit cadastre, propriété de Rolland Lemay ou représentants et par partie du lot 126 du susdit cadastre, propriété de Ulric Laliberté ou représentants, vers le sud-est par le chemin public conduisant à la Polyvalente de Tilly, vers le sud-ouest par partie du lot 131, étant la propriété de la Polyvalente de Tilly et vers le nord-ouest par une autre partie dudit lot 130, propriété de François Fournier ou représentants. Le tout avec les serres dessus construites, circonstances et dépendances, comprenant leur équipement. »

La mise à prix est fixée à vingt-quatre mille deux cent soixante-dix-neuf dollars et cinquante cents (24 279,50 \$), soit 25 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales, que l'adjudicataire devra verser au shérif de Québec, en argent ou par chèque visé, au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Lotbinière, 6296, rue Principale, Sainte-Croix, le ONZIÈME jour d'AVRIL 1990 à DIX heures.

« Un terrain connu et désigné comme étant une partie du lot numéro cent dix-sept (117), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Sainte-Croix, division d'enregistrement de Lotbinière, mesurant trente et un mètres et quatre-vingt-douze centièmes (31,92 m) vers le nord-ouest, dix-huit mètres et vingt-neuf centièmes (18,29 m) vers le nord-est, trente-huit mètres et quatorze centièmes (38,14 m) vers le sud-est et dix-neuf mètres et vingt-quatre centièmes (19,24 m) vers le sud-ouest et étant borné vers le nord-ouest par une partie dudit lot 117, vers le nord-est par la rue Principale, vers le sud-est par une partie dudit lot 117, appartenant à Fernand Bédard et vers le sud-ouest par une partie du lot 130 du même cadastre; avec la maison dessus construite, circonstances et dépendances portant le numéro d'immeuble 6377, rue Principale à Sainte-Croix. Le tout avec circonstances et dépendances. »

La mise à prix est fixée à treize mille huit cent soixante-sept dollars (13 867,00 \$), soit 25 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales, que l'adjudicataire devra verser au shérif de Québec, en argent ou par chèque visé, au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Lotbinière, 6296, rue Principale, Sainte-Croix, le ONZIÈME jour d'AVRIL 1990 à DIX heures TRENTE.

*Le shérif adjoint,*  
Raymonde Auclair

Bureau du shérif  
Cour supérieure  
Québec, le 10 mars 1990

1096

Ordonnance de saisie et vente immobilière  
Canada — Province de Québec  
Cour supérieure — District de Québec  
C.S.Q. 200-05-000999-891  
S. 200-18-000117-893

**C**OMPAGNIE TRUST ROYAL, corporation légalement constituée, ayant son siège social à Montréal et un bureau au 1122, chemin Saint-Louis, Sillery, QC, district de Québec, demanderesse, contre 2413-9941 QUÉBEC INC., corporation légalement constituée, ayant son siège social au 305, Joly, Québec, district de Québec, et DAME VALÉRIE ST-GELAIS, domiciliée et résidant au 1015, des Braves, Beauport, district de Québec, et DAME NICOLE GRONDIN, domiciliée et résidant au 554, Durocher, appartement 1, Québec, district de Québec, et ANDRÉ BIRON, domicilié et résidant au 554, Durocher, appartement 1, Québec, district de Québec, défendeurs.

« Un immeuble connu et désigné comme étant les subdivisions dix-sept et dix-huit du lot originaire trois cent quatre-vingt-quatre (384-17 et 384-18), les subdivisions vingt et un et vingt-deux du lot originaire trois cent quatre-vingt-cinq (385-21 et 385-22), les subdivisions trente-deux et trente-trois du lot originaire trois cent quatre-vingt-sept (387-32 et 387-33) du cadastre officiel pour la paroisse de Beauport, division d'enregistrement de Québec; avec la maison dessus construite et portant le numéro d'immeuble 870, boulevard des Chutes à Beauport, circonstances et dépendances. »

La mise à prix est fixée à vingt et un mille six cents dollars (21 600,00 \$), soit 25 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales, que l'adjudicataire devra verser au shérif de Québec, en argent ou par chèque visé, au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Québec, 300, boulevard Jean-Lesage, Québec, le ONZIÈME jour d'AVRIL 1990 à DIX heures.

*Le shérif adjoint,*  
Raymonde Auclair

Bureau du shérif  
Cour supérieure  
Québec, le 10 mars 1990

65683

**Rouyn-Noranda**

Bref de saisie-exécution immobilière

Canada — Province de Québec

Cour supérieure — District de Rouyn-Noranda

Nos 600-04-000069-889

600-18-000001-908

**R**OCH DROLET, ès qualités de percepteur des pensions alimentaires pour et au nom de Rolande Joannette, partie demanderesse, contre LAURENT LESSARD, autrefois du 197, Mgr-Latulippe Ouest, Rouyn-Noranda, district de Rouyn-Noranda, partie défenderesse, et LE RÉGISTRATEUR de la division d'enregistrement de Rouyn-Noranda, mis en cause.

**Désignation**

« Un immeuble connu et désigné comme étant la moitié indivise des lots 228-1061-1 et 228-1061-2 du bloc 41, canton de Rouyn; avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. »

Évaluation municipale: 10 950,00 \$ (21 900,00 \$ ÷ 2).

Le montant minimal que l'adjudicataire devra verser au shérif, en argent ou par chèque visé au moment de l'adjudication, est fixé à 25 % de l'évaluation municipale, multipliée par le facteur comparatif établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale, soit 2 710,13 \$ (21 900,00 \$ × 25 % × .99 = 5 420,25 \$ ÷ 2 = 2 710,13 \$), montant à être déposé.

Pour être vendu au bureau du shérif de Rouyn-Noranda, palais de justice, 2 avenue du Palais, salle RC04, Rouyn-Noranda, J9X 2N9, le DIX-SEPTIÈME jour d'AVRIL 1990 à DIX heures TRENTE.

*Le shérif,*  
ME CLAUDE GARNEAU

Bureau du shérif

Cour supérieure

Rouyn-Noranda, le 26 février 1990

65754

**Longueuil**

Ordonnance de saisie et vente immobilière

Canada — Province de Québec

Cour supérieure — District de Longueuil

Nos 500-05-011591-888

505-18-000082-891

**C**AISSE POPULAIRE DESJARDINS DES EMPLOYÉS MUNICIPAUX DE MONTRÉAL, société régie par la Loi sur les caisses d'épargne et de crédit, ayant son siège social au 305, rue Saint-Antoine Est, ville et district de Montréal, partie demanderesse, contre ANDRÉ ARTHUR LAVIGNE, résidant et domicilié au 10, rue Lamarre, ville de Saint-Basile-le-Grand, district de Longueuil, partie défenderesse, et HÉLÈNE DUMOULIN LAVIGNE, résidant et domiciliée au 10, rue Lamarre, ville de Saint-Basile-le-Grand, district de Longueuil, GINSBERG, GINGRAS & ASSOCIÉS, syndics, faisant affaires au 143A, promenade du Portage, ville de Hull, district de Hull, et LE RÉGISTRATEUR de la division d'enregistrement de Chambly, mis en cause.

« Un emplacement ayant front sur la rue Lamarre à Saint-Basile-le-Grand, connu et désigné comme étant composé:

a) du lot numéro quatre-vingt-quatre de la subdivision officielle du lot originaire numéro trois cent quatre-vingt-dix-sept (397-84), aux plan et livre de renvoi officiels pour le cadastre de la paroisse de Saint-Bruno, division d'enregistrement de Chambly;

b) du lot numéro un de la resubdivision du lot numéro soixante-dix-neuf de la subdivision officielle du lot originaire numéro trois cent quatre-vingt-dix-sept (397-79-1) des susdits plan et livre de renvoi officiels.

Avec la bâtisse dessus construite et portant le numéro d'immeuble 10 de la rue Lamarre à Saint-Basile-le-Grand, circonstances et dépendances.

Tel que le tout se trouve présentement, avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes y attachées sans exception ni réserve de la part de l'emprunteur. »

La mise à prix est fixée à 26 913,13 \$, soit 25 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation municipale de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale, que l'adjudicataire devra verser au shérif, en argent ou par chèque visé à l'ordre du shérif du district de Longueuil, au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de la division de Chambly, 2555, boulevard Roland-Therrien, salle RC-21, Longueuil, QC, le PREMIER jour de MAI 1990 à TREIZE heures TRENTE.

*Le shérif adjoint,*  
ÉLIZABETH S. GOBEILLE

Bureau du shérif

Cour supérieure

Longueuil, le 27 février 1990

65733

**Ventes pour taxes, avis de publication****Municipalité régionale de comté du Centre-de-la-Mauricie**

Avis public est, par les présentes, donné par la soussignée, Lyne Ricard, secrétaire-trésorière de la municipalité régionale de comté du Centre-de-la-Mauricie, que les publications prévues à l'article 1027 du Code municipal de la province de Québec, relativement à la vente des immeubles pour défaut de paiement de taxes, ont été publiées dans le quotidien « Le Nouvelliste », les 17 et 24 février 1990.

Shawinigan, le 26 février 1990

65748

*La secrétaire-trésorière,*  
LYNE RICARD

**Municipalité régionale de comté de Rimouski-Neigette**

Avis public vous est, par les présentes, donné par la soussignée, Louise Audet, secrétaire-trésorière de la municipalité régionale de comté de Rimouski-Neigette, que l'avis et la liste des immeubles à être vendus pour défaut de paiement des taxes, le 12 avril 1990, ont été publiés au journal « Progrès Écho », dans ses éditions du 14 et 21 février 1990, le tout conformément à l'article 1027 du Code municipal du Québec.

Rimouski, le 22 février 1990

065647

*La secrétaire-trésorière,*  
LOUISE AUDET

**Ville de Marieville**

Conformément à l'article 514 de la Loi sur les cités et villes, l'avis de vente pour non-paiement de taxes de la ville de Marieville a été publié au « Journal de Chambly » le 20 février 1990 et le 6 mars 1990.

Marieville, le 6 mars 1990

65718

*Le greffier,*  
PIERRE DUREAULT, *avocat*

**Ville de Saint-Jérôme**

Avis est, par les présentes, donné par la soussignée, greffier et secrétaire général de la ville de Saint-Jérôme, qu'en vertu des dispositions de l'article 514 de la Loi sur les cités et villes, l'avis public énumérant les immeubles à être vendus à l'enchère publique qui sera tenue le mercredi 28 mars 1990 dans la salle du Conseil de l'hôtel de ville de Saint-Jérôme, 280, rue Labelle à Saint-Jérôme, pour défaut de paiement des taxes municipales et scolaires, a été publié au journal « L'Écho du Nord », les 21 et 28 février 1990.

Saint-Jérôme, le 29 février 1990

065646

*Le greffier et secrétaire général,*  
LOUISE PÉPIN, *avocate*

**Erratum****La paroisse de Sainte-Lucie-de-Jacola**

Veillez prendre note qu'une erreur cléricale s'est glissée lors de la confection de l'avis d'annexion paru à la *Gazette officielle du Québec* (édition du 19 septembre 1987, page 4459); on aurait dû lire audit avis « Notre-Dame-du-Rosaire-de-Fatima de Val-d'Or » en lieu et place de « Notre-Dame-de-Fatima de Val-d'Or », et ce, à toutes fins que de droit.

Amos, le 20 février 1990

*L'Évêque d'Amos,*  
MGR GÉRARD DRAINVILLE  
1903-2713

1093

**GESTION NOËL LUSSIER INC.**

Dans l'avis de délivrance d'un certificat de modification publié le 3 février 1990 à la page 343, devant la dénomination sociale 2641-2890 QUÉBEC INC. le nom de la nouvelle dénomination sociale aurait dû se lire « GESTION NOËL LUSSIER INC. »

1097

**LES ÉDITIONS MUSICALES PREMIER STAGE LTÉE**

Dans l'avis de demande de dissolution publié le 10 février 1990 à la page 444, le nom du signataire aurait dû se lire « Christian Lefort ».

1097

**AQUEM LTÉE**

Dans l'avis de demande de dissolution publié le 10 février 1990 à la page 441, le nom du signataire aurait dû se lire « Christian Lefort ».

1097



# LES COULEURS DE LA JEUNESSE... NOIR SUR BLANC

Rapport des Audiences publiques  
sur la jeunesse



Ce rapport vise à présenter, par thèmes, un résumé des interventions et des mémoires soumis au Conseil permanent de la jeunesse lors de sa consultation du printemps 1989. À cette occasion, quelque 150 mémoires ont été déposés par des organismes jeunesse, des intervenants auprès des jeunes, des représentants du monde des affaires, des syndicats, des corporations à vocation socio-économique et des citoyens. Les secteurs du travail et de l'entrepreneuriat, des affaires sociales, de l'éducation, de la culture et des loisirs regroupent l'ensemble des thèmes abordés.

Alimenté de citations et de témoignages, cet ouvrage propose une vision globale de la réalité des jeunes. Il se veut le premier portrait global de leur situation depuis le Sommet québécois de la jeunesse (1983).

Les couleurs de la jeunesse... noir sur blanc  
Rapport des Audiences publiques sur la jeunesse  
Conseil permanent de la jeunesse  
1390, 264 pages  
EOQ 27476-1

**19,95 \$**

Retourner ce coupon à

Les Publications du Québec  
C.P. 1005  
Québec (Québec)  
G1K 7B5

Vente et information:

(418) 643-5150  
(Sans frais) 1-800-463-2100  
Télécopieur (418) 643-6177



## BON DE COMMANDE

Quantité      Les couleurs de la jeunesse... **19,95 \$**  
noir sur blanc

Ajouter 5 % au total pour frais de port et de manutention

Mme  M

Nom: \_\_\_\_\_ Prénom: \_\_\_\_\_  
 Adresse: \_\_\_\_\_  
 Ville: \_\_\_\_\_ Province: \_\_\_\_\_  
 Code postal: \_\_\_\_\_ Téléphone: \_\_\_\_\_  
 Code reg. Tel. res: \_\_\_\_\_

### VEUILLEZ INDICER VOTRE CHOIX DE PAIEMENT:

Cheque ou mandat-poste ci-joint,  
à l'ordre de « Les Publications du Québec »

VISA

M.C.

ECHÉANCE

mois année

N° client

Code

à autoriser que le montant soit facturé à mon compte

Signature \_\_\_\_\_

**Québec**



Port de retour garanti  
Gazette officielle du Québec  
1279, boulevard Charest ouest  
Québec  
G1N 4K7

ISSN 0703-5756

---

